

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ADJONCTION

D'UNE

SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

AU RÉGIME DOTAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Édouard FOURNIER

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT.

MM. VIGIÉ, doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, assesseur, professeur de Droit administratif.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

N..., professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Procédure civile.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Economie politique.

BARTHÉLEMY, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel.

N..., agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique.

N..., chargé du cours d'Histoire du Droit (licence) et de l'Histoire du Droit privé français (doctorat).

N..., chargé de cours de Droit civil approfondi.

ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. CHARMONT, *Président.*

MARGAT	} <i>assesseurs.</i>
PERREAU	

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs,

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ADJONCTION
D'UNE
SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS
AU RÉGIME DOTAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Édouard FOURNIER

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

D E

L'ADJONCTION D'UNE SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

AU RÉGIME DOTAL

INTRODUCTION

INCONVÉNIENTS DU RÉGIME DOTAL. — UTILITÉ D'Y REMÉDIER PAR L'ADJONCTION D'UNE SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

Des divers régimes matrimoniaux que notre loi civile offre au choix des époux, le régime dotal est assurément celui qui, dans l'ensemble, offre à la femme le plus de garanties et vise le mieux à la sauvegarde la plus complète de ses droits et de ses intérêts.

Le mari, d'une part, ne devient pas propriétaire de la dot : il n'en acquiert que l'administration et la jouissance, sous l'obligation d'en affecter les revenus aux charges du ménage. Il n'a sur elle aucun droit de disposition, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux ; et si ce principe, qui est demeuré intangible tant qu'il s'est agi des immeubles, a vu fléchir sa rigueur à l'égard des valeurs mobilières, ce n'est que sous la pression de nécessités pratiques qui, peut-on dire, ont forcé la main à la jurisprudence ; encore l'aliénation n'a-t-elle jamais

lieu pratiquement qu'à charge de emploi. Si l'on tient compte, d'autre part, que l'insaisissabilité qui frappe les biens dotaux vient s'opposer à la poursuite par les créanciers des engagements que la femme aurait contractés durant son mariage, même avec l'autorisation maritale, il en résultera qu'au jour de la dissolution, l'épouse sera sinon assurée de retrouver sa dot dans son intégrité, du moins courra le minimum de risques de la voir dilapidée.

Ajoutez à cela les améliorations introduites par la pratique des tribunaux, en tête desquelles se place la théorie de la représentation de la dot par les paraphernaux, et vous vous trouverez tout naturellement porté à conclure que la dotalité présentant de si grands avantages pour la femme, doit être préférée par elle à tout autre régime.

Si l'on pénètre cependant un peu plus avant au fond des choses, et à s'en tenir à la situation qu'il fait à la femme, on s'aperçoit qu'on peut adresser une double objection au régime dotal, la première plutôt théorique, mais la seconde éminemment pratique.

Il apparaît comme irrationnel, tout d'abord, de laisser subsister entre deux époux une séparation d'intérêts aussi prononcée que celle qui caractérise le régime dotal. Le mariage suppose par essence des liens réciproques d'affection et de confiance : il établit l'union intime de deux êtres, la mise en commun de leurs joies, douleurs et espérances, en même temps que la concentration de leurs efforts vers cet idéal qui est la prospérité de la famille et le bien-être des enfants. Ne semble-t-il pas dès lors choquant au premier chef de voir ceux qui unissent ainsi leurs destinées, vivre en ce qui touche

leurs intérêts matériels et pécuniaires dans l'indépendance la plus absolue ? On a peut-être un peu trop abusé de l'idée que l'union des personnes devait nécessairement entraîner l'union des biens, mais il n'en reste pas moins vrai qu'une association de patrimoines, à quelque degré qu'on l'établisse, cadre parfaitement avec la communauté de vie résultant du mariage et correspond beaucoup mieux à son but et à son esprit que ne saurait le faire un régime complet de séparation.

A un autre point de vue, le régime dotal se caractérise par la concentration aux mains du mari des pouvoirs d'administration les plus larges : sur les biens dotaux, il les tient de la loi, sur les paraphernaux ce sont les mœurs et la pratique qui les lui confèrent. La femme n'a donc aucune part dans cette gestion ; et d'ailleurs peu lui en importent les résultats : si elle croit sa dot en péril, elle aura toujours la ressource de faire prononcer la séparation de biens ; mais, à l'inverse, rien ne la poussera à souhaiter une administration sage et profitable permettant la réalisation de quelques économies sur les revenus du ménage : elle n'ignore pas qu'au jour de la dissolution la loi lui donne droit purement et simplement à la restitution de sa dot, et lui refuse toute participation aux épargnes et aux gains que la bonne fortune a permis de réaliser durant la vie commune. Ces bénéfices passent en totalité aux mains du mari, ou de ses héritiers s'il est prédécédé ; la femme n'y peut rien prétendre.

Ce résultat nous semble aller à l'encontre de toute logique, en même temps qu'il heurte les règles de l'équité la plus élémentaire : l'épouse a peut-être contribué largement à ces accroissements de fortune, tant par

son travail et son esprit d'économie que par son zèle et sa diligence de mère de famille et de maîtresse de maison. Il est en outre tout un groupe de revenus qui devraient en toute justice lui revenir, je veux parler des épargnes faites sur ses paraphernaux : ces biens sont restés sa propriété exclusive, et cependant, son mari, à qui elle en a confié plus ou moins tacitement l'administration, s'en approprie sans aucun scrupule les bénéfices.

Qu'en résulte-t-il en définitive ? c'est qu'on assistera journellement dans le ménage à une perpétuelle lutte d'intérêts : la femme, n'ayant aucun avantage à voir faire des économies, poussera à la dépense ; le mari, voulant à tout prix capitaliser pour son profit personnel, trouvera toujours exagérées les dépenses de sa femme : de là des tiraillements et des discussions qui ne seront guère favorables au maintien de la paix conjugale.

En résumé, le vice le plus grave du régime dotal pur est d'isoler complètement les intérêts des époux en désintéressant la femme d'une façon presque absolue de la prospérité des affaires du ménage. Ces inconvénients n'existent pas sous les régimes de communauté, qui font de l'épouse l'associée de son mari ; mais ne peut-on pas y remédier tout en conservant la dotalité ?

C'est précisément à cet effet qu'a été imaginée l'adjonction au régime dotal d'une société d'acquêts : grâce à cette heureuse combinaison, tout en conservant les garanties que seule peut lui assurer la dotalité, la femme participe aux accroissements de fortune et aux bénéfices réalisés au cours de l'union conjugale, et à l'acquisition desquels elle a sûrement contribué. Ainsi se trouvent réalisées entre elle et son mari cette commu-

nauté d'intérêts et cette entente morale qui sont si nécessaires à la paix et à la tranquillité du ménage et sans lesquelles nulle famille ne saurait prospérer ni se maintenir.

C'est le fonctionnement de ce régime mixte que nous nous proposons d'étudier ; ou plutôt, supposant connues les règles de la communauté et celles du régime dotal, nous nous bornerons à insister surtout sur les difficultés naissant de leur combinaison : bien souvent, l'application de principes différents nous conduira à des solutions contradictoires, ou amènera l'éclosion de questions nouvelles sur lesquelles nous aurons à prendre parti et de controverses qu'il nous faudra trancher. Nous les rencontrerons en temps utile, mais il nous faut auparavant déterminer dans quel ordre et suivant quel plan d'ensemble nous en aborderons l'examen.

L'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal s'étant trouvée fort en honneur dans certaines régions de notre ancienne France, nous n'avons pas hésité à consacrer à l'histoire une partie assez étendue de notre étude. Nous aurons donc à rechercher en premier lieu l'origine de la société d'acquêts et le mécanisme de sa combinaison au régime dotal dans notre ancienne jurisprudence ; nous exposerons ensuite son fonctionnement à l'heure actuelle sous l'empire des règles du Code civil ; pénétrant enfin, avec une troisième partie, dans le domaine si varié de la pratique, nous esquisserons le rôle qu'y joue notre régime mixte et l'avenir qu'on en peut espérer.

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINES ET ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

CHAPITRE PREMIER

SOURCES PROBABLES DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

La question des origines de la combinaison de la société d'acquêts avec le régime dotal nous paraît assez complexe : il faut se demander d'abord laquelle des législations anciennes a la première reconnu à la femme un droit sur les acquêts, puis rechercher comment on en est venu à faire pénétrer ce droit de copropriété dans un régime qui semblait l'exclure *à priori*, le régime dotal (1). Trois systèmes principaux donnent une solution différente à ce problème : certains auteurs voient en droit romain la source de cette communauté ; d'autres la font découler du droit celtique ; les derniers

(1) Le premier de ces deux points serait plutôt à sa place dans une étude générale de la communauté de meubles et acquêts ; nous avons cru cependant devoir en dire ici quelques mots afin de mieux préciser le rôle qu'a joué, dans la combinaison qui nous occupe, le droit germain où se trouve la source de cette communauté.

enfin, avec plus de raison, en trouvent les premiers germes dans le vieux fond des institutions germaniques.

I. — *Théorie romaine.*

Il semble à première vue assez naturel d'aller chercher en droit romain l'origine de notre société d'acquêts. Les inconvénients du régime dotal pur, le seul admis et sanctionné par la législation romaine, ont dû se faire sentir dès alors tels qu'ils se manifestent de nos jours. Même, à vrai dire, les intérêts de la femme ne furent jamais aussi sacrifiés qu'à ces époques où régnait sans conteste le droit du plus fort, c'est-à-dire du mari : elle ne pouvait prétendre sur les acquisitions réalisées au cours du mariage, quelquefois avec les seuls revenus de sa dot, qu'à la vague et lointaine espérance de la *bonorum possessio unde vir et uxor* ; sans doute, l'introduction de la *donatio propter nuptias* réussit à lui assurer en cas de prédécès du mari plus que la restitution de sa dot, mais outre que cette institution fut assez tardive elle ne constitua jamais qu'un système rudimentaire et assez peu satisfaisant ; basé sur une évaluation forfaitaire nécessairement imparfaite, établi en raison de la dot, il ne donnait rien à la femme sans dot, bien que sa collaboration n'eût pas été moins effective ; il aboutissait en somme à faire une libéralité de ce qui normalement aurait dû être un droit.

Aussi, n'est-il pas étonnant que la convention des parties, sous l'influence du progrès et des mœurs, soit venue assurer à la femme une situation plus équitable que ne le faisait la loi, en lui reconnaissant formellement un certain droit sur les acquêts.

Certains textes du Digeste, venant à l'appui de cette conjecture, font allusion à des sociétés établies entre époux, soit sociétés universelles de tous biens, *universorum bonorum* (1), soit simplement sociétés de tous gains ou d'acquêts, *universorum quæ exquetu veniant* (2). C'est bien là que les jurisconsultes de notre ancien droit sont allés, dit-on, chercher la combinaison qui nous occupe.

Cette opinion, en apparence plausible, est aujourd'hui généralement abandonnée : les exemples de sociétés que nous offrent les textes cités en note, outre qu'ils sont exceptionnels, n'ont rien d'analogue à notre société d'acquêts : ce sont des contrats ordinaires passés entre époux postérieurement à la célébration du mariage, et tels qu'on en pouvait parfaitement conclure entre personnes étrangères ; mais il est impossible de les assimiler à de véritables conventions matrimoniales, expressément rédigées en vue de régler les rapports pécuniaires entre conjoints. A Rome en effet, à l'inverse de ce qui se produit aujourd'hui chez nous, nul contrat n'était prohibé entre époux, pas plus celui de société que celui de vente ou de louage : en stipulant la mise en commun de tout ou partie de leurs biens, ils ne faisaient donc qu'user d'une faculté de droit commun qui leur était formellement reconnue par la loi.

(1) L. 46, § 3, Dig. *De alimentis vel cibariis legatis*. Lib. XXXIV, tit. I.

(2) L. L. 7 à 12, Dig. *Pro socio*, Lib. XVII, tit. 2. Ce second type de sociétés ne se composait que des profits résultant du travail des époux, des acquisitions par eux réalisées et des revenus de leurs biens propres, à l'exclusion de tout ce qu'ils possédaient au jour du mariage ou qui pouvait leur advenir par succession ou donation.

Une double raison suffit d'ailleurs à expliquer que la législation romaine se soit toujours contentée du régime dotal pur sans y introduire aucun élément de communauté : elle tient beaucoup aux mœurs, en même temps qu'elle se rattache aussi à des considérations d'intérêt public.

A quelque époque qu'on envisage l'évolution du droit romain, on voit très étroitement sanctionnés les droits du *paterfamilias* : en laissant de côté ceux dont il jouissait sur ses enfants, les mœurs lui reconnaissent sur sa femme, au temps de la République tout au moins, des pouvoirs tout à fait analogues à ceux qu'il exerçait sur ses filles : cette omnipotence maritale s'opposait tout naturellement à l'attribution à la femme de droits qui ne pouvaient compéter qu'à une associée c'est-à-dire une égale (1).

D'un autre côté, les garanties excessives que la loi accordait à la femme pour la conservation et la restitution de sa dot se seraient mal conciliées avec un régime d'association qui implique l'égalité de situation de chacun, d'autant plus qu'étant considérées comme intéressant l'ordre public il n'était pas loisible d'y renoncer : voulant favoriser les nouvelles unions des femmes veuves ou divorcées, et craignant de les voir délaissées sans dot, la loi cherchait par ce moyen à leur assurer des ressources (2).

(1) Il faut noter qu'avec le mariage *cum manu*, la femme venant à la succession de son mari, *loco filiae*, voyait tempérée par là son inégalité de situation, mais outre que le mariage *cum manu* disparut de bonne heure, ce droit successoral n'aboutissait en somme qu'à faire restituer à la femme sa dot qui était devenue la propriété incommutable du mari.

(2) C'est là le sens de l'adage bien connu : *Reipublicae interest mu-*

On peut ajouter enfin que la législation romaine n'eut pas une influence déterminante sur le développement de nos institutions dans les pays mêmes où la société d'acquêts se trouva le plus florissante. Le fait est surtout remarquable pour la région de l'ancien Parlement de Bordeaux dans laquelle, au dire des anciens auteurs, le droit écrit ne venait qu'en dernier lieu, en vue de suppléer aux dispositions coutumières, et à défaut de la raison naturelle (1).

Il est donc bien probable que ce n'est pas dans ses dispositions qu'on peut retrouver l'origine de la société d'acquêts.

II. — *Théorie celtique.*

A la suite d'auteurs anciens, quelques juristes rattachent encore de nos jours la communauté au droit celtique. On invoque pour le soutenir un unique argument de texte : il s'agit d'un passage de César, dans lequel cet auteur, rapportant les usages des Gaulois, s'exprime en ces termes : « Autant les maris ont reçu d'argent de leurs épouses à titre de dot, autant ils mettent de leurs propres biens, après estimation faite, en communauté avec cette dot. On dresse conjointement un état

liorum dotes esse salvas qui poussa si fortement la législation romaine dans la protection des droits de la femme dotale (hypothèque privilégiée de la constitution *Assiduis* rendue en 530 par Justinien).

(1) L'article 228 de la coutume d'Aquitaine dispose à cet effet : « L'usage est en Bordelais que si le cas qui se présente ne peut être jugé d'après la coutume muette à cet égard, on doit recourir aux coutumes analogues, et s'il n'y pas de coutumes semblables il faut recourir à la raison naturelle le meilleur supplément de la coutume, et si toutes ces choses manquent, on doit recourir au droit écrit. »

de ce capital, et l'on en réserve les intérêts. Quelque époux qui survive, c'est à lui qu'appartient la part de l'un et de l'autre, avec les intérêts des années antérieures » (1).

La seule lecture de ce texte nous pousse au contraire à penser qu'il ne s'agit pas là, comme on le prétend, d'une véritable communauté de biens établie par la loi entre époux : la masse, au jour de la dissolution, est attribuée tout entière au survivant, sans qu'il y ait lieu à partage entre lui et les héritiers du prédécédé. C'est donc un simple gain de survie, véritable contrat aléatoire, tout à fait indépendant du régime matrimonial adopté.

Une raison historique et logique peut d'ailleurs être invoquée contre l'opinion que nous combattons : le droit celtique n'a eu sur le développement de nos institutions qu'une très faible influence ; vaincus par les Germains, les Gaulois n'ont pas tardé à abandonner leurs lois nationales pour ne plus suivre que celles de leurs vainqueurs, qui seules leur assuraient une protection efficace. Il serait dès lors bien étonnant qu'on pût trouver dans ces vieilles coutumes, si vite tombées en désuétude, l'origine d'un droit aussi vivace que celui de la société d'acquêts.

Reste le système qui en voit la source dans les législations germaniques et à l'étude duquel nous arrivons maintenant.

(1) César, *De Bello Gallico*, liv. VI, § 19.

III. — *Théorie germanique. — La société d'acquêts dans les lois visigothiques.*

C'est la seule opinion qui nous semble exacte : le droit aux acquêts nous vient des coutumes germaniques ; et plus spécialement, nous en trouvons la source dans les lois visigothiques.

On a fait remarquer, avec juste raison, que les mœurs germanes portaient déjà en elles-mêmes un germe de la communauté de biens : les peuplades issues de la Germanie sont essentiellement nomades : les historiens nous les dépeignent n'ayant d'autre domicile que le lourd chariot qui les transporte et sert en même temps à amasser le butin conquis dans leurs expéditions guerrières. La femme est appelée à partager avec son mari tous les sacrifices et toutes les peines de cette vie errante : elle contribue à assurer l'existence commune, elle accompagne l'armée au combat et prend même parfois une part active à la mêlée. Dès lors, est-il étonnant que dans une semblable législation, la femme ait acquis quelque influence dans la famille et obtenu des droits sur des biens à l'acquisition desquels elle se trouvait avoir concouru ?

Mais avant d'aborder l'étude du droit visigothique, dont M. Brissaud a fort bien dégagé le rôle prépondérant en cette matière (1), une remarque préalable s'impose.

Les lois barbares ne s'occupant du droit aux acquêts qu'au cas de survie de la femme, on a soutenu qu'il ne

(1) Brissaud, *La société d'acquêts dans les lois visigothiques*, rapporté dans *Mélanges*, Léonce Couture.

constituait qu'un gain de survie subordonné au prédécès du mari et non un véritable droit de copropriété. Peut-être en fut-il ainsi à l'origine ; c'est même vraisemblable ; mais ce qui est certain, c'est qu'une transformation ne tarda pas à s'opérer sur ce point. Un texte de Marculfe, relatif à la période du VII^e siècle, nous montre une femme disposant au cours du mariage de son droit sur les acquêts, en faveur de son mari (1). Il fallait bien pour cela que ce droit eût pris naissance avant la dissolution de l'union et fût autre chose qu'un simple gain de survie ; d'autant plus qu'en faisant ce don au mari la femme a soin d'exclure ses héritiers propres à qui seraient naturellement revenus les acquêts si elle n'en avait disposé.

C'est dans le Code Visigothique de Reccesvind (2) que M. Brissaud trouve les premières manifestations écrites de la société d'acquêts entre époux : la loi opère le partage entre eux — ou leurs héritiers — proportionnellement à la valeur des biens qu'ils possèdent : le plus riche reçoit une part plus forte ; à égalité de fortunes ils partagent par égales portions (3).

Tout porte à croire que ce Code de Reccesvind n'est que la consécration officielle de coutumes antérieures ;

(1) *Formulae Marculfi*, liv. II, 17-7.

(2) Ce Code de Reccesvind fut publié entre les années 654 et 672 sous le nom de *Liber Judiciorum*. Tout ce qui concerne le droit aux acquêts est contenu dans les lois 15 et 16, titre 2, livre 4.

(3) Ce mode de partage est spécial à la loi visigothique ; la législation franque, qui elle aussi reconnut à la femme un droit aux acquêts, opérait la distribution entre les époux d'une façon plus simple, généralement dans la proportion de deux tiers au mari, un tiers à la femme ; on se dispensait ainsi d'inventorier et d'estimer les biens respectifs des époux.

il paraît cependant innover sur certains points en même temps qu'il cherche à réglementer quelques questions dont la solution pouvait faire doute jusqu'alors. C'est ainsi qu'il consacre une phrase formelle à affirmer l'égalité des droits des époux, preuve que l'ancien droit ne devait pas mettre la femme sur le même pied que l'homme, la faisant vraisemblablement bénéficier d'une part plus faible dans les acquêts.

En un autre sens, il était indispensable de préciser la nature du droit de la femme : les lois franques ne lui accordaient en général qu'un gain de survie, c'est-à-dire un bénéfice éventuel subordonné à la chance de prédécès du mari. Le droit visigothique va plus loin : le droit de la femme aux acquêts ne dépend plus d'aucune condition de survie à son mari ; si elle prédécède il passe intact à ses héritiers, car il constitue désormais une véritable part de communauté. La raison de cette transformation tient sans aucun doute à de pures circonstances de fait : avec le temps, l'importance de l'apport de la femme s'est accru, et ses droits ont progressé dans la même mesure.

A la règle générale du partage des acquêts à proportion de la fortune des époux, la loi visigothique apporte deux dérogations assez importantes.

En premier lieu, le sort des biens attribués aux époux par un testament fait à leur profit est réglé par les clauses de l'acte, c'est-à-dire que la propriété de chacun d'eux appartient à celui des époux auquel le testateur l'a destinée (1).

(1) Le texte qui mentionne cette exception (loi 16, tit. II, liv. IV) contient, à la vérité, le mot *scriptura* ; or ce mot pouvant s'entendre

D'autre part, certains acquêts, indépendamment de tout acte écrit, appartiennent d'une manière exclusive au mari ou à la femme. Au mari, reviennent les bénéfices commerciaux réalisés par des étrangers, c'est-à-dire des personnes autres que ses parents ou ses esclaves, le butin fait à la guerre ou les présents faits par le roi, le *patronus* ou les *amici*. A la femme, on attribue de même en totalité les présents qu'elle doit à la générosité de personnes quelconques. De telles acquisitions revêtent de celui qui les fait un tel cachet de personnalité qu'il a semblé plus naturel de les lui laisser en propres.

Il résulte donc de ce qui précède que la loi de Reccesvind établit entre les époux une communauté d'acquêts parfaitement réglementée. Elle présente ce trait caractéristique de traiter la société conjugale comme une association ordinaire, ce qui explique qu'au lieu de diviser par moitié les acquisitions réalisées durant le mariage, elle en fait le partage au prorata des mises. C'est là, nous le répétons, une pratique ancienne que la législation nouvelle s'est bornée à organiser, mais dont on peut retrouver les traces dans des coutumes visigothiques antérieures à Reccesvind (1).

d'un écrit quelconque autre qu'un testament, on peut aller jusqu'à soutenir que toute acquisition constatée par un acte devait se partager entre les époux conformément à cet acte.

(1) Certains extraits qui nous ont été conservés du Code d'Euric (466-485) révisé par Léovigild (568-586) traitent des acquêts réalisés durant le mariage. Ils décident que la femme ne peut pas réclamer les gains faits par ses esclaves soit dans une expédition militaire, soit dans toute autre affaire : c'est au mari ou à ses héritiers qu'ils appartiennent en totalité, car ils ont été créés par lui seul et à ses risques. Le même droit s'applique aux biens donnés par le roi à

Peut-être, faut-il en voir les premiers germes dans la fusion de la législation romaine récente et du vieux fond d'institutions germaniques : à la première serait due une certaine tendance à l'émancipation de la femme, la suppression ou tout au moins l'atténuation du *mundium* marital ; aux secondes se rattacherait étroitement l'idée de communauté qui est à la base de la société d'acquêts.

Quoi qu'il en soit de ces origines lointaines, avec les invasions visigothiques, la société d'acquêts pénétra dans notre ancienne France. La *lex Romana Visigothorum* la connut et la réglementa ; bien d'autres peuples l'adoptèrent. C'est chez eux qu'il nous reste à l'étudier maintenant et à voir de quelle manière elle en arriva à se combiner avec le régime dotal.

l'un ou l'autre des époux : seul le donataire y a droit.

Une semblable réserve eût été inutile s'il n'avait existé en même temps une certaine communauté d'acquêts entre les conjoints.

CHAPITRE II

LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS ET LE RÉGIME DOTAL DANS NOTRE ANCIEN DROIT.

Nos anciens pays de droit écrit nous offrent l'intéressant spectacle de la combinaison de la société d'acquêts au régime dotal ; elle fut tout spécialement organisée dans le ressort du Parlement de Bordeaux, où nous aurons à l'étudier en détail. Mais elle réussit à s'implanter aussi dans des régions plus ou moins coutumières : la Normandie et l'Auvergne ; de brèves explications suffiront à leur égard.

I. — *Le régime normand.*

La Normandie nous présente un système matrimonial fort curieux, tenant à la fois du régime de communauté et du régime dotal.

A l'époque ancienne, la communauté coutumière était non seulement repoussée comme régime de droit commun, mais encore, semble-t-il, absolument prohibée. Par le seul effet du mariage, le mari était saisi de tout le patrimoine mobilier ou immobilier de sa femme ; celle-ci n'acquerrait en échange qu'un simple droit de succession qu'il était interdit aux époux d'étendre hors de ses étroites limites, dans un sens plus favorable à ses intérêts. Les expressions dont se sert la coutume

ne peuvent laisser aucun doute à cet égard (1) ; les textes vont même jusqu'à qualifier la femme d'héritière de son mari et à assimiler la renonciation faite par elle à une renonciation à succession.

En même temps, la coutume reconnaissait une sorte de dotalité, mais bien différente de celle établie par les lois de Justinien. La dot, à proprement parler, n'était pas inaliénable, mais le mari ne pouvait l'aliéner qu'avec le consentement de sa femme et moyennant remploi (2). A défaut de ces conditions, le Grand Coutumier permet à la femme de faire tomber l'aliénation consentie sans son autorisation, et de rentrer en possession de l'immeuble dont elle a été dépouillée, au moyen du « *Bref de mariage encombré* », intenté durant l'an et jour qui suit la cessation des pouvoirs du mari. Mais, faite de son gré, l'aliénation était parfaitement valable, sauf, si remploi n'était pas effectué, son action récursoire contre le tiers acquéreur.

Concurremment à cette évolution, et probablement sous l'influence du droit des autres provinces, on vit peu à peu germer dans la coutume nouvelle l'idée de communauté entre époux. L'article 329 dispose que la femme, après la mort du mari, a « la moitié en propriété des conquêts faits en bourgage (3), constant le mariage »

(1) « Les personnes conjointes par mariage, dit l'article 385 de la coutume, ne sont communes en biens soit meubles, soit conquêts immeubles ; aussi les femmes n'y ont rien qu'après la mort du mari. »

(2) Le plus curieux est qu'à l'époque primitive la femme ne jouissant d'aucune capacité civile ne pouvait pas relever son mari de son incapacité, ce qui aboutissait à rendre en définitive l'immeuble complètement inaliénable.

(3) Par conquêts faits en *bourgage*, il faut entendre ceux réalisés dans l'enceinte des villes et des bourgs.

et quant aux acquêts faits hors bourgage, elle en a « la moitié en propriété au bailliage de Gisors et en usufruit au bailliage de Caux, et un tiers en usufruit aux autres bailliages et vicomtés ».

Ce texte, à n'en pas douter, établit une véritable société entre les époux : la quotité du droit peut différer suivant les cas, mais sa nature reste toujours la même. Comme on l'a dit avec raison, le régime matrimonial normand s'est « fixé en pleine évolution au moment où le droit de succession de la femme se transforme en droit de communauté, et où l'épouse d'héritière qu'elle est tend à devenir l'associée de son mari » (1).

II. — *La Coutume d'Auvergne.*

Nous nous bornerons à signaler à son sujet qu'en établissant le régime dotal comme base des conventions matrimoniales, la Coutume d'Auvergne permettait aux époux de former entre eux, dans leur contrat de mariage, une société soit universelle, soit particulière comme bon leur semblait (2).

Cette combinaison restait d'ailleurs soumise aux mêmes règles qui en assuraient le fonctionnement dans la région bordelaise, et à l'étude desquelles nous avons hâte d'arriver aussitôt.

(1) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *Traité du contrat de mariage*, t. I, p. 50.

(2) L'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal se rencontrait assez fréquemment dans la pratique, car l'Auvergne se trouvant sur la limite assez imprécise des pays de droit écrit et de droit coutumier, voyait sur un grand nombre de points se fondre et s'appliquer concurremment les deux systèmes de législation.

III. — *La société d'acquêts dans les pays de droit écrit, et spécialement dans le ressort du Parlement de Bordeaux.*

Il est assez facile d'expliquer la faveur dont jouissait la société d'acquêts dans nos pays de droit écrit. D'un côté, son adjonction au régime dotal, qui y constituait le régime nuptial de droit commun, permettait aux époux de remédier assez facilement à la trop large séparation d'intérêts qu'il établissait entre eux.

D'autre part, des raisons historiques venaient aussi militer en faveur de l'extension de cette institution : c'est dans ces régions du Sud-Ouest de la France qu'étaient venues s'établir, poussées par les invasions, les peuplades visigothiques chez lesquelles nous avons cru trouver les premiers germes de cette communauté.

Qu'on tienne compte enfin de la tendance générale qu'avaient à cette époque les gens à s'unir et se rapprocher les uns des autres pour se garantir des oppressions et des duretés du régime féodal, ainsi que de l'influence exercée sur les pays du Midi par les habitudes coutumières qui établissaient la communauté entre époux dans tout le reste de la France, et l'on ne s'étonnera plus de la prédominance qu'y devait prendre la Société d'acquêts à côté du régime dotal (1).

Nous avons à esquisser son organisation dans la Coutume de Bordeaux sans crainte d'insister assez sur cette

(1) On peut ajouter également une raison économique qui se rattache étroitement à l'histoire de notre pays. La Guienne pendant près de trois siècles fut unie à l'Angleterre par les liens d'une annexion assez étroite : les relations constantes de la ville de Bordeaux avec ses maîtres donnèrent à son commerce un essor considérable, de là des fortunes, de là aussi la propension des époux à mettre en commun leurs efforts, leur industrie pour les réaliser.

matière, car la tradition joue encore de nos jours un rôle considérable ; puis, nous terminerons cet historique en disant quelques mots des habitudes suivies dans les coutumes de Bayonne, Toulouse et Montpellier en ce qu'elles différaient seulement du régime type bordelais.

1^o Coutume de Bordeaux.

C'est elle qui reflète le mieux la législation que nous avons à étudier, mais il faut noter qu'elle était également pratiquée dans tout le ressort du Parlement bordelais qui englobait dans ses limites une étendue assez considérable de pays (1).

Ces régions avaient été d'assez bonne heure soumises à l'influence de Rome. Après la conquête des Gaules, les vainqueurs imposant leurs lois aux vaincus, la législation romaine fut acceptée par les Gaulois. Quand survinrent les invasions, elle avait près de six siècles d'existence et fleurissait particulièrement dans le Midi de la France où l'avait transplantée le Code Théodosien.

Les peuples du Nord en imposant leur domination, laissèrent au vaincu ses us, ses coutumes et ses lois. Dans le pays où s'établirent les Visigoths, la loi romaine prit le nom de *Bréviaire d'Alaric*, compilation faite à l'usage des Gallo-Romains, mais à laquelle les Barbares ne dédaignaient pas de faire des emprunts. C'est ainsi que s'opéra une fusion entre les deux législations, jusqu'au jour où les rois Visigothiques ayant

(1) On y comprenait, en outre de la ville de Bordeaux, les sénéchaussées de Gascogne, d'Aquitaine, des Landes, de l'Agenais, du Périgord et du Limousin,

aboli chez eux le droit romain comme loi spéciale et personnelle, subsista seul un droit nouveau revêtant les caractères distinctifs des deux législations primitives.

En ce qui touche le régime des biens entre époux, seul point qui nous intéresse, on en était arrivé à la combinaison suivante : Les principes d'inaliénabilité dotale avaient pénétré le droit visigothique, mais celui-ci avait conservé la société d'acquêts qu'il établissait entre les conjoints. En droit, le régime principal restait le régime barbare ; en fait les emprunts effectués à la législation romaine avaient été si considérables qu'on en était venu à regarder la communauté d'acquêts comme un simple accessoire du régime légal romain qui avait peu à peu conquis la place prépondérante.

Il n'est guère possible de déterminer les causes de cette transformation, mais on peut néanmoins assez aisément indiquer la marche et les points saillants de l'évolution : d'un côté, la société d'acquêts n'existe plus de plein droit, les époux doivent formellement la stipuler dans leurs conventions matrimoniales ; d'autre part des garanties de plus en plus nombreuses s'introduisent en faveur de la femme qui voit augmenter sa capacité dans de notables proportions.

As'en tenir, tout d'abord, aux explications fournies par nos anciens jurisconsultes (1), il semblerait que même pour la région bordelaise, la femme n'ait jamais été appelée de plein droit, à défaut de stipulations expresses, à prendre sa part des acquisitions réalisées au cours du

(1) C'est en particulier l'opinion émise par M. H. Tessier dans son remarquable *Traité de la société d'acquêts suivant la jurisprudence de l'ancien Parlement de Bordeaux*, qui nous a fourni de si précieux renseignements sur l'histoire de cette institution.

mariage, grâce à l'industrie et aux efforts communs de l'un et l'autre des conjoints. C'est exact si l'on envisage seulement le dernier terme de l'évolution ; mais il n'en a pas toujours été ainsi, et il fut une époque où la société d'acquêts était le corollaire obligatoire de l'union des époux.

La Coutume de Bordeaux, officiellement rédigée en 1520, dispose bien en effet que la femme ne prend aucune part aux acquêts, mais elle ajoute que si elle vient à décéder, ses enfants auront le droit de réclamer à leur père la moitié des acquêts provenant de l'industrie commune de leurs deux parents. Ainsi donc, contrairement au principe général que « Nul ne peut transmettre plus de droits qu'il n'en a », les héritiers de la femme jouissent d'une prérogative qui n'appartient pas à leur auteur. La raison qu'on en peut donner est que le droit aux acquêts a primitivement existé de plein droit en faveur de la femme, mais qu'il lui a été par la suite personnellement retiré, tout en demeurant à ses héritiers (1). On ignore quel fut le motif de cette déchéance ; peut-être faut-il y voir l'influence du droit Romain ou du droit Anglais. Toujours est-il que ce droit aux acquêts qui subsistait encore au profit des enfants en cas de prédécès de leur mère disparut bientôt à son tour : une stipulation formelle fut exigée pour les héritiers de la femme aussi bien que pour la femme elle-même.

(1) C'est à une charte de 1205 de Jean Sans Terre, confirmée par Philippe le Bel, qu'est due cette transformation : ce texte vient décider que la femme survivante ne prendra pas part aux acquêts, mais comme il est muet à l'égard des héritiers, ceux-ci continuent à jouir du bénéfice de la législation antérieure.

Mais en même temps que diminuait ainsi l'importance et l'étendue de la communauté d'acquêts, les droits de la femme sacrifiés de ce côté, progressaient en un autre sens. C'est ici que se manifeste l'heureuse influence de nos anciens jurisconsultes qui, imbus des principes de la dotalité romaine, ont cherché à les transplanter dans notre pays, en leur empruntant ce qu'ils avaient de plus saillant, c'est-à-dire la protection des droits de la femme, ou plus exactement les restrictions apportées aux pouvoirs exorbitants de son mari. Alors qu'autrefois elle n'avait pas de paraphernaux et se trouvait soumise sans réserves à la puissance maritale, désormais, grâce à ces idées nouvelles, sa dot ne comprendra plus que les biens lui appartenant au jour du mariage ; ceux qu'elle acquerra par la suite lui seront réservés en toute liberté. Sans doute, le mari, sous la pression de la tradition et à l'encontre des usages des autres pays de droit écrit, en conservera l'administration, mais ils seront soustraits à son omnipotence et la femme en pourra disposer sans autorisation.

D'autre part, même sur la dot ainsi réduite, le mari voit considérablement restreindre ses droits par l'introduction du principe romain de l'inaliénabilité dotale : il n'a plus que le droit d'administrer et de jouir, mais il doit restituer intacts, au jour de la dissolution, des biens dont il n'aura pu disposer au cours du mariage. Le point de vue a peut-être changé : on protège la femme plus dans son intérêt personnel que dans un intérêt public, mais il n'en reste pas moins que quant au résultat, on se trouve ramené à peu de choses près sous l'empire de la législation Théodosienne. L'influence barbare se reconnaît encore à l'existence de la société

d'acquêts, mais elle est passée désormais au rang de simple accessoire, fréquemment stipulée sans doute, mais nécessitant toujours une prévision formelle des époux (1).

Nous n'avons pas à entrer dans une étude détaillée de la dotalité, mais il nous faut tout au moins examiner l'effet de sa combinaison avec la société d'acquêts, et spécialement à l'égard de celle-ci, rechercher quelles règles présidaient à sa constitution, sa composition, son administration et sa dissolution.

Constitution de la société d'acquêts et effets généraux de son adjonction au régime dotal.

Nous venons de voir que la société d'acquêts autrefois statutaire dans la ville de Bordeaux, n'avait pas tardé, pour des raisons que nous ignorons, à perdre assez rapidement ce caractère pour devenir purement conventionnelle (2). A ce titre, nous enseignent les auteurs, elle était si bien entrée dans les mœurs, qu'on la rencontrait dans tous les contrats comme corollaire à peu près obligatoire du régime dotal.

On pouvait valablement la stipuler soit avant, soit après le mariage ; sous cette dernière forme, elle au-

(1) La Coutume de Bordeaux présente pas mal de dispositions se rattachant soit au droit coutumier, soit au droit romain ; c'est un mélange heureux de deux législations d'esprit et de tendances opposés. Au droit coutumier se rattachent : la communauté entre frères, le retrait lignager, la saisine héréditaire, la règle *Paterna paternis*, le droit d'aînesse ; du droit romain découlent : la puissance paternelle, la légitime, l'exhérédation, la falcidie.

(2) Dans quelques régions toutefois, la société d'acquêts continua à subsister au titre statutaire s'imposant de plein droit aux époux, notamment dans les coutumes des pays voisins de Labour et de Bayonne,

rait été nulle dans les pays où il était interdit aux époux de se faire des avantages indirects, mais tel n'était pas le cas dans les pays de droit écrit et spécialement dans la région bordelaise, où continuait à s'appliquer la législation romaine.

Quelquefois pure et simple, la société d'acquêts était le plus souvent affectée de quelque modalité. La principale, d'un emploi si fréquent dans la pratique qu'elle y était presque devenue de style, visait le sort des acquêts à la dissolution de l'union et avait pour objet de les rendre réversibles aux enfants à naître ; étant déroatoire au droit commun, elle exigeait pour sa validité sinon des termes sacramentels, tout au moins une stipulation formelle, preuve manifeste de l'intention des époux.

Cette clause de réversion des acquêts était, quant à sa nature, une simple donation à cause de mort parfaitement admise par notre ancien droit et portant seulement sur les biens à venir, c'est-à-dire existant au jour du décès du testateur ; sa validité dépendait donc en même temps de la condition de survie des donataires (1).

En vertu de la clause, les époux restaient propriétaires des acquêts et continuaient à pouvoir valablement en disposer à titre onéreux, mais ils avaient perdu le droit d'en disposer à titre gratuit.

Le décès de l'un des conjoints rendait les enfants propriétaires de sa portion d'acquêts, sur laquelle l'époux

(1) C'est l'opinion exprimée par Furgole quand il déclare : « Sans doute, elle est irrévocable, mais cette irrévocabilité qui n'est qu'accidentelle n'en change pas la nature et n'empêche pas qu'elle ne soit une vraie donation à cause de mort » (sur l'art. 11 de l'ordonnance des donations),

survivant n'avait plus aucun droit ; toutefois, le contrat pouvait lui en avoir expressément réservé l'usufruit, auquel cas il devait se charger de la nourriture et de l'entretien de la famille. L'autre portion d'acquêts, qui lui était échue en propre, ne pouvait être transmise immédiatement aux enfants, puisque l'affectation n'était qu'une donation à cause de mort et qu'une transmission immédiate aurait impliqué l'idée de donation entre vifs. Aussi, les auteurs disaient-ils que cette portion était non pas transmise, mais dévolue aux enfants : ils voulaient indiquer par là que la quotité d'acquêts était désormais fixée et devenait indisponible entre les mains du survivant qui ne pouvait les aliéner ni les hypothéquer, si ce n'est pour le paiement des dettes sociales : le mariage étant dissous, il n'y avait plus lieu en effet à l'acquisition de nouveaux biens communs, et ceux déjà existants devenaient la propriété éventuelle des enfants.

Si une aliénation avait été indûment consentie par le père ou la mère survivants, leurs héritiers au profit desquels existait la réserve d'acquêts étaient admis à revendiquer le bien entre les mains du tiers acquéreur, à condition d'avoir répudié la succession de leur auteur, ou tout au moins de l'avoir acceptée sous bénéfice d'inventaire ; sinon, ils auraient été tenus de son chef de l'obligation de garantie et par là déchus de tout droit sur les biens aliénés.

Cette affectation des acquêts aux enfants à naître de leur union n'empêchait pas les époux de les répartir inégalement entre eux, et même de désigner l'un d'eux pour en recueillir à lui seul la totalité. « Le seul effet de la clause d'acquêts était que les père et mère ne

puissent disposer des acquêts hors du cercle des enfants à naître de leur mariage » (1), mais rien ne s'opposait à ce que chaque conjoint, individuellement et pour sa portion, fût élu d'un héritier parmi ses descendants à l'exclusion des autres.

Cette élection n'était assujettie à aucune forme ; elle pouvait avoir lieu aussi bien par testament que par acte entre vifs ; elle pouvait être simplement tacite, et résultait à ce titre d'une institution d'héritier universel.

Nous aurons bientôt à examiner si en droit moderne la clause de réversion des acquêts, sous quelque forme qu'elle se présente, peut encore se concilier avec les principes fondamentaux posés par notre Code civil et ce qu'on doit penser de sa validité.

Nous n'insisterons pas sur certaines autres clauses qui pouvaient encore affecter la société d'acquêts : nous ne ferons que mentionner l'adjonction d'un terme ou d'une condition, la modalité qui réduit la communauté aux acquêts immobiliers et celle qui attribue à l'époux survivant la part du prédécédé. La première n'influe en rien sur le fonctionnement réel du régime, la seconde fut surtout en honneur en Normandie, mais très peu pratiquée dans la région bordelaise ; quant à la troisième, qui présente encore de nos jours un certain intérêt, nous en traiterons assez longuement en nous occupant bientôt de l'étude du droit moderne.

Qu'elle fût pure et simple ou affectée de quelque modalité, l'adjonction d'une communauté d'acquêts au régime dotal se présentait toujours sous la forme d'un

(1) Attestation du barreau bordelais du 26 avril 1786, rapportée par H. Tessier, *op. cit.*

simple « pacte de société » (1) : les époux convenaient de former entre eux une société de tout ce qu'ils pourraient acquérir : *ex mutua collaboratione*, durant le mariage, mais en réservant toutefois les biens pouvant leur échoir au titre de successions ou donations. Ainsi restreinte, elle se réglait entièrement d'après les lois civiles romaines relatives aux sociétés ordinaires : c'était par application de celles-ci que l'on devait toujours, à moins de raisons spéciales, résoudre les questions pratiques qui pouvaient s'élever dans son fonctionnement (2).

Dans ses rapports avec le régime dotal, la société d'acquêts ne constituait qu'un accessoire laissant subsister et fonctionner normalement tous les principes qu'il met en jeu. C'est ainsi que les biens de la femme continuaient à se diviser en dotaux et paraphernaux.

Les biens dotaux étaient administrés par le mari, mais il ne pouvait pas en disposer ; cette inaliénabilité s'étendait aussi bien aux meubles qu'aux immeubles ; elle permettait à la femme de revendiquer entre les mains de tiers détenteurs la propriété de son bien indûment aliéné, sans que son acceptation à la communauté pût faire présumer sa ratification à l'égard des actes de son mari et la forclore dans ses droits. A la dissolution du

(1) C'est ce même caractère que nous avons trouvé en droit visigothique où il se manifestait par le partage des acquêts à proportion de la fortune respective des époux. Nous verrons, au contraire, le droit moderne appliquer d'une manière entière et uniforme les règles relatives aux communautés de biens, contenues dans les articles 1498 et suivants du Code civil.

(2) Il faut cependant tenir compte d'une certaine influence exercée par le droit coutumier et relative surtout à l'extension des pouvoirs du mari, seul chef de la société, ainsi que nous le verrons plus loin.

mariage, la restitution de sa dot lui était assurée par une hypothèque générale frappant non seulement les propres du mari, mais aussi les acquêts qu'il aurait réalisés en commun avec d'autres personnes.

Quant aux paraphernaux, la tradition et les principes auraient conduit à en confier l'administration et la jouissance à leur propriétaire, c'est-à-dire à la femme elle-même. C'est la solution qui triomphait dans les pays de droit écrit et même dans le ressort du Parlement bordelais. Mais, par une exception assez curieuse, sous l'empire de la coutume propre à la ville même de Bordeaux, la femme n'avait ni l'administration, ni la jouissance de ses paraphernaux, qui passaient entre les mains du mari et dont les revenus tombaient en société ; il lui était seulement permis de disposer de ses immeubles, à condition de respecter l'usufruit marital (1).

Sauf cette différence assez légère, on continuait donc à appliquer dans leur ensemble les règles générales du régime dotal romain. Mais à quelles règles propres obéissait la société d'acquêts ?

Composition de la société.

Au point de vue actif, les biens que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage étaient exclus de la communauté, de même que le seront tous ceux qu'ils acquerront par la suite à un titre gratuit quelconque, succession ou donation.

La société ne comprend que ce qui est le fruit du travail ou des épargnes des conjoints, soit les acquisitions provenant de leur industrie commune, soit les économies réalisées sur les revenus de leurs biens propres.

(1) Tessier, *op. cit.*, n. 81, p. 8.

Toute acquisition faite au cours du mariage est présumée l'être avec les deniers sociaux, et tous les biens existant au jour de la dissolution sont présumés acquis jusqu'à preuve contraire.

Au point de vue passif, chaque époux conservait la charge de ses dettes présentes au jour du mariage. Par application du droit commun des sociétés, les seules dettes communes étaient celles contractées par les associés dans l'intérêt de l'association, c'est-à-dire ici par les conjoints dans l'intérêt du ménage.

Mais les mêmes règles ne s'appliquaient pas suivant qu'il s'agissait de dettes du mari ou de dettes de la femme. Le mari engageait la communauté par tous ses actes, licites ou illicites ; la femme, au contraire, ne pouvait mettre ses engagements à la charge de la société qu'au cas où elle agissait avec l'autorisation de son mari, ou en qualité de mandataire ; il est vrai qu'elle était toujours présumée avoir été autorisée à faire les dépenses nécessaires à l'entretien du ménage, et même, si elle était marchande publique, elle était censée avoir reçu une autorisation générale pour l'accomplissement de tous les actes rentrant dans son négoce.

Administration de la société.

Ici, sous l'influence particulière des pays de coutume, le mari était considéré comme le *seigneur et maître* de la communauté. C'est à lui et à lui seul que revenait l'administration des biens qu'elle comprenait ; il pouvait les hypothéquer, les vendre, sans le concours de sa femme, il pouvait même disposer à titre gratuit de chacun des effets particuliers de la société, à la condition de n'user de cette prérogative « qu'avec équité et

modération, et sans intention de faire fraude aux droits de sa femme ».

Celle-ci, par contre, n'avait sur les acquêts qu'une simple espérance « incertaine et toujours flottante jusqu'à la mort du mari ». Suivant l'expression des anciens auteurs, elle est moins associée qu'elle n'a l'espérance de l'être ; son droit existe dès l'abord sans doute, mais il ne pourra s'exercer utilement qu'à la dissolution de l'union.

Dissolution de la société.

Du vivant même des époux, la société d'acquêts pouvait se dissoudre par la séparation de biens, soit principale, soit accessoire à la séparation de corps.

Au cas de séparation de biens principale, la femme n'avait jamais droit aux acquêts, car en demandant la cessation de la communauté elle avait par là reconnu le mauvais état de ses affaires et était censée y avoir renoncé.

Au cas de séparation de biens accessoire à une séparation de corps, elle avait au contraire droit à sa part, à moins que son adultère étant la cause de la séparation, elle n'en fût privée comme indigne.

La dissolution pouvait aussi résulter du décès de l'un des conjoints, ou encore de la mort civile qu'il avait encourue. Dans ce cas, à l'encontre de ce qui se passait dans les pays de droit coutumier, il n'y avait jamais lieu à continuation de la communauté entre le survivant des époux et les enfants issus du mariage.

La société une fois dissoute, la femme pouvait soit accepter, soit répudier, mais c'est là un privilège qui lui était spécialement réservé par la coutume. Le mari

ayant eu en mains la gestion des affaires sociales, était tenu d'accepter par avance la responsabilité de ses actes ; la femme, au contraire, tenue à l'écart de l'administration — ou ses héritiers, si elle était prédécédée — pouvait toujours renoncer, et cela malgré toute clause soit du contrat soit stipulée dans un acte postérieur qui aurait tendu à la priver de ce droit.

Cette renonciation pouvait intervenir à toute époque, en ce sens que la veuve qui s'était immiscée dans les affaires de la société et avait déjà pris la qualité de commune pouvait toujours se faire restituer contre son acceptation expresse ou tacite, à condition de rapporter un inventaire et rendre un compte exact et fidèle de son administration depuis la mort de son mari (1). Au contraire, la renonciation était toujours définitive ; jamais la femme n'aurait pu accepter la société après y avoir renoncé.

L'effet de la renonciation était de rendre la femme étrangère à toutes les acquisitions faites durant le mariage : elles appartenaient définitivement au mari dès le jour où elles avaient été réalisées ; en revanche, il supportait seul la totalité des dettes sociales.

Au contraire, l'acceptation donnait lieu à partage entre les deux époux ou leurs héritiers, mais auparavant ils devaient exercer la reprise de leurs propres ainsi que des sommes qui n'étaient entrées en communauté qu'à charge de récompense. Cela fait, la répartition des acquêts avait lieu, sauf conventions spéciales, par moitié, et dans les formes usitées pour le partage des successions.

(1) Tessier, *op. cit.*, n° 181. — La solution inverse triomphait dans les pays de coutume où les juristes étaient unanimes à déclarer irrévocable l'acceptation de la femme à la communauté.

2° Coutume de Bayonne.

La société d'acquêts s'y combinait avec le régime dotal, suivant les règles établies par la Coutume de Bordeaux, mais avec deux différences assez notables.

Tandis tout d'abord que dans la région bordelaise la société d'acquêts cessa vite d'être statutaire pour devenir conventionnelle, elle fut toujours admise de plein droit dans le pays soumis à l'influence de la Coutume de Bayonne (1).

D'autre part, le droit de renoncer, qui à Bordeaux et dans tous les pays coutumiers n'appartenait qu'à la femme et à ses héritiers, était réservé à chacun des deux époux : on ne veut pas, si la femme commerçante a compromis la société par ses actes, obliger le mari à accepter une situation qui n'est pas son œuvre.

3° Coutumes de Toulouse et de Montpellier.

Elles aussi combinaient la société d'acquêts au régime dotal, de sorte qu'à la dissolution de l'union, les biens acquis durant le mariage par les deux époux et les économies réalisées sur leurs propres se partageaient entre le survivant et les parents du conjoint prédécédé.

On accordait toutefois au mari survivant l'usufruit de la moitié des biens qui revenaient aux héritiers de la femme, parce qu'on pouvait croire que le prix total des acquêts avait été payé par lui. Il jouissait de même de la propriété de tous les objets mobiliers donnés à sa

(1) « Conjoints par mariage, dit la coutume, dès la bénédiction nuptiale reçue en face Sainte Mère Eglise, sont communs en tous acquêts tant meubles qu'immeubles, faits durant et constant le mariage. »

femme à l'occasion du mariage, disposition, il faut bien le reconnaître, qui ne se justifiait guère ni en droit, ni en fait.

Nous avons ainsi passé en revue le champ d'application de la société d'acquêts et étudié son organisation à côté du régime dotal dans notre ancien droit. La faveur dont jouissait cette combinaison dans nos pays de droit écrit, le soin avec lequel la coutume avait pris la peine de la réglementer prouvent bien qu'elle correspondait à un besoin réel chez nos populations méridionales et à une tendance générale à mettre un peu plus d'égalité dans la situation respective des époux.

Qu'en est-il advenu sous l'empire du Code civil ?

DEUXIÈME PARTIE

LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS JOINTE AU RÉGIME DOTAL DANS LE CODE CIVIL

PRÉLIMINAIRES

LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES ET L'ARTICLE 1581. — CONS-
TITUTION ET MODALITÉS DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS. —
PRINCIPE GÉNÉRAL D'INTERPRÉTATION.

1° Les travaux préparatoires et l'article 1581.

Quand se présenta en 1804 la question de savoir quel régime matrimonial devait être adopté comme régime légal, des discussions assez violentes s'élevèrent au sein du Corps législatif. Finalement, le régime de communauté l'emporta : il représentait la tradition des pays de coutume qui avaient toujours constitué le véritable sol national, et d'autre part il n'avait pas contre lui la défaveur qui s'attachait à l'inaliénabilité, base du régime dotal.

Par contre, ce dernier faillit être complètement sacrifié : on ne le maintint dans le projet et finalement dans le Code qu'à la demande expresse et sur les prières

incessantes des représentants des pays de droit écrit, qui manifestaient pour lui un véritable culte. Il se trouva même parmi eux un orateur qui alla jusqu'à proposer d'en faire le régime du droit commun en lui adjoignant comme correctif la société d'acquêts (1).

La proposition fut repoussée après une discussion assez sérieuse, et sous la principale raison qu'il aurait fallu exiger des époux une constitution de dot, et par suite un contrat de mariage nécessitant des frais assez élevés. Mais il fut bien entendu que les conjoints conserveraient l'entière liberté d'adopter cette combinaison dans leurs conventions matrimoniales, et l'on prit même le soin d'en faire l'objet d'une mention spéciale qui est devenue l'article 1581 du Code civil (2). Le rapporteur du projet au Corps législatif, le tribun Duveyrier, ajoutait que la loi, ne voulant rien réglementer, s'en rapportait aux pratiques suivies dans les anciens pays

(1) Ce personnage, M. Caron-Nisas, faisait ressortir les dangers de la communauté légale qui est pour la femme la ruine subordonnée le plus souvent au caprice du mari. Il invoquait l'autorité de consultations émanées de quelques tribunaux d'appel, de celui de Montpellier surtout qui considérait le projet comme « une pomme de discorde que le Nord de la France veut jeter dans le Midi, fruit que la barbarie des Francs avait recueilli sans doute dans les forêts de la Germanie et qu'elle a apporté dans les Gaules au milieu du tumulte de la victoire et de la licence des camps ».

(2) Sans doute, disent les travaux préparatoires, les dispositions générales du projet de loi sagement interprétées eussent été suffisantes pour établir ce droit ou cette faculté ; mais le gouvernement n'a pas cru qu'il dût en refuser l'énonciation précise réclamée par quelques contrées de droit écrit où cette stipulation est fréquente. Cette mesure aura d'ailleurs le double avantage de calmer des inquiétudes et de prouver formellement que nos deux régimes ne sont pas ennemis, puisqu'ils peuvent s'unir jusqu'à un certain point » (Fenet, *Travaux préparatoires du Code*, t. III).

de droit écrit, notamment dans le ressort du Parlement de Bordeaux où la société d'acquêts jouissait à côté du régime dotal d'une faveur toute particulière.

Ces raisons expliquent la rédaction un peu laconique de l'article 1581, qui a été par la suite la source de pas mal de difficultés : « En se soumettant au régime dotal, les époux peuvent néanmoins stipuler une société d'acquêts, et les effets de cette société sont réglés comme il est dit aux articles 1498 et 1499. »

La seule lecture de ce texte appelle une observation préliminaire. Certains auteurs ont soutenu qu'en employant l'expression *société d'acquêts* le législateur de 1804 avait eu l'intention d'établir une véritable différence, quant à la forme et quant au fond, avec la communauté réduite aux acquêts (1). C'est une erreur : la rédaction de l'article 1581 s'explique historiquement ; les rédacteurs du Code ont employé l'expression même que l'usage avait consacré dans le ressort du Parlement de Bordeaux. « Il a été attesté en effet, dit M. Tessier, que dans le ressort de ce Parlement les notaires n'étaient pas accoutumés à se servir du terme de communauté dans les contrats de mariage, mais bien de celui de société d'acquêts, lequel signifiait la même chose que celui de communauté en usage dans le ressort du Parlement de Paris (2).

Mais ceci dit, une différence essentielle doit être signalée entre le droit nouveau et les coutumes anciennes. La société d'acquêts sous l'empire du Code civil est réglée, comme l'indique l'article 1581, par les principes

(1) V. Bellot des Minières, *Régime dotal et société d'acquêts*, t. IV, p. 6.

(2) Tessier, *op. cit.*, p. 61, n° 17.

de la communauté d'acquêts et par là de la communauté légale ; dans les pays de droit écrit elle était au contraire, nous l'avons vu, soumise à ceux régissant les sociétés ordinaires, sauf que les pouvoirs d'administrateur et de chef se trouvaient concentrés dans les mains du mari. Aujourd'hui, la jurisprudence ne pouvait plus l'admettre ; ce serait, dit un arrêt de la Cour suprême, « établir entre les époux une égalité de droits incompatible avec l'exercice de la puissance maritale » (1).

C'est cette innovation qu'ont voulu, selon nous, consacrer d'une manière formelle les rédacteurs du Code en prévoyant spécialement dans l'article 1581 la combinaison des deux régimes, alors que la seule liberté accordée aux époux pour le règlement de leurs conventions matrimoniales eût suffi à la faire admettre. Ce texte, à la rigueur, n'est donc pas dépourvu de toute raison d'être (2).

*2^o Constitution de la société d'acquêts et modalités
dont elle est susceptible.*

De nos jours, comme il en était généralement dans notre ancien droit, la société d'acquêts est conventionnelle, c'est-à-dire qu'elle a besoin d'être expressément stipulée dans le contrat de mariage. Sinon en fait, du moins en droit, c'est une clause exceptionnelle qu'on ne peut jamais sous-entendre.

(1) Cass., 8 décembre 1891, S. 92.1.293.

(2) La société d'acquêts n'étant pas une société ordinaire, il en résulte : 1^o qu'elle est éminemment civile alors même qu'elle aurait pour objet l'exploitation d'une industrie ou commerce fait en commun ; 2^o qu'elle ne constitue pas, tout comme la communauté, une personne morale ; ce point est cependant contesté.

Mais là s'arrêtent les exigences de la loi. Aucune formule sacramentelle n'est nécessaire, il suffit que la volonté des époux soit clairement manifestée et qu'on puisse induire leur intention, sans trop de difficultés, de l'ensemble même de l'acte ; en d'autres termes, la constitution peut être simplement tacite (1).

Cela va sans difficultés si elle est pure et simple ; mais au cas où les conjoints auraient manifesté l'intention d'y joindre une modalité, faut-il toujours la valider. La question se pose au sujet de la réduction de la société aux acquêts immobiliers, de leur attribution totale au survivant des époux et surtout de leur réversion au profit des enfants à naître (2).

De la société réduite aux acquêts immobiliers.

En Normandie, dans notre ancien droit, sa fréquence était telle qu'elle y était presque devenue de style ; la tradition s'en est encore conservée de nos jours, car on la rencontre fréquemment dans les départements correspondant à cette ancienne province.

Certains auteurs ont cependant douté de sa validité (3). Ils soutiennent que ce serait là un régime pré-

(1) Au cas de difficulté d'interprétation, l'usage des lieux serait comme toujours d'un grand secours, ce qui permettrait de présumer l'adjonction d'une société d'acquêts dans la région bordelaise plus facilement que partout ailleurs.

(2) Nous laissons de côté, comme ne présentant aucun intérêt pratique, l'adjonction d'un terme ou d'une condition ; disons cependant que d'une façon à peu près unanime, les auteurs admettent parfaitement la validité de la condition suspensive, mais repoussent le terme et la condition résolutoire comme contraires au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

(3) En particulier MM. Colmet de Santerre, Rodière et Pont.

caire qui ne serait pas définitivement fixé par le contrat de mariage, puisqu'il dépendrait du mari de constituer ou non la société en employant les économies du ménage à acheter soit des immeubles, soit des meubles. La clause présenterait en outre « un danger sérieux pour la femme en ce que le mari administrateur dans cette communauté restreinte aussi bien que dans la communauté légale, aurait la plus grande facilité de s'avantager au détriment de son associée ou de faire à celle-ci des donations déguisées ». Or, de telles dispositions sont nulles et de nul effet.

La majorité des auteurs et la jurisprudence sont cependant fixées en sens contraire. Le principe qu'on ne doit pas laisser aux époux la faculté de se faire des avantages indirects n'a pas une portée aussi absolue qu'on veut bien le dire. Quoique posé par Pothier, il ne mettait pas soltache dans notre ancien droit à la société d'acquêts normande, restreinte aux immeubles et aux rentes seulement. Même sous l'empire du Code civil, lorsqu'une succession est échue au mari, s'il néglige d'en faire inventaire, les meubles qu'elle comprend tombent en communauté au lieu de lui demeurer propres ; il en résulte au profit de son conjoint un avantage imprévu venant faire échec aux règles établies de la communauté légale.

Sans doute, la réduction des acquêts est désavantageuse pour la femme, mais rien ne l'obligeait à la stipuler ; librement consentie elle doit donc produire ses effets normaux. Il en serait ainsi d'une stipulation de dotalité sans communauté aucune ; pourquoi dès lors établir entre les deux clauses une distinction que rien ne justifie ? On dit que le mari est libre de constituer

ou non la société suivant la nature des biens qu'il acquiert ; mais en supposant même une société à la fois mobilière et immobilière, ne reste-t-il pas toujours maître de faire ou non des économies ? oserait-on cependant soutenir que la communauté n'existera pas, au moins virtuellement ?

Aussi, la jurisprudence est-elle définitivement fixée dans le sens de la validité ; l'actif de la société ainsi réduite aux acquêts immobiliers comprendra seulement les gains immobilisés par le mari ; quant aux dettes elles seront uniquement supportées par la communauté ; les acquêts du mari n'en seront pas grevés (1).

*De l'attribution à l'époux survivant de la part du
prédécedé dans la société d'acquêts.*

A l'inverse de la précédente, la validité de cette clause ne fait doute pour personne : tous les auteurs s'accordent à reconnaître aux époux le droit de convenir valablement l'attribution de la totalité des acquêts au survivant d'entre eux : il en était déjà ainsi dans notre ancien droit, et nous verrons plus loin que la pratique moderne fait encore dans certaines régions un emploi fréquent de cette stipulation.

Si l'on envisage sa nature, elle nous apparaît non comme une donation, mais comme un simple pacte de mariage. Il en résulte, outre qu'elle n'est assujettie à aucune forme solennelle, que les héritiers réservataires du prédécédé ne pourraient en aucun cas demander la réduction de l'avantage obtenu par le conjoint survi-

(1) V. sur ces difficultés dans l'étude desquelles nous n'entrons pas, Cass., 3 août 1852, D. 52.1.257, les conclusions de M. l'avocat général Rouland et la note.

vant de leur auteur ; il n'en serait autrement que s'il existait des enfants d'un premier lit pouvant invoquer les dispositions des articles 1098 et suivants, c'est-à-dire prouver l'excès de la libéralité sur la quotité disponible établie par ces textes (1).

Il va sans dire que l'époux bénéficiaire de la clause doit supporter intégralement tout le poids des dettes sociales et laisser les héritiers de son conjoint prédécédé « faire la reprise des apports et capitaux tombés dans la communauté du chef de leur auteur » à charge d'en désintéresser les créanciers (art. 1525-1°).

De la réversion des acquêts aux enfants à naître.

Sa validité a soulevé de nos jours de graves controverses, mais qu'on peut considérer comme à peu près définitivement tranchées.

On invoque en sa faveur d'abord les précédents historiques, qui ne sont pas douteux, puis les travaux préparatoires où les orateurs Duveyrier et Malleville manifestèrent clairement leur opinion à ce sujet (2).

Les textes, ajoute-t-on, viennent à l'appui de la tradition : l'article 1387 qui pose le grand principe de la liberté des conventions matrimoniales ; l'article 304 qui en déclarant que le divorce ne prive les enfants nés du mariage « d'aucun des avantages qui leur étaient assurés par les lois ou par les conventions matrimoniales

(1) V. Cass., 29 janvier 1866, D. 66.1.65 ; 2 août 1899, D. 1901.2.433 ; 13 avril 1858, D. 58.1.406.

(2) Les paroles de Duveyrier sont caractéristiques : il reconnaît aux époux, comme par le passé, le droit de réserver les acquêts aux enfants à naître du mariage « pourvu toutefois que l'ordre légal des successions ne soit pas changé ».

de leur père et mère » fait implicitement ressortir qu'il est permis d'assurer le sort des enfants par le contrat de mariage lui-même ; les articles 1082 et suivants qui, permettant de faire une donation de biens à venir en faveur des époux et à leur défaut des enfants, laisse à penser que pareille stipulation, *a fortiori*, doit être accessible aux époux eux-mêmes à l'adresse de leurs descendants.

On termine enfin par des arguments tirés soit des principes généraux du droit, soit de raisons d'équité. Cette réserve des acquêts n'est pas une donation, mais un simple pacte de mariage, acte essentiellement à titre onéreux, dispensé à ce titre par notre ancien droit de la formalité de l'insinuation. Pourquoi dès lors ne pas admettre, qu'échappant aux prohibitions qui frappent les donations, elle devra participer à la liberté et la faveur exceptionnelles dont jouit le contrat de mariage, et cela dans l'intérêt même de la famille dont la procréation est le but que se sont proposé les époux et dont il faut s'occuper d'assurer l'avenir (1) ?

Exposés avec le talent et l'autorité qui s'attachaient à la personne de leurs défenseurs, ces raisons faillirent un moment entraîner la jurisprudence. On rencontre bien, il est vrai, sur notre clause certains arrêts de la première moitié du siècle dernier, mais tous ont trait à des contestations relatives à des contrats rédigés sous l'empire de la législation antérieure au Code civil, et se bornent à discuter les effets d'une stipulation dont la validité ne pouvait à ce titre faire aucun doute (2).

(1) En ce sens : Battur, *Comm.*, t. II, n° 362 ; Troplong, *Contrat de mariage*, n° 1858 et suiv. ; Rodière et Pont, t. II, n° 19.

(2) Bordeaux, 14 mai 1824 ; Lyon, 11 août 1832, S. 33.2.437 ; Agen, 28 février 1848, S. 48.2.298.

Ces arrêts posent formellement que la clause de réversion a eu

Mais lorsque se présenta la question de la licéité de la clause insérée dans les contrats postérieurement à 1804, les tribunaux n'hésitèrent pas, et par deux arrêts successifs qui ont formé jurisprudence, la Cour de Bordeaux frappa hardiment de nullité la réversion des acquêts aux enfants à naître.

Il est d'abord assez facile de réfuter les arguments invoqués par les partisans de la thèse contraire. Sans doute, cette réserve des biens était admise par notre ancien droit, mais cela tient uniquement à ce fait qu'elle constituait une donation à cause de mort, reconnue valable à cette époque, mais que n'admet plus le droit moderne.

On fait appel aux travaux préparatoires, mais les paroles prononcées par le tribun Duveyrier ne constituent en somme que l'expression de son opinion personnelle et n'ont pu engager les rédacteurs du Code qui les ont peut-être ignorées.

Quant aux arguments de texte, ils ne sont guère plus probants : sans doute, l'article 1387 permet entre époux toute convention qui ne serait pas contraire à l'ordre public, mais il s'agit de savoir si précisément la réserve des acquêts ne rentre pas dans cette catégorie, prohibée par l'article 1388. Les articles 1082 et suivants consacrent

pour effet d'investir de plein droit les enfants, et dès l'instant du décès de l'un des deux époux, de la propriété de l'émolument revenant au défunt dans la société, et non pas seulement d'un droit dans la succession du survivant ; en sorte qu'ils ont pu, sous le Code civil, aliéner ces acquêts avant le décès de ces derniers sans que l'on puisse considérer ces aliénations comme portant sur une succession future et frappés à ce titre de nullité (art. 791, C. civ.).

Malgré tout, les enfants ne peuvent pas exiger caution de leurs parents en vue d'assurer la restitution des acquêts demeurés entre leurs mains.

crent des règles exceptionnelles qui ne peuvent être étendues. Enfin, l'article 304 peut fort bien viser d'autres avantages que la réserve des acquêts, par exemple ceux établis en faveur des enfants par ces mêmes articles 1082 à 1091.

D'un autre côté, l'application des principes généraux supposerait que notre clause est un acte à titre onéreux ; or, elle constitue une véritable donation. Elle n'intéresse pas en effet les rapports des époux entre eux ; c'est une disposition faite au profit exclusif des enfants, et par laquelle ils reçoivent, sans aucune compensation, la propriété de biens qui demeureront entre les mains du survivant de leurs père et mère jusqu'au jour de son décès : ils sont gratifiés soit par rapport à leurs parents qui se retirent la disposition des biens, soit par rapport à leurs frères des autres lits exclus du partage. C'est donc une donation à cause de mort, prohibée par le Code civil qui ne reconnaît et réglemente que les dispositions entre vifs et testamentaires (art. 893). Les articles 1082 et suivants apportent bien quelques exceptions à cette règle, mais elles supposent toutes une libéralité émanée d'un étranger et faite d'abord au profit de l'un des époux, les enfants à naître n'étant appelés qu'à leur défaut, en vertu d'une sorte de substitution vulgaire tacite.

La doctrine qui valide la réserve des acquêts vient d'ailleurs heurter certains textes formels de notre loi : l'article 906 qui prononce la nullité de dispositions faites en faveur de personnes non conçues ; l'article 1130 qui prohibe les pactes sur succession future, sauf exceptions strictement limitatives ; l'article 1389 en outre par lequel sont interdites toute « convention ou renonciation

dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions ». Or, il en serait ainsi au cas où par suite des termes du contrat, tous les enfants ne seraient pas réservataires ou le seraient pour parts inégales.

Enfin, des raisons d'équité, si c'était nécessaire, viendraient corroborer la thèse que nous défendons. La réserve des acquêts crée entre les enfants des inégalités choquantes dans la succession de leurs parents, or l'égalité entre frères est dans le vœu du Code et tout à fait conforme aux mœurs de la nation (1). En un autre sens, est-il bien équitable de priver le survivant des époux du droit de disposer de sa part dans les acquêts, c'est-à-dire du fruit de son activité, de son intelligence et de son épargne ? C'est porter atteinte à sa liberté en même temps que cela nous semble contraire à la dignité de la puissance paternelle.

Ce sont ces raisons de fait jointes aux arguments de droit qui ont déterminé la jurisprudence et la majorité des auteurs à se décider pour la non-validité de la clause de réversion (2).

3^e Principe général d'interprétation.

Une fois la société d'acquêts constituée, il nous faut rechercher quels en seront les effets, en d'autres termes comment va fonctionner sa combinaison avec le régime dotal. Ce ne sera pas toujours une tâche facile. Il faut

(1) « Si cette égalité, déclare M. Labbé, doit être quelquefois rompue, ce n'est pas en vertu d'une clause d'un contrat de mariage imposée par les familles, dictée par les usages d'un pays et qui frappe ou enrichit, sans aucune appréciation individuelle des torts ou mérites des enfants. »

(2) En ce sens : Bordeaux, 18 août 1864, S. 65.2.15 ; 23 août 1865, S. 66.2.81 et la note de M. Labbé.

bien reconnaître en effet que la communauté et la dotalité n'obéissent pas en tous cas à des principes communs : sans doute, il est des hypothèses où l'application simultanée des uns et des autres pourra se faire sans difficultés, mais assez souvent aussi se trouveront en jeu des règles contradictoires entre lesquelles il faudra nécessairement choisir, ou s'élèveront des questions nouvelles sur lesquelles il faudra prendre parti. Il est donc de toute utilité, avant d'aborder l'étude de ces controverses, de rechercher s'il n'existe pas un principe général qui puisse nous servir de guide dans cette étude et nous donner la clef des difficultés qui pourraient s'élever sur notre route.

Dans ce conflit, à n'en pas douter, la prédominance doit appartenir au régime dotal. L'histoire et la raison le veulent ainsi. Dans la Coutume de Bordeaux, la société d'acquêts a pris naissance comme clause modificative du régime dotal qui restait la base des conventions matrimoniales des époux ; or le Code civil a entendu consacrer cette tradition, et il en a bien manifesté l'intention en plaçant l'article 1581 comme un appendice à la dotalité dont il venait de traiter en détail.

Il est en outre raisonnable de penser que l'adjonction de la société est intervenue dans l'intérêt de la femme, et en vue de la faire participer aux acquisitions faites et aux économies réalisées au cours du mariage ; or, à moins de croire qu'elle ait entendu renoncer par là aux garanties que lui accordait le régime dotal, il est bien certain que sa préoccupation principale a été de mettre sa fortune à l'abri des coups du sort, sans quoi elle n'aurait pas eu recours à la dotalité.

Si l'on veut noter enfin que le langage lui-même « ré-

gime dotal modifié par la société d'acquêts » ou « société d'acquêts jointe au régime dotal » ne fait que corroborer la suprématie que nous accordons à ce dernier, il semblera logique de décider que si la clause d'acquêts doit nécessairement en modifier certaines règles elle ne doit jamais l'atteindre dans son essence, et, au cas de conflits entre principes opposés, doit s'incliner devant ceux de la dotalité.

Cette règle dégagée, reste à la mettre en œuvre.

On a coutume le plus souvent d'étudier la société d'acquêts en l'envisageant à son point de vue exclusif ; une division traditionnelle du sujet consiste à traiter successivement de sa composition, de son administration, de sa dissolution, en faisant ressortir au fur et à mesure qu'on les rencontre les difficultés que peut amener sa combinaison avec les règles de la dotalité.

Nous n'avons pas cru devoir adopter ce système d'exposition : nous avons pensé qu'il est peu rationnel de laisser ainsi au second plan le régime dotal qui est au fond la partie essentielle, et qu'en outre un pareil procédé de sectionnement donnerait du sujet une idée incomplète et inexacte. Aussi, préférons-nous de beaucoup faire l'étude simultanée des deux régimes : montrer tout d'abord comment ils peuvent fonctionner l'un à côté de l'autre sans se contrarier, chacun de leurs principes ayant un champ d'application distinct ; puis, entrant au cœur des difficultés, indiquer les controverses naissant de leur combinaison et rechercher l'influence réciproque de l'un vis-à-vis de l'autre.

SECTION I

APPLICATION SIMULTANÉE DES RÈGLES DU RÉGIME DOTAL ET DU RÉGIME DE COMMUNAUTÉ

Nous ne pouvons évidemment entreprendre ici une étude spéciale et complète des deux régimes : les questions soulevées ne seraient que l'application pure et simple du droit commun, et ne présenteraient aucune difficulté sérieuse spéciale à notre matière.

Nous voulons simplement rappeler quelques notions connues se rapportant aux points les plus saillants et sur lesquels la combinaison du régime dotal et de la société d'acquêts ne fait l'objet d'aucune controverse.

CHAPITRE PREMIER

APPLICATION DES RÈGLES DU RÉGIME DOTAL.

Malgré l'adjonction d'une société d'acquêts, les règles essentielles du régime dotal continuent à recevoir leur application ; elles forment la base des conventions matrimoniales des époux tant que ceux-ci n'ont pas entendu formellement y déroger. La division fondamentale du patrimoine de la femme subsiste donc, commè si rien n'était, en biens dotaux et extra-dotaux ou parapher-naux.

Les biens dotaux sont comme toujours ceux que la femme s'est expressément constitués en dot et ceux qui lui ont été donnés par contrat de mariage. En principe, ils demeurent sa propriété ; le mari n'acquiert sur eux que les droits d'un administrateur sous l'obligation d'en affecter les revenus aux charges du mariage.

C'est à titre de mari dotal qu'il exerce ces pouvoirs, et dès lors l'article 1549 recevant ici son application lui confère qualité à intenter toutes les actions de sa femme, mobilières ou immobilières, possessoires ou pétitoires (1).

(1) On a quelquefois soutenu le contraire en argumentant de l'article 1528. Assurément, ce texte interdit au mari l'exercice sans le concours de sa femme des actions immobilières ou mobilières pétitoires relatives aux propres de celle-ci, mais il ne vise les rapports des époux que sous le régime de communauté et dès lors il est inapplicable ici, l'intention des conjoints en établissant entre eux une société d'acquêts n'ayant pas été de déroger aux règles essentielles du régime dotal.

Toutes les garanties du régime subsistent intactes en faveur de la femme : elle ne peut, même du consentement de son mari, aliéner sa dot immobilière, prohibition étendue par la jurisprudence aux meubles dotaux. Par suite, ces mêmes biens sont imprescriptibles entre les mains des tiers et ne peuvent être saisis ni par les créanciers du mari, ni par ceux envers lesquels la femme s'est valablement obligée au cours du mariage.

Cette insaisissabilité s'étend également, à notre avis, aux fruits et revenus des biens dotaux. Sans doute, ils sont normalement destinés à couvrir les dépenses de la vie commune, mais s'il en reste un excédent il doit être soustrait à l'action des créanciers. La jurisprudence l'admet pour le régime dotal pur, et l'adjonction d'une société d'acquêts ne vient apporter sur ce point aucune modification aux principes. Comme le dit fort bien M. Guillouard, « la garantie de l'aliénabilité dotale a pour but d'empêcher l'aliénation ou la saisie des revenus, car c'est au moyen de ces revenus que vit la famille ». Or, si le contrat des époux stipule une communauté d'acquêts, même en admettant que les revenus des biens dotaux soient tombés en entier dans son actif, ils n'en ont pas moins conservé leur caractère dotal, ce qui implique par voie de conséquence qu'ils ne peuvent être saisis par les créanciers du mari que pour la portion qui excède les besoins du ménage (1).

Le mariage une fois dissous oblige le mari à restitution de la dot, et la femme ou ses héritiers jouissent à

(1) En ce sens : Riom, 9 mars 1895, D. 96.2.65 ; *Ibid.*, 19 novembre 1903, *Rec. de Riom et de Limoges*, année 1905, p. 337. — *Contrà*, Trib. de Versailles, 8 décembre 1886 ; *Gaz. Pal.*, 87.2.219.

cet effet d'une hypothèque générale pour la garantie de leurs reprises.

Les biens paraphernaux, demeurés la propriété absolue de la femme, sont tous ceux qui n'ont pas été compris dans la constitution de dot : la paraphernalité demeure en effet la règle et la dotalité l'exception.

En vertu de leur caractère, ils peuvent être librement aliénés par la femme avec l'autorisation de son mari ; ils peuvent être saisis par ses créanciers pour paiement des obligations qu'elle aurait valablement contractées envers eux, sauf à tenir compte des restrictions à ces règles nécessitées par l'application de la théorie jurisprudentielle de la dot incluse : le droit des créanciers s'arrête dès qu'on peut soutenir que le bien paraphernal qu'ils veulent faire saisir n'est que la valeur représentative de la dot qui s'y trouve implicitement contenue.

Ce n'est là que l'application ordinaire des principes de la dotalité auxquels la société d'acquêts n'apporte aucun changement, mais nous avons systématiquement laissé dans l'ombre bien des points sur lesquels s'élèvent de grosses controverses que nous n'allons pas tarder à retrouver bientôt.

CHAPITRE II

APPLICATION DES RÈGLES DE LA COMMUNAUTÉ D'ACQUÊTS.

Ces règles sont contenues dans les articles 1498 et 1499 du Code civil auxquels nous renvoie expressément l'article 1581. Elles ont trait à la composition active et passive, à l'administration et à la dissolution de la société.

I. — *De l'actif de la société.*

Aux termes mêmes de l'article 1498, tombent en communauté les fruits et revenus des biens propres, le produit du travail et de l'industrie des époux et les acquisitions à titre onéreux réalisées durant le mariage.

1° Fruits et revenus des biens propres.

En principe, cette jouissance de la société d'acquêts s'exercera de la même manière que celle appartenant à la communauté légale ; la société n'aura droit qu'aux « fruits, revenus, intérêts et arrérages.... échus ou perçus pendant le mariage » (art. 1401) ; elle acquerra les fruits naturels par la perception et les fruits civils jour par jour, à compter du moment de la célébration du mariage ; c'est le droit commun en matière d'usufruit.

Une différence cependant doit être notée : contrairement à ce qui a lieu pour la communauté légale, récompense sera due à raison des frais de culture et de semence

effectués par l'un des époux sur ses immeubles personnels : chacun d'eux restant propriétaire des créances mobilières lui appartenant au jour du mariage, rien ne s'oppose en effet à un pareil règlement de comptes, car nulle compensation possible n'est à craindre : l'époux créancier peut donc se faire rembourser par la communauté les sommes par lui déboursées et qu'elle doit définitivement supporter comme charge de sa jouissance des propres.

Le régime dotal mettant en présence trois patrimoines, les biens du mari, les biens dotaux et les paraphernaux de la femme, à ces trois groupes de biens correspondent trois sortes de revenus qui tombent en communauté.

En ce qui touche les propres du mari, l'adjonction de la société d'acquêts vient modifier la situation qu'ils occupaient sous un régime de pure dotalité, en ce sens que leurs revenus au lieu d'aller grossir sa fortune personnelle tombent dans l'actif commun.

Il en est de même des revenus des biens dotaux : ils conservent leur affectation légale qui est de subvenir aux besoins du ménage ; mais désormais, si le mari fait des économies, au lieu d'être seul à en bénéficier comme usufruitier de la dot, elles reviendront à la société et se partageront entre les conjoints (1).

(1) Il se peut qu'une clause du contrat de mariage confère à la femme le droit de toucher sur ses simples quittances tout ou partie de ses revenus dotaux. On discute en ce cas sous le régime dotal pur si les sommes qu'elle n'aura pas employées à l'acquit de ses dépenses personnelles lui resteront propres ou devront être versées dans l'actif commun. Avec l'adjonction d'une société d'acquêts, toute difficulté disparaît : ces épargnes tomberont dans la masse sociale, car leur destination normale est d'être partagées entre les deux époux au jour de la dissolution de leur union.

Restent les revenus des paraphernaux : eux aussi tombent en communauté par l'effet spécial de la clause d'acquêts venant modifier sur ce point les règles du régime dotal. Mais faut-il décider que la femme en sera privée pour la totalité ou seulement pour la portion qu'elle n'en aura pas dépensée ? Cette question présente une très grande connexité avec celle de l'administration des paraphernaux ; aussi préférons-nous en renvoyer l'étude à plus tard, afin de les traiter l'une et l'autre dans leur ensemble.

2° Produits du travail et de l'industrie des époux.

Ce second élément de la société nous est indiqué par l'article 1498, mais il faut se garder de prendre à la lettre l'expression « industrie commune » dont il se sert. Il est certain que la société d'acquêts n'est pas limitée aux bénéfices qui ont nécessité le concours des deux époux et qu'elle comprend également les bénéfices faits séparément par chacun d'eux, même dans des industries distinctes.

Le mot industrie a d'ailleurs un sens des plus larges : il englobe tout travail matériel, artistique, ou intellectuel : tous les gains réalisés au cours de l'association conjugale par des travaux littéraires ou artistiques, comme peintre, sculpteur, musicien seront donc acquis à la communauté aussi bien que les salaires de l'artisan, les appointements de l'employé, les traitements du fonctionnaire, les bénéfices d'un fonds de commerce, les honoraires d'un médecin ou d'un avocat... Le principe est général : la société profite de tous les produits de l'activité quelconque des époux (1).

(1) On s'est demandé s'il fallait leur assimiler les bénéfices pro-

Nous verrons cependant plus loin qu'une loi récente du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée, est venue soulever sur ce point une grosse controverse spéciale à la combinaison de nos deux régimes et dont la discussion fera l'objet d'un chapitre spécial de notre étude.

*3^o Acquisitions à titre onéreux réalisées par les époux
durant le mariage.*

Ce sont là les acquêts proprement dits, c'est-à-dire les biens acquis par les époux ensemble ou séparément au moyen des économies réalisées sur les revenus de leurs biens ou des bénéfices provenant de leur industrie.

Le principe est général et d'une portée absolue : tout bien mobilier ou immobilier (1) qui adviendrait durant le mariage à l'un ou l'autre des époux à titre onéreux est conquêt de communauté et tombe en société pour être compris dans le partage au jour de la dissolution ; c'est à celui qui prétendrait en être propriétaire exclusif

duits par les hasards de la fortune, tels que la découverte d'un trésor, le gain à une loterie ; les bénéfices résultant du jeu ou du pari. Nous n'entrerons pas dans le détail de ces controverses ; disons seulement que l'on s'accorde d'une façon générale à laisser en propres à l'époux bénéficiaire tous les accroissements de patrimoine qui peuvent être considérés comme de purs dons de fortune tels que la part du trésor ou les gains faits au jeu ; au contraire, tombe en communauté le lot gagné à la loterie du moment que le billet a été acheté au cours de l'association conjugale et payé avec les deniers communs.

(1) L'article 1498 porte bien, il est vrai, qu'en adoptant la société d'acquêts les époux sont censés exclure de la communauté leur mobilier respectif présent et futur, mais il entend seulement viser par ces derniers mots le mobilier qui lui serait échu à titre gratuit, par succession ou donation.

à administrer la preuve contraire ; or si cette preuve est assez facile à faire pour les immeubles, qui ont une assiette fixe et dont les mutations sont toujours constatées par des titres certains de propriété, il en est tout autrement des objets mobiliers habitués à circuler de la main à la main, et principalement de l'argent monnayé ou des valeurs au porteur qui constituent aujourd'hui la partie la plus considérable de notre fortune. Aussi, en vue de couper court à toute incertitude, l'article 1499 exige-t-il à leur égard un inventaire ou état authentique en bonne forme, disposition très sévèrement interprétée par la jurisprudence.

A défaut de cette preuve, tomberaient en communauté non seulement les acquisitions faites au moyen de valeurs communes, mais aussi celles réalisées par l'un quelconque des époux au moyen de ses propres, sauf la juste indemnité que devrait verser, à titre de récompense, la société enrichie à ses dépens.

Doit également être considéré comme acquêt l'immeuble acquis avec des deniers constitués en dot sans clause d'emploi ou donné en paiement de la dot constituée en argent sans clause d'emploi. On l'a contesté pour ce second cas, en soutenant que si la cession est faite à la femme, le bien doit être propre, et partant paraphernal (1). Nous répondons qu'assurément il n'est pas dotal puisque le contrat de mariage par hypothèse n'oblige pas à faire emploi ; mais s'en suit-il qu'il soit paraphernal ? pas le moins du monde : si l'immeuble est cédé à la femme, c'est en réalité à titre de dation en paiement et en la considérant comme

(1) V. en particulier Deloynes sur Tessier, *op. cit.*, p. 111, note 3.

mandataire de son mari qui l'autorise à recevoir ; il y a donc acquisition à titre onéreux tombant en communauté.

Remarquons pour en finir, qu'en ce qui touche ce dernier élément de l'actif commun, l'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal enlève la plus grande partie de son intérêt à la question de savoir si la constitution générale de tous les biens à venir de la femme frappe de dotalité les acquisitions à titre onéreux réalisées par elle au cours du mariage. La controverse ne s'élèverait qu'en supposant la société dissoute, l'union subsistant encore, c'est-à-dire au cas de séparation de corps ou de séparation de biens (1). Mais dans toute autre hypothèse, à moins d'enlever tout effet à la clause d'acquêts, les acquisitions à titre onéreux ne peuvent être que biens communs.

II. — *Du passif de la société.*

Les époux conservant en propres leurs biens présents et ceux acquis au cours du mariage à titre gratuit par succession ou donation, par une juste réciprocité, restent à leur charge personnelle les dettes pouvant grever ces mêmes biens ; c'est l'application de la règle : *Ubi emolumentum ibi et onus*.

Tombent seules dans le passif commun :

1° Les dettes contractées par le mari durant la communauté, ou par la femme autorisée de son mari et simplement de justice dans les cas de l'article 1427 (2).

(1) Même dans ce cas, suivant la jurisprudence la plus récente, les biens acquis par la femme à titre onéreux ne sont pas frappés de dotalité. Req., 18 janvier 1892, D. 92.1.531 ; Pau, 5 avril 1892, D. 93.2.333.

(2) Ici, comme pour l'actif, l'art. 1498 emploie des termes beau-

2° Celles qui par leur nature peuvent être considérées comme une charge des revenus, par exemple le paiement des contributions, les réparations usufruituaires des propres, dont la société a la jouissance active, et les dettes attachées aux choses acquises à titre onéreux pendant le mariage et tombées de ce chef en communauté.

3° Enfin, les dépenses du ménage, les frais d'entretien et d'éducation des enfants communs, et d'une façon générale toutes les autres charges inhérentes au mariage. Nous dirons un mot de l'une d'entre elles à cause de l'intérêt historique qu'elle présente : je veux parler de la constitution de dot.

Dans nos anciens pays de droit écrit, ressortissant spécialement du Parlement de Bordeaux, la société d'acquêts, avons-nous vu, était régie par les règles des sociétés ordinaires. Dès lors, le père qui dotait seul un enfant commun n'obligeait pas la société ; la mère n'était engagée que si elle avait signé, et du moment qu'elle ne signait pas la dot promise ne diminuait pas sa portion d'acquêts (1). Cette jurisprudence n'a pas été suivie par notre législation moderne, qui a préféré sur ce point les idées de notre ancien droit coutumier. Désormais, la société d'acquêts étant régie par les règles de la communauté ordinaire, le mari qui dote les enfants communs est censé agir autant au nom de sa femme

coup trop généraux en déclarant exclus du passif commun toutes les dettes des époux actuelles et futures ; par ce dernier mot, il n'entend évidemment viser que celles qui surviendraient à titre gratuit, comme grevant les successions ou donations dont l'un des époux serait appelé à recueillir le bénéfice.

(1) Tessier, *op. cit.*, n° 127.

qu'en son nom propre, et par conséquent la dette tombe à la charge de la société sans récompense.

III. — *De l'administration de la société.*

Cette administration est confiée au mari ; il en est ici comme sous le régime de communauté légale, car en ce qui touche le fonds commun, la juxtaposition du régime dotal n'apporte aucune modification aux règles des articles 1421 et 1422 du Code civil.

Dès lors, le mari peut faire librement tout acte à titre onéreux, tous les engagements passés par lui sans fraude sont à la charge de la société ; la seule restriction apportée à ses droits concerne les actes à titre gratuit : les donations de biens communs lui sont en principe interdites, et, comme nous le verrons plus tard, la ratification de sa femme serait, à notre avis, impuissante à les valider.

Comme conséquence de ses pouvoirs, les créanciers de la société peuvent poursuivre le mari même sur ses biens propres, et réciproquement ses créanciers personnels ont action sur les biens de la société, action dont l'exercice est d'autant plus facile que tout immeuble, au point de vue de la preuve, est présumé acquêt.

IV. — *De la dissolution de la société.*

Les causes de dissolution sont, comme pour la communauté légale, la mort, le divorce, la séparation de corps ou de biens, le jugement prononçant la nullité d'un mariage putatif, enfin l'absence quand l'époux présent n'opte pas pour la continuation de la communauté.

Une difficulté spéciale à notre matière s'élève sur ce

dernier cas de dissolution, et à laquelle nous devons quelques brèves explications. L'article 24 du Code civil dispose que « l'époux commun en biens, s'il opte pour la continuation de la communauté pourra empêcher l'envoi provisoire et l'exercice provisoire de tous les droits subordonnés à la condition du décès de l'absent... » et empêcher par là les réclamations des héritiers présomptifs. Ce texte s'applique incontestablement à l'époux marié sous le régime dotal avec société d'acquêts, car il emploie une expression très générale « époux commun en biens » ; mais on s'est demandé si ses dispositions visaient seulement les acquêts de la société, ou si elles s'étendaient aux propres des époux, c'est-à-dire aux biens dotaux, aux paraphernaux et au patrimoine du mari.

Quoique certains auteurs aient soutenu le contraire, nous croyons devoir adopter l'affirmative. Les termes de l'article 124 sont absolus : ce texte nous dit que l'époux commun en biens pourra empêcher l'envoi provisoire de « tous les droits de l'absent » et prendre par préférence « l'administration des biens de l'absent » toujours sans faire aucune distinction entre les biens communs et les autres. Au surplus, son esprit n'est guère douteux : ce qu'a voulu le législateur, c'est concentrer en une seule main le gouvernement de tous les biens de l'absent ; or, seule l'opinion que nous soutenons peut donner satisfaction à ce désir (1).

Quelle que soit la cause de dissolution, le conjoint survivant doit faire inventaire dans le délai de trois mois, mais le défaut d'inventaire n'entraîne plus, comme dans

(1) En ce sens : Demolombe, t. II, nos 276-277.

notre ancien droit coutumier, continuation de la communauté à titre de peine. Dans ce même délai, la femme peut à son gré accepter ou répudier.

La renonciation n'est possible que si inventaire a été dressé ; elle doit se faire au greffe et on l'inscrit sur le registre des renonciations à successions. Dans l'ancien Parlement de Bordeaux, nous avons vu qu'on n'était pas aussi rigoureux : le défaut d'inventaire n'entraînait pas contre la femme, déchéance du droit de renoncer ; elle pouvait toujours le faire durant trente ans, sous la seule condition de fournir un état estimatif et de rendre compte des biens.

Par sa renonciation, la femme perd tout droit sur les biens de la société qui sont en totalité attribués au mari. Elle exerce seulement ses reprises et prélève les récompenses qui pourraient lui être dues, tout cela à titre de simple créancière et sans aucune préférence vis-à-vis des autres ayants droit de la société.

Si elle le préfère, la femme peut accepter, pourvu qu'elle en manifeste l'intention expresse ou tacite ; mais, à la différence de ce qui avait lieu autrefois dans le pays bordelais, cette acceptation est toujours irrévocable, sauf les cas de dol ou de violence.

Elle a pour effet d'entraîner le partage des biens communs. Ici encore, ce sont les règles de la communauté qui entrent en jeu : aussi en tout ce qui touche les formes, les effets du partage, la garantie et le paiement des soultes, n'avons-nous qu'à renvoyer aux dispositions des articles 1496 et suivants au titre des successions.

Un point doit cependant retenir notre attention concernant la liquidation des récompenses. Sous le régime de communauté, soit légale, soit d'acquêts, les récom-

penses dues à l'un des époux et celles dues par ce même époux se balancent de plein droit, de sorte qu'en définitive celui-ci ne se trouve plus créancier ou débiteur que du solde. Un arrêt de la Cour de Caen continue à faire l'application de cette règle au cas où la société d'acquêts est accessoirement stipulée au régime dotal (1). A notre avis, cela ne fait aucune difficulté s'il s'agit pour la femme de reprises paraphernales ; mais si les récompenses qui lui sont dues sont des reprises dotales, nous pensons que toute compensation est inutile, car elle irait directement à l'encontre du principe posé par la jurisprudence elle-même de l'aliénabilité de la dot mobilière : les créanciers n'ayant pas action sur les biens dotaux pour les dettes contractées par la femme au cours du mariage, ne peuvent, par voie de conséquence, se prévaloir à leur égard d'une compensation qui équivaldrait en somme à une saisie indirecte (2).

Par l'effet du partage, la femme acceptant la communauté prend, à titre de part et sauf convention contraire, la moitié des acquêts composant la masse ; en revanche elle doit, dans la même mesure, contribuer aux dettes, sauf à opposer, dans les conditions de l'article 1483, son bénéfice d'émolument aux poursuites des créanciers sociaux. Si inventaire n'a pas été dressé, elle est tenue des dettes *ultra vires*, mais les règles conservatrices du régime dotal entrant ici en jeu, aucune action n'est possible sur les biens dotaux.

Aussi, certains auteurs ont-ils voulu, à titre de compensation, accorder tout au moins aux créanciers com-

(1) Caen, 9 juillet 1889, D. 90.2.137.

(2) V. la note de M. de Loynes au Dalloz sous l'arrêt de Caen précité.

muns le droit d'être préférés sur les biens de la société aux créanciers personnels des époux (1). Il en était autrefois ainsi dans la jurisprudence du Parlement de Bordeaux (2), mais cela s'expliquait par ce fait que la société d'acquêts étant principalement régie par les règles des sociétés ordinaires, il ne pouvait y avoir d'acquêts pour les conjoints, et par suite pour leurs créanciers particuliers, qu'après acquittement complet des dettes sociales (3). De nos jours, au contraire, les règles du contrat de société restent absolument étrangères à la société d'acquêts, qui obéit aux principes de la communauté légale. La solution proposée supposerait en outre que l'association conjugale constitue une personne morale possédant un actif distinct du patrimoine propre des époux ; or nous savons qu'il n'en est rien. Nous pensons donc que même sur les biens sociaux les créanciers personnels des époux viennent en concours avec ceux de la société : pour accorder à ceux-ci un privilège, il faudrait un texte formel qui n'existe pas.

(1) Rodière et Pont, t. II, n° 1286.

(2) Tessier, *op. cit.*, n° 239.

(3) C'est le sens de l'adage bien connu : *Bona non intelliguntur nisi deducto aere alieno*.

SECTION II

ÉTUDE DES DIFFICULTÉS NAISSANT SPÉCIALEMENT DE L'ADJONCTION AU RÉGIME DOTAL D'UNE SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

Nous venons de voir qu'il est des cas où l'application simultanée des principes du régime de communauté et du régime dotal se fait sans aucune difficulté sérieuse. Il n'en est malheureusement pas toujours ainsi, et nous allons aborder maintenant toute une série de questions qui vont être l'objet d'autant de controverses.

Cela tient à deux sortes de causes. S'il est bon, tout d'abord, de réduire autant que possible l'influence réciproque des deux régimes, en laissant à chacun son champ d'application distinct, il est cependant des cas où leur combinaison ne peut s'éviter et où elle met en jeu des règles contradictoires : communauté et dotalité entrent en conflit et imposent sur le point en litige des solutions différentes entre lesquelles il faut nécessairement choisir.

D'un autre côté, l'adjonction des deux régimes fait surgir des questions nouvelles spéciales à leur combinaison et qui ne se poseraient pas si on les isolait ; doit-on pour les trancher s'inspirer des principes du régime de communauté ou de ceux du régime dotal ? En vue de ces difficultés, nous avons dégagé plus haut une règle générale d'interprétation qui puisse nous servir de guide ; reste maintenant à la mettre en œuvre.

Pour mettre un peu d'ordre en cette matière, nous avons, peut-être arbitrairement, classé en trois groupes et suivant l'ordre d'idées auquel elles se rattachent, les questions qui se présentent à notre examen. Nous traiterons d'abord des difficultés ayant trait à la composition soit de la société d'acquêts, soit du patrimoine propre des époux ; un second chapitre sera consacré aux controverses naissant du fonctionnement interne du régime ; nous terminerons enfin par l'étude des problèmes qu'il soulève au jour de sa dissolution.

CHAPITRE PREMIER

DIFFICULTÉS RELATIVES A LA COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS.

§ 1. — Les gains et salaires de la femme tombent-ils en communauté ? (Etude de la loi du 13 juillet 1907).

En attribuant à la femme mariée la libre disposition des produits de son travail, la loi du 13 juillet 1907 constitue sans contredit sinon la plus retentissante, du moins une des plus réelles victoires jusqu'ici remportées par le féminisme. Pour en bien comprendre l'économie, voyons quels étaient, sous l'empire du Code, les droits de la femme sur ses salaires et épargnes, et quelles modifications ont été introduites par la législation nouvelle.

On peut dire qu'en thèse générale, et quelque régime matrimonial qu'on envisage, le mari administrateur des biens de sa femme jouit sur eux de droits assez étendus (1). C'était donc lui, suivant les principes, établis par le Code, qui avait qualité pour toucher ce que sa femme avait gagné et aussi pour le gaspiller à son entière fantaisie, au lieu d'en employer le montant à subvenir aux charges du mariage. Le plus souvent, il est vrai, la femme recevait directement elle-même le

(1) Il n'en est autrement que dans les cas exceptionnels où les époux sont séparés de biens, ou encore mariés sous le régime dotal avec constitution en dot des biens présents seulement.

produit de son travail et l'employait aux besoins du ménage dont elle a plus particulièrement la charge ; mais ce n'était là qu'une tolérance du mari qui pouvait toujours exiger que son salaire fût versé entre ses mains. Si la réforme était déjà faite dans les mœurs, restait à la faire passer dans la loi. Ce fut long : à l'étude depuis 1886, proposée au Parlement dès 1890, elle n'aboutit que dix-sept années plus tard avec la loi du 13 juillet 1907 (1).

Intitulée « *du libre salaire de la femme mariée* », cette loi consacre un système assez original. Il eût semblé naturel pour donner à la femme la disposition des produits de son travail de l'en déclarer propriétaire et d'établir à leur égard une séparation de biens partielle. Mais beaucoup virent là un excès, et non sans raison : c'était ouvrir une trop large brèche dans le régime de communauté, et en même temps consacrer une inégalité choquante au profit de la femme, qui aurait conservé en propres ses salaires, alors qu'elle aurait continué à jouir de ceux de son mari. Aussi, préféra-t-on décider « que s'il y a communauté ou société d'acquêts entre époux, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun » (art. 5) : ils ne demeurent propres à la femme que si son contrat de mariage stipule un autre régime.

(1) Les travaux préparatoires sont intéressants à consulter : mémoire Glasson, 1886, publié dans les *Comptes-rendus de l'Académie des sciences morales et politiques*, t. 125, p. 843 et s. ; Propositions Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut, 1890, *J. off.*, 1890, Ch., annexe 862 ; Prop. Goirand, 1894, *J. off.*, 1894, Ch., annexe, 1894 ; Prop. Grosjean, 1905, *J. off.*, Ch., annexe, 1905 ; Prop. Gourju, 1906, *J. off.*, 1906, Sénat, annexe 304 qui aboutit enfin au vote définitif de la loi.

Mais, et c'est ici que se fait jour la réforme, quel que soit le sort des produits de son travail, qu'ils tombent ou non en communauté, la femme acquiert sur eux des pouvoirs pour le moins aussi étendus que si elle était séparée de biens. Elle peut librement les aliéner à titre onéreux, faire emploi de ses épargnes soit en meubles, soit en immeubles, s'obliger, agir en justice ; seules lui demeurent interdites les aliénations à titre gratuit qui ne sauraient être considérées comme cadeaux ou présents d'usage. Au jour de la dissolution de la communauté, s'il en existe une entre les époux, les biens réservés sont compris dans le partage et la femme y a droit alors même qu'elle renoncerait.

Ce droit de reprise n'est peut-être pas des plus logiques, mais il s'imposait de lui-même. La loi, en effet, a voulu soustraire les gains de la femme aux dilapidations possibles de son mari, pour qu'ils soient sûrement affectés à l'entretien de la famille ; or, si l'on avait purement et simplement appliqué les principes généraux, que serait-il arrivé ? ou bien la femme, au jour de sa dissolution, aurait accepté la communauté, et alors obligée d'acquitter pour moitié les dettes du mari, au cas de dilapidation du patrimoine commun, il ne lui serait rien resté de l'actif, pas même ses gains personnels ; ou bien, se croyant plus sage, elle aurait renoncé à cette communauté trop lourde, mais du même coup aurait abandonné ses salaires et économies ; dans les deux cas les produits de son travail lui auraient échappé et le vœu de la loi n'eût pas été rempli.

Ce droit de reprise s'explique donc aisément, mais il n'est pas aussi absolu qu'il paraît en avoir l'air ; d'une part, il est spécial à la femme et à ses héritiers en ligne

directe ; d'autre part, il ne peut s'exercer à l'encontre de tous : certains créanciers ont acquis le droit de se payer sur les biens réservés : les créanciers personnels de la femme, et les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage ; à cela rien d'étonnant, car la seule raison d'être de ce petit pécule est son affectation naturelle qui est de subvenir aux charges de la famille.

Si des aperçus théoriques, on passe dans le domaine de la réalité, on s'aperçoit que la loi nouvelle a surtout amélioré la situation de la femme mariée sous le régime dotal ou le régime exclusif de communauté : tandis qu'autrefois elle travaillait uniquement pour enrichir son mari, à l'heure actuelle elle acquiert tout à la fois, sous ce régime, la libre administration et la propriété de ses gains et salaires (1).

A vrai dire, il en était déjà presque ainsi sous le régime dotal, lorsque la dotalité avait été restreinte aux biens présents ; on admettait que dans ce cas les épargnes de la femme, constituant des biens à venir, formaient de véritables capitaux dont le mari avait seulement la jouissance et qui, plus tard, devaient être compris dans la restitution de dot. La loi de 1907 est venu compléter ces heureuses tendances en restituant à la femme ses droits d'administration, et surtout en étendant le bénéfice de ses dispositions même au cas où la dotalité aurait été stipulée sur tous les biens présents et à venir.

(1) Sous les régimes de communauté, la différence est moins grande, car même avant la loi, les produits du travail de la femme tombant dans la masse commune s'y mêlaient à ceux de son mari, et au jour de la dissolution elle était appelée, si elle acceptait, à prendre sa part à la fois des uns et des autres.

C'est d'ailleurs là le seul point sur lequel ait été modifié le régime dotal, et encore ce changement résulte-t-il bien plus de l'esprit que du texte même de la loi. L'article 1^{er} donne à la femme sur ses biens, et cela sous tous les régimes, les mêmes droits d'administration qu'au cas de séparation de biens ; c'est déclarer implicitement que dans tous les cas, même s'il existe une constitution de dot portant sur les biens à venir, les gains et épargnes de la femme seront paraphernaux. Outre, en effet, que c'est le mari qui est administrateur de la dot et que rien n'indique que la loi ait voulu déroger sur ce point aux dispositions tout particulièrement formelles du Code civil, l'inaliénabilité dotale s'opposerait à l'aliénation et à la saisie des produits du travail personnel de la femme ; or, non seulement aliénation et saisie sont expressément réglementées par la loi, mais encore cette inaliénabilité serait un non-sens en ce qui touche des biens normalement destinés à être consommés, pour subvenir aux dépenses d'entretien de la famille.

Il est donc impossible de voir autre chose que des paraphernaux dans les gains et épargnes de la femme dotale, même au cas où une constitution générale frapperait de dotalité les biens présents et à venir.

Mais c'est ici que va se soulever une controverse appelée à nous retenir un instant. Si les époux au régime dotal, base de leurs conventions matrimoniales, ont adjoint une société d'acquêts, faudra-t-il y faire tomber en propriété les salaires de la femme comme le voudrait l'application des règles de la communauté, ou bien les déclarer paraphernaux comme si le régime dotal était pur et simple ?

En faveur de la paraphernalité, on peut soutenir que la clause d'acquêts n'étant que l'accessoire du régime dotal, ne peut en modifier les effets essentiels. Du reste, elle a été stipulée dans l'intérêt de la femme en vue de la faire participer aux économies du ménage, et il serait illogique de l'interpréter contre elle en donnant à la communauté la propriété de ses gains et salaires.

A notre avis, ces arguments de principe ne peuvent rien contre le texte et l'esprit de la loi. Il a été formellement déclaré au cours des travaux préparatoires que l'on n'entendait modifier en rien tout ce qui touchait à la propriété des biens réservés ; on s'est uniquement préoccupé de leur administration comme le prouve bien la déclaration de l'honorable rapporteur au Sénat M. Guillier : « Si d'après les règles ordinaires du régime auquel les époux se sont soumis les produits du travail personnel de la femme tombaient en communauté, après le vote de la loi ils continueront à y tomber » ; et l'article 5 lui-même n'est pas moins formel lorsqu'il dispose que « s'il y a communauté ou société d'acquêts les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun ».

Les règles relatives à la propriété restent donc les mêmes : la société d'acquêts continue comme par le passé à profiter des produits du travail des deux époux ; seulement, le mari perd ses droits d'administrateur sur les salaires et épargnes de sa femme qui, à ce point de vue exclusif, sont distraits de la communauté pour faire l'objet d'une gestion séparée.

A quoi d'ailleurs se réduirait la société d'acquêts si l'on refusait d'y comprendre les gains de l'un des conjoints et les épargnes par lui réalisées ? Il ne faut pas oublier que c'est là en somme l'actif naturel sur lequel

elle peut et doit normalement compter : ce que les époux ont voulu, c'est avant tout mettre en commun leur activité afin d'arriver à une entente et une prospérité plus grandes.

La solution inverse en arriverait à cette conséquence injuste de réserver à la femme la propriété absolue de ses salaires, alors qu'elle aurait continué à jouir de ceux de son mari ; sans doute le but de la loi a été d'améliorer le plus possible le sort de la femme mariée, mais jamais il n'a pu venir à l'esprit de ses auteurs de le faire en consacrant une iniquité. Pour quelque favorable à la femme qu'on puisse considérer l'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal, on ne peut pas dire qu'il soit entré dans l'intention des époux d'exclure de leur communauté les gains et les économies de l'un d'eux au détriment de l'autre ; il eût fallu pour le laisser supposer une stipulation formelle qui ne peut se sous-entendre.

Nous en arrivons donc à conclure que, tout comme ceux du mari, les produits du travail de la femme dotale deviennent la propriété de la société d'acquêts accessoirement stipulée au régime principal ; le seul effet de la loi nouvelle à leur égard, est d'en réserver l'administration à la femme et de lui permettre de les retenir en totalité au jour de la dissolution, même en renonçant à la communauté.

§ 2. — Conditions et effets du remploi.

Supposons, sous notre combinaison, la vente d'un bien propre à l'un des époux ; si les deniers qui en proviennent sont employés à une acquisition nouvelle faite en

vue de reconstituer le patrimoine ainsi appauvri, à quelles conditions y aura-t-il constitution de propre, et quels en seront les effets ? La difficulté vient de ce que les règles du remploi ne sont pas identiquement semblables sous le régime de communauté et sous le régime dotal.

On s'est d'abord demandé si l'acceptation de la femme qu'exige l'article 1435 pour le remploi de ses biens était une condition nécessaire sous notre régime.

Un premier système soutient la négative : l'acceptation de la femme a été, dit-on, exclusivement établie sous le régime de communauté légale et ne doit pas être étendue à la simple société d'acquêts. Du reste, sous le régime dotal, le remploi ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une clause du contrat de mariage qui autorise l'aliénation, et ce seul mandat de remployer donné par la femme à son mari démontre suffisamment son intention d'accepter les conséquences des actes passés par lui sans qu'il soit besoin en outre d'une formalité inutile (1).

Cette opinion nous paraît devoir être rejetée : elle méconnaît les principes qui sont la base même du régime dotal en enlevant à la femme une garantie qui lui appartient sous un régime moins favorable. Elle introduit à l'article 1435 une exception qu'aucun texte ne justifie et qui ne pourrait exister qu'en vertu d'une abdication formelle de volonté de la femme (2). Il y aurait

(1) En ce sens : Paris, 13 janvier 1838, D. 38.2.133 ; Odier, *Contrat de mariage*, t. I, n° 315 ; Tessier, *De la dot*, n° 48.

(2) Un arrêt de la Cour d'Agen fait en termes précis l'application de ces principes : « Attendu, dit-il, que la disposition de l'article 1435 relatif au régime de communauté doit être appliqué à plus forte raison au régime dotal dont le but principal est de conserver par une protection toute spéciale les apports de la femme ; Attendu qu'à la

d'ailleurs, selon nous, véritable erreur d'interprétation à prétendre que le fait d'imposer au mari de remployer le prix des propres aliénés de sa femme entraîne une acceptation anticipée de tous les actes bons ou mauvais qu'il pourra faire dans le but de s'acquitter de son obligation. Aussi, déciderons-nous que, même au cas de stipulation de société d'acquêts jointe au régime dotal, l'acceptation de la femme est nécessaire à la validité du remploi.

Si des conditions on passe maintenant au caractère et aux effets du remploi, on s'aperçoit qu'il présente quelques différences suivant qu'on l'envisage sous le régime de communauté ou sous le régime dotal. Tandis que dans le premier cas il est facultatif pour le mari et non opposable aux tiers, dans le second il est une condition obligatoire de l'aliénation et engage la responsabilité de l'acquéreur à qui elle a été consentie. Quelle va être dans chacune de ces hypothèses la solution à adopter pour la société d'acquêts ?

Nous pensons qu'il faut ici réserver à chacun des deux régimes son champ distinct d'application ; s'il s'agit de biens dotaux, seuls les intérêts personnels de la femme sont en jeu, nous appliquerons donc les règles de la dotalité ; le remploi a-t-il au contraire pour objet de constituer un propre au mari ou un paraphernal à la femme, nous suivrons les règles usitées sous le régime de communauté légale.

vérité les époux peuvent déroger à la règle générale en stipulant par une clause formelle du contrat de mariage que le mari pourra seul et sans le concours de sa femme acquérir en remploi de la dot des immeubles qui seront dotaux... mais que ce mandat qui rendrait inutile l'acceptation de celle-ci doit être conçu en termes exprès dont le sens clair et précis ne laisse aucun doute sur l'intention des parties... » Agen, 20 juillet 1858 ; Cass., 2 mai 1859, D.59.1.275.

CHAPITRE II

DIFFICULTÉS RELATIVES AU FONCTIONNEMENT . INTERNE DU RÉGIME.

§ 1. — De l'administration des paraphernaux, et du sort de leurs revenus.

Nous touchons ici à l'une des questions les plus délicates de notre matière et qui, dans la pratique, a donné lieu au plus grand nombre de controverses.

La difficulté vient de la contrariété des principes du régime dotal et du régime de communauté : sous le régime dotal pur, l'administration et la jouissance des paraphernaux appartiennent à la femme (art. 1576) ; au contraire, sous le régime de communauté, c'est le mari qui administre seul tous les propres de sa femme et les revenus en tombent pour la totalité dans l'actif commun (art. 1401-1428). Que décider sous le régime dotal avec société d'acquêts ?

Il nous faut examiner la question d'abord théoriquement en absence de toute clause du contrat de mariage qui l'ait prévue, puis nous verrons quelle influence peut avoir la volonté des époux en vue de modifier ou écarter l'application des principes que nous aurons posés.

Suivant qu'on fera prédominer les règles du régime dotal ou celles de la communauté, c'est à la femme ou

au mari que sera confiée l'administration des paraphernaux. C'est entre ces deux systèmes qu'il faut opter.

Une solution intermédiaire a pourtant été proposée par M. Troplong, mais elle ne présente guère plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif. Cet estimable auteur distingue parmi les paraphernaux, d'un côté ceux qui existaient au jour de la célébration du mariage et qu'il nomme « véritables paraphernaux », et d'autre part ceux qui sont advenus au cours du mariage par succession ou donation et qu'il qualifie de « paraphernaux adventifs » ; les premiers seraient seuls administrés par la femme, les seconds le seraient par le mari. La raison de cette différence serait qu'en déclarant dans son contrat tels biens paraphernaux la femme s'en est par cela même réservé l'administration et la jouissance, mais elle ne pouvait pas faire pareille réserve pour des biens futurs sur l'acquisition desquels elle ne pouvait compter (1).

Ce raisonnement, pour si subtil qu'il soit, est peu satisfaisant. Ce qu'il faut considérer pour savoir à qui appartient l'administration d'un bien, c'est uniquement sa qualité de dotal ou de paraphernal, mais il importe peu qu'il ait appartenu à la femme avant le mariage ou qu'il lui soit seulement advenu depuis ; cette circonstance purement accidentelle est sans influence sur sa nature. La distinction que fait M. Troplong entre les paraphernaux ne se trouve nulle part dans la loi et par suite doit être écartée.

Restent seuls en présence les systèmes extrêmes.

Le premier confère au mari l'administration des para-

(1) Troplong, *Contrat de mariage*, n^{os} 1864-1900.

phernaux et en fait tomber les revenus dans la société d'acquêts.

Ses partisans invoquent d'abord la tradition : c'était la solution admise par la Coutume de la ville de Bordeaux, et si l'on songe que c'est à elle que les rédacteurs du Code ont emprunté notre combinaison, ne doit-on pas supposer qu'ils l'ont prise telle qu'elle existait dans cette coutume avec toutes ses conséquences ?

Les textes eux-mêmes viennent à l'appui de l'histoire : l'article 1581, qui prévoit spécialement l'adjonction au régime dotal de la société d'acquêts, renvoie d'une manière pure et simple aux articles 1498-1499, aux termes desquels l'actif de cette communauté comprend « les revenus des biens des deux époux », sans faire aucune distinction parmi les biens de la femme entre ceux qui seraient dotaux et ceux qui seraient paraphernaux. Dès lors, le mari investi de l'usufruit de ces biens doit en prendre l'administration, car sous la communauté conventionnelle comme sous la communauté légale, il est administrateur de droit de tous les biens dont les revenus tombent en communauté. Si l'on fait remarquer que l'article 1498 ne mentionne expressément que « les économies faites sur les fruits et revenus... » et non les fruits eux-mêmes, on répond que ce texte se place uniquement au jour du partage de la société, comme le prouvent les mots « le partage se borne aux acquêts... » par lesquels il débute ; par suite il ne pouvait pas mentionner tous les fruits et revenus, car ceux-ci se consommant en grande partie pour couvrir les dépenses journalières du ménage, il ne reste au jour de la dissolution que les épargnes qu'a su réaliser l'industrielle économie des époux.

Cette doctrine, ajoute-t-on, a en outre l'avantage d'être conforme à l'intention des parties : qu'ont voulu les époux en adjoignant une société d'acquêts à leur régime dotal ? conserver d'une part les garanties de la dotalité pour assurer la conservation et la restitution de la dot ; permettre, d'autre part, la constitution d'un fonds commun à partager plus tard et qu'ils ont intérêt à voir le plus riche possible. Or, la gestion des paraphernaux par la femme n'intéresse en rien la conservation de la dot puisqu'il y a là deux patrimoines distincts soumis à l'application de règles différentes ; d'un autre côté, il est nécessaire, pour que la société d'acquêts prospère, qu'il y ait unité d'administration dans les affaires du ménage. Il apparaît donc naturel et logique à la fois de centraliser les pouvoirs entre les mains du mari dont l'expérience plus grande offre plus de garanties ; on pourrait craindre, si la femme avait la gestion de ses biens, qu'elle n'employât ses revenus à la satisfaction de besoins personnels, les détournant ainsi de leur affectation normale qui est l'entretien et la prospérité de la famille.

On fait enfin remarquer que l'administration des paraphernaux par la femme n'est pas de l'essence du régime dotal : la loi permet toujours de la déléguer au mari par un mandat qui peut n'être que tacite et qui se rencontre en fait dans la très grosse majorité des cas ; pourquoi ne pas raisonnablement considérer l'adjonction d'une société d'acquêts comme impliquant *a fortiori* cette délégation (1) ?

(1) En ce sens : de Folleville, *Etude sur la société d'acquêts*, n° 46, *Revue pratique*, année 1875, p. 222 ; Laurent, t. XXIII, n° 591 ; Colmet de Santerre, t. IV, n° 252 bis, p. 539 ; Marcadé, t. VI, sur l'article 1581.

Malgré la force de ses arguments, cette doctrine n'a jamais prévalu : un second système soutient avec succès et raison, croyons-nous, que la femme, malgré la stipulation d'une société d'acquêts, conserve l'administration et la jouissance de ses paraphernaux.

On peut tout d'abord réfuter les raisons invoquées par nos adversaires.

L'argument historique tiré de l'ancien droit ne prouve pas grand'chose. Sans doute, la Coutume de la ville de Bordeaux accordait au mari le droit exorbitant d'administrer les paraphernaux de sa femme, mais cette disposition était regardée comme insolite et se trouvait contraire aux traditions suivies dans tous les autres pays du ressort du Parlement de Bordeaux dont le cercle était bien plus étendu. Dans ces régions, la femme avait sur ses propres de très larges pouvoirs : elle pouvait en disposer même à titre gratuit sans le consentement de son mari, et celui-ci ne pouvait, par contre, ni administrer les paraphernaux, ni en percevoir les fruits. La stipulation d'une société d'acquêts n'avait d'autre effet que d'obliger la femme, à raison de l'association à laquelle elle avait consenti, à faire participer son époux, au jour de la dissolution, aux économies réalisées sur ses revenus. La tradition ne pouvant donc faire preuve en faveur d'aucun des deux systèmes, doit être écartée *de plano*.

Les arguments de texte ne sont guère plus probants. Sans doute, l'article 1581 renvoie aux articles 1498-1499, mais en lisant ceux-ci avec attention, on voit qu'ils parlent « d'acquêts faits par les époux ensemble ou *séparément* » ; ils supposent donc que la femme a pu réaliser des acquisitions en dehors de son mari, ce qui

implique qu'elle a l'administration et la jouissance de certains biens ; or, quels seraient ces biens, sinon ses paraphernaux ? Le texte de l'article 1498 n'est peut-être pas très clair, mais son esprit ne saurait faire doute, car il rai sonne sur l'hypothèse où la seule modification faite par les époux à la communauté légale consiste dans la stipulation d'une société d'acquêts ; or les biens paraphernaux ne sont nullement assimilables aux propres du régime de communauté, ce sont les biens dotaux qui y correspondent puisqu'ils sont comme eux affectés en jouissance à supporter les charges du mariage.

On invoque enfin l'intérêt du ménage et l'intention des parties, mais ces arguments peuvent être facilement retournés contre leurs auteurs. Sans doute, si la femme administre elle pourra ne pas faire d'économies, mais en confiant l'administration au mari, qui l'empêchera de dissiper les revenus ou de les employer à la satisfaction de tous autres besoins que ceux de la famille ? La société d'acquêts n'a d'ailleurs jamais eu pour but d'obliger les époux à faire des économies ; s'ils en ont réalisé, tant mieux pour la femme qui en profitera ; sinon, elle n'aura qu'à reprendre purement et simplement sa dot, sans trouver rien à redire au sujet d'une situation qui en définitive a un peu tenu à sa négligence ou son impéritie dans ses délicates fonctions de maîtresse de maison.

Ajoutons que l'intention des parties nous paraît absolument conforme à la théorie que nous soutenons. La doctrine adverse a le tort capital, dans l'interprétation du contrat de mariage, de faire prédominer une stipulation relativement accessoire sur la stipulation prin-

ci-pale. Les époux ont commencé par dire qu'ils adoptaient le régime dotal, dont l'essence est moins l'inaliénabilité, que l'on peut stipuler sous tous les régimes, que la soumission des biens dotaux à la jouissance et l'administration du mari ; ils ont donc implicitement mais très clairement manifesté l'intention d'exclure de cette jouissance et de cette administration les biens paraphernaux. Lorsque ensuite ils adjoignent à leur régime une société d'acquêts, il serait illogique de supposer qu'ils ont voulu se départir de la première stipulation essentielle et principale pour rendre au mari les droits dont ils venaient de le dépouiller. Dans ce conflit entre les règles des deux régimes, la communauté doit céder le pas au régime dotal dont elle n'est qu'un accessoire.

Faisons remarquer enfin que la société d'acquêts ayant été stipulée dans l'intérêt exclusif de la femme pour la faire participer aux bénéfices et économies réalisés durant le mariage, il est impossible d'admettre qu'une clause insérée en sa faveur puisse tourner à son détriment et la priver du droit précieux qui lui appartient sous le régime dotal d'administrer ses paraphernaux et d'en dépenser les revenus à sa guise.

Aussi, la majorité des auteurs et la jurisprudence consacrent-ils fermement le principe de la paraphernalité absolue avec toutes ses conséquences ; il a été jugé en particulier que la femme conservant sur ses propres ses droits complets d'administration et de jouissance, le mari qui occupe sans son consentement une maison paraphernale peut en être expulsé par elle (1) ; de même,

(1) Cass., 14 novembre 1864, D. 65.1.138.

seule la femme a le droit de donner à bail ses biens paraphernaux et la location consentie par elle doit prévaloir sur elle qui aurait été consentie par le mari (1).

Si absolue toutefois que soit l'étendue de ses droits, la femme les voit cependant restreints dans une certaine mesure par l'effet de la clause d'acquêts qu'elle a stipulée accessoirement à son régime dotal. La société profitant des revenus des propres des époux, s'il est bon de permettre à la femme de dépenser ceux de ses paraphernaux, il faut, en même temps, décider que si elle les capitalise en tout ou partie, elle devra verser à la masse commune les économies ainsi réalisées ; ces économies constituent en effet des acquêts, et l'article 1498 fait formellement tomber en communauté « les économies faites sur les fruits et revenus » sans établir aucune distinction entre les biens de l'un ou l'autre des époux.

Cette solution n'est cependant pas admise par tous sans conteste. Tout d'abord, les auteurs qui confient au mari l'administration des paraphernaux décident en même temps que la totalité de leurs revenus doit tomber en communauté : en repoussant leur système, nous en avons implicitement rejeté cette conséquence.

D'autre part, même pour quelques partisans de l'administration des paraphernaux par la femme, celle-ci n'aurait le droit de conserver en propre que ce qu'exige le soin de l'administration ; le surplus est acquêt, et elle

(1) Cass., 15 juillet 1846, D. 46.1.356. Ce dernier arrêt qui résout en très bons termes la question de principe, est d'autant plus typique qu'en l'espèce le contrat de mariage stipulait que la société d'acquêts avait droit non seulement aux économies réalisées sur les revenus paraphernaux, mais encore à la totalité de ces revenus. La Cour de cassation a refusé de voir là une renonciation suffisamment formelle de la femme à ses pouvoirs d'administration.

ne peut disposer des acquêts qui sont chose du mari (1). Depuis longtemps, la jurisprudence a repoussé ce système : le droit d'administrer doit logiquement entraîner celui de percevoir les revenus, et dès lors, la femme n'est tenue de verser à la caisse de la société que la portion de ceux-ci qu'elle n'a pas dépensée (2). Sans doute, elle peut par là ne contribuer que faiblement à la constitution du fonds commun, mais peut-on raisonnablement l'obliger à faire des économies ? Pourquoi l'y forcerait-on alors que son mari est libre de tout dépenser ?

Nous en aurions fini sur cette question si la volonté des époux, se manifestant parfois dans le contrat de mariage en vue de régler le sort des biens propres de la femme, ne venait soulever de nouvelles controverses. Deux clauses se rencontrent le plus fréquemment dans la pratique : l'une reconnaît expressément à la femme le droit d'administrer et de jouir de ses paraphernaux, l'autre investit au contraire le mari de ces prérogatives.

De la clause qui reconnaît à la femme la libre administration de ses paraphernaux.

La question qui s'élève est de savoir si cette stipulation confère à la femme sur ses biens non constitués en dot des droits plus étendus que ceux que nous venons de dégager.

Un arrêt de la Cour de Bordeaux, dans une affaire célèbre, en a décidé ainsi. Il reconnaît que si, en principe, les économies provenant des fruits et revenus des

(1) Jouitou, *Etude sur le système du régime dotal sous le Code civil*, t. II, p. 245.

(2) Agen, 30 mai 1845, D. 46.1.357 ; Cass., 31 juillet 1861, D. 62.1.113.

paraphernaux tombent en communauté, « les époux dérogent à ce principe lorsque en adoptant le régime dotal avec société d'acquêts ils déclarent expressément qu'à l'exception des valeurs déterminées constituées en dot, tous les autres biens de la femme seront paraphernaux et que celle-ci en aura la libre disposition ». Par cette clause, les conjoints entendent exclure de la société les revenus économisés des paraphernaux, et les biens acquis par la femme à l'aide de ces revenus doivent être considérés comme des propres (1).

Un jurisconsulte de valeur, M. Boistel, aggrave même cette doctrine en ce sens que, d'après lui, il n'est nul besoin de stipulation formelle insérée au contrat pour réserver à la femme l'entière propriété de ses revenus paraphernaux. « S'il est vrai, dit-il, que la séparation de biens contenue implicitement dans la clause de paraphernalité précède rationnellement et domine la stipulation d'acquêts, cette prédominance doit produire ses effets non seulement dans la gestion des biens, mais encore quant au sort définitif des revenus. Qu'y a-t-il, au fond, dans l'adoption du régime dotal ? Il y a cette affirmation que les biens qui vont être dotaux doivent suffire par leurs revenus pour couvrir le mari de la moitié des dépenses du ménage, qu'il serait excessif de lui donner pour cela les revenus des paraphernaux. Il y a là un forfait auquel il faut se tenir sous peine de violer les conventions des parties (2). »

C'est aller trop loin, à notre avis, que de vouloir

(1) Affaire Yrigoyen, Bordeaux, 17 novembre 1890, S. 91.1.275. La Cour de cassation, sur pourvoi, maintint la décision des premiers juges en déclarant qu'ils avaient souverainement apprécié en fait.

(2) V. la note de M. Boistel sous un arrêt de Bordeaux, 17 juillet 1895, D. 97.2.137.

exclure de la société d'acquêts même les économies réalisées par la femme sur les revenus de ses paraphernaux.

L'arrêt qu'on invoque de la Cour de Bordeaux, confirmé par la Cour suprême, ne consacre pas d'ailleurs le système d'une façon absolue : il faut se rendre compte des conditions particulières dans lesquelles il fut rendu. Il avait été convenu dans le contrat que tous les biens de la femme, en dehors des valeurs constituées en dot, et tous ceux qui lui adviendraient plus tard seraient paraphernaux ; les immeubles acquis au moyen des revenus paraphernaux ne devaient donc pas entrer en communauté, ils formaient eux-mêmes des paraphernaux, c'est-à-dire des propres. La Cour de cassation a reconnu que les juges ont un pouvoir souverain pour décider, d'après le texte du contrat de mariage, que la femme a entendu exclure tels ou tels biens de la communauté ; or, c'est précisément ce qui fut fait dans l'espèce. L'intention des époux apparaissait nettement de laisser en dehors de la société les revenus des paraphernaux, et comme il n'y a là rien d'illicite, il fallait nécessairement lui laisser produire tous ses effets. Mais en l'absence d'explications formelles sur ce point, nous pensons que la clause qui se borne à stipuler que l'administration des paraphernaux appartiendra à la femme ne produit pas d'effets spéciaux quant à l'attribution des revenus ; elle ne fait que confirmer une disposition légale dont les conséquences se seraient accomplies même en son absence.

Un arrêt plus récent de la même Cour de Bordeaux est d'ailleurs venu énergiquement affirmer les droits de la société d'acquêts. Il ressort de ses dispositions que par la

clause qui lui confère la libre disposition de ses revenus paraphernaux, la femme n'est comptable ni envers son mari, ni envers la communauté de l'emploi desdits revenus et ne peut être recherchée au sujet de la consommation qu'elle en ferait durant le mariage, en la forme qu'il lui plairait d'adopter, mais « à défaut de consommation ou d'emploi équivalent, ces revenus sans individualité propre jusqu'au jour de leur transformation reçoivent par la capitalisation l'empreinte du régime auquel ils sont soumis, et au moment de la dissolution représentent des acquêts de communauté (1) »...

En somme, et pour en finir, à moins de voir dans la convention des époux une séparation de biens partielle plus ou moins déguisée, il faut en restreindre les effets, et même au cas où la femme se serait réservé la libre disposition de ses paraphernaux, faire tomber dans la société les économies réalisées sur ses revenus.

*De la clause qui confère au mari l'administration
et la jouissance des paraphernaux.*

Nous ferons simplement remarquer, en ce qui la concerne, qu'elle a pour effet de placer dans une singulière situation les paraphernaux de la femme ; administrés par le mari qui en perçoit les fruits, ils ont toute l'apparence de véritables biens dotaux, ou, plus exactement, ils sont de tous points analogues aux propres de communauté et soumis par conséquent à l'application des articles 1428 à 1430 du Code civil ; dans ce cas, mais dans ce cas seulement, leurs revenus tomberaient en totalité dans la société (2).

(1) Arrêt précité de Bordeaux, 17 juillet 1895, D. 97.2.137, S. 97.1.165.

(2) Comme le fait justement remarquer M. Baudry, « la femme

La même solution s'appliquerait également si, sans lui avoir donné aucune autorisation expresse, la femme avait en fait laissé son mari jouir sans opposition des paraphernaux ; l'article 1578 le dispense en ce cas de rendre compte des fruits consommés. C'est là ce qui se passe le plus souvent en pratique : le mari considéré comme mandataire tacite de sa femme, concentre entre ses mains tous les pouvoirs d'administration du ménage dans l'intérêt même de la prospérité des affaires communes.

Enfin, si malgré l'opposition constatée de sa femme le mari avait joui de ses paraphernaux, il serait passible des dispositions rigoureuses de l'article 1579, c'est-à-dire comptable de tous les fruits tant existants que consommés.

§ 2. — De la renonciation de la femme à son hypothèque légale sur les conquêts de communauté.

Il est admis d'une façon générale en doctrine et en jurisprudence que sous le régime de communauté l'hypothèque légale de la femme grève tout aussi bien les conquêts que les propres du mari ; seulement, il faut tenir compte pour l'efficacité de cette garantie du parti qu'elle prend au jour de la dissolution.

Si la femme renonce à la communauté, pas de doute. Etant censée n'avoir jamais été commune en biens, les acquêts sont considérés comme ayant toujours été la

dès lors aura trois sortes de biens : des biens dotaux, des propres de communauté et son droit dans la société d'acquêts. Si la stipulation ne s'applique qu'à certains des biens de la femme laissés en dehors de la constitution de dot, les autres conserveront leur caractère de paraphernaux ».

propriété du mari ; ils demeurent frappés de l'hypothèque dans toute sa plénitude, même au préjudice de tiers acquéreurs ou de créanciers hypothécaires, pourvu toutefois que le concours de la femme à l'acte ne vienne pas faire préjuger de sa part une renonciation tacite à son droit.

Si au contraire elle accepte la communauté, la jurisprudence et la majorité des auteurs l'autorisent bien encore à se prévaloir de son hypothèque sur les acquêts, mais seulement à l'encontre des créanciers chirographaires de son mari ; les tiers acquéreurs ou créanciers hypothécaires en sont à l'abri, alors même qu'elle n'aurait pas concouru à la vente ou à la constitution d'hypothèque. On considère que l'acceptation de la femme équivaut à la ratification des actes accomplis par son mari comme chef de la communauté, en même temps qu'elle l'oblige à garantie envers le tiers au profit duquel elle est censée avoir tacitement renoncé à son droit.

Ces solutions, dont nous n'avons pas à apprécier la valeur théorique, continuent-elles à s'appliquer lorsque la femme est mariée sous le régime dotal avec adjonction d'une société d'acquêts ? La question ne se pose évidemment qu'à l'égard du fonds commun, gouverné par les règles de la communauté légale. S'il s'agissait des biens dotaux, aucun doute ne serait possible, car la femme, ne pouvant en aucune manière compromettre ses reprises dotales, ne peut non plus, par voie de conséquence, diminuer son droit d'hypothèque sur les biens lui servant de gage. Mais il s'agit de biens communs, auxquels l'application simultanée des règles du régime de communauté et du régime dotal ne saurait être faite sous peine d'engendrer des effets contradictoi-

res : c'est toujours l'éternel conflit qui se soulève, les mêmes difficultés qui reparaissent tenant à la combinaison inévitable de principes inconciliables.

Supposons, pour prendre une hypothèse pratique, que la femme, durant son mariage, a concouru avec son mari à la vente d'un immeuble de la société d'acquêts, et qu'au jour de la dissolution les biens personnels du mari et les biens actuels de la société sont insuffisants pour l'exercice de ses reprises dotales (1). La femme aura-t-elle un recours contre le tiers détenteur ?

Il nous faut ici comme plus haut distinguer suivant que la femme accepte ou renonce à la communauté.

Lorsque la femme renonce, tout d'abord, certains auteurs ont soutenu que non seulement elle ne pouvait pas exercer son hypothèque légale sur les conquêts de la société à l'encontre des tiers acquéreurs ou des créanciers hypothécaires, mais encore que ceux-ci pourraient sans aucune difficulté s'y soustraire en obtenant d'elle sa renonciation à s'en prévaloir ; or cette renonciation s'induit dans la pratique de son seul concours à l'acte par lequel elle s'est engagée soit comme co-venderesse, soit comme garante ou caution de son mari (2).

Pour appuyer ce système, Troplong, qui en est un

(1) S'il s'agissait de reprises non dotales, il n'y aurait pas de difficultés, et la même solution l'emporterait que sous le régime de communauté. L'immeuble aliéné ou hypothéqué tombe-t-il au jour de la dissolution dans le lot du mari, l'acte produit valablement tous ses effets. Tombe-t-il dans le lot de la femme, l'acte est nul comme fait *a non domino* ; seule l'hypothèque consentie subsiste au cas où la femme accepte la communauté, car par cette acceptation elle entend ratifier les actes de son mari et n'exerce ses propres droits qu'une fois le tiers intégralement désintéressé.

(2) Loi du 13 février 1889 modifiant l'article 9 de la loi du 23 mars 1855,

des plus chauds et des plus illustres partisans, considère qu'il faut établir une séparation complète entre les règles de la communauté et celles du régime dotal et qu'il faut non pas les combiner, mais les appliquer parallèlement et respectivement à chaque catégorie de biens. « La femme dotale, dit-il, s'est mariée avec société d'acquêts ; elle est commune quant à ces acquêts, elle a tous les droits d'une femme commune, il faut oublier qu'elle a une dot. Les acquêts sont à son égard des biens à part, libres, susceptibles de tous les actes de commerce. Sans quoi, ce serait une étrange position que celle de la femme qui serait commune pour acquérir et dotale pour conserver, et qui, associée par un pacte solennel de son contrat de mariage, serait exempte des dettes (1). » La seule différence en définitive qui sépare la femme commune renonçant à la communauté de la femme dotale répudiant la société d'acquêts, c'est que la femme dotale ne peut pas être tenue, en vertu de ses engagements personnels, sur ses biens dotaux, tandis que la femme commune est tenue sur ses biens propres ; mais là s'arrête le privilège de l'inaliénabilité ; l'étendre au delà de ces limites serait aller à l'encontre du vœu de la loi et de l'intention des parties.

Quelque subtile qu'en soit l'argumentation, ce système n'a jamais prévalu ni en doctrine ni en jurisprudence. Il oublie que dans notre combinaison c'est le régime dotal qui est le régime principal des époux ; la société d'acquêts n'a pas pour but de l'amoindrir, mais de le corriger. La dot, soit mobilière soit immobilière, ne peut être aliénée ni directement ni indirectement ; or, ne serait-ce pas arriver à une aliénation indirecte de la

(1) Troplong, *Contrat de mariage*, t. III, n° 1914, p. 413.

dot que d'en empêcher le recouvrement au moyen d'affectations hypothécaires des acquêts? Troplong s'étonne que la femme soit commune pour acquérir et dotale pour conserver, mais c'est là précisément la caractéristique de notre régime et le but que se sont proposé les époux : la femme a voulu s'assurer tout d'abord les garanties du régime dotal, et ensuite accessoirement avoir une part dans les économies du ménage. C'est là sans doute un régime de faveur, mais une fois admis il faut en accepter les conséquences logiques. La femme, en définitive, n'a-t-elle pas par sa renonciation manifesté clairement l'intention de se rendre étrangère à toute dette de la société et par là de conserver intactes les garanties résultant du libre jeu de ses conventions matrimoniales ?

Aussi, depuis longtemps les tribunaux jugent-ils, d'accord en cela avec la majorité des auteurs, que la femme dotale mariée sous un régime de société d'acquêts est incapable de renoncer à l'hypothèque légale frappant l'immeuble commun, aussi bien que les propres de son mari ; et ne pouvant le faire pas plus indirectement que directement, son concours à l'acte de vente ne peut jamais lui être opposé comme une fin suffisante de non-recevoir (1).

Bien autrement délicate est la question lorsque la femme, au lieu de renoncer, a accepté la société d'acquêts ; elle a cru l'actif supérieur au passif, et c'est l'inverse qui est arrivé, de sorte qu'elle ne peut pas être payée de ses reprises dotales à moins de faire valoir son

(1) En ce sens : Angers, 10 août 1837, S.40.2.130 ; Tessier, p.312, n° 192, note 1 ; de Folleville, *Revue pratique*, 1875, t. XXXIX, p. 228 ; Aubry et Rau, t. V, § 541 bis, notes 3 et 9.

hypothèque sur les immeubles dépendant ou ayant dépendu de la communauté.

Troplong applique ici et *a fortiori* l'opinion soutenue par lui au cas de renonciation. Ses arguments sont les mêmes, mais il s'appuie aussi sur ce fait que par son acceptation la femme acquiesce à tous les actes accomplis par son mari pendant la durée de la société, et prend les immeubles déjà grevés du droit des créanciers. C'est d'autant plus exact que cette fois-ci ces biens ne sont pas ceux du mari, mais ont été rendus, par l'acceptation, définitivement communs entre les deux époux (1).

MM. Aubry et Rau ne se montrent pas tout aussi intransigeants ; ils distinguent suivant qu'il y a eu aliénation ou constitution d'hypothèque. Dans le premier cas, la femme ne peut se prévaloir de son hypothèque, car elle ratifie par son acceptation l'aliénation consentie par le mari. Dans le second cas, c'est affaire de circonstances : en principe, l'acceptation vaut confirmation, mais elle pourrait, suivant les cas, « être considérée comme n'emportant pas de la part de la femme renonciation à faire valoir sur les immeubles de la société d'acquêts, même au détriment des créanciers envers lesquels elle s'est engagée, l'hypothèque légale destinée à garantir ses reprises dotales » (2).

(1) Un arrêt de la Cour de Bordeaux est venu consacrer cette doctrine. Il invoque entre autres arguments les anciens principes suivis par la jurisprudence des pays de droit écrit. En réalité, ces principes étaient assez obscurs sur la question, et bien que la tradition semble pencher vers la solution contraire, elle n'est pas suffisamment précise pour fournir une objection sérieuse à la théorie que nous défendons. Cet arrêt est d'ailleurs resté isolé. — V. Bordeaux, 3 décembre 1858, S. 59.2.226.

(2) Aubry et Rau, *Traité de droit civil*, t. V, p. 645. — Dans le même sens : Guillouard, *Du contrat de mariage*, t. IV, p. 486.

Nous n'admettons ni l'un ni l'autre de ces deux systèmes. Nous avons plus haut suffisamment réfuté celui de M. Troplong pour qu'il soit utile d'y revenir ici. Quant à celui de MM. Aubry et Rau, rien ne justifie la distinction qu'il établit entre l'aliénation et la constitution d'hypothèque ; dans les deux cas, l'acceptation de la femme doit logiquement produire les mêmes effets : il nous reste à les déterminer.

Certains auteurs sont allés jusqu'à prétendre que la femme ne pouvait jamais renoncer à l'hypothèque garantissant la restitution de sa dot, et se trouvait toujours recevable à s'en prévaloir malgré son acceptation ; en décider autrement serait lui permettre de faire indirectement ce que la loi lui interdit de faire directement. On pousse ainsi jusqu'à ses limites extrêmes la règle de l'inaliénabilité de la dot ; on en arrive dans toutes les hypothèses à permettre à la femme, pour l'exercice de ses reprises, la poursuite des acquéreurs d'immeubles communs aliénés par son mari, même avec son consentement exprimé par son concours à l'acte ; on l'autorise à opposer son hypothèque sur les biens de la communauté même à l'encontre des créanciers envers lesquels elle s'est personnellement obligée (1).

Nous pensons que c'est aller trop loin. A vouloir pousser les solutions dans leurs conséquences extrêmes, on en arrive à perdre de vue le principe qui leur sert de base et qui seul les justifie. Sous le régime dotal avec société d'acquêts, la femme sans doute est plus dotale que commune, sa dot est inaliénable et ses reprises ne peuvent être compromises par aucun acte émanant

(1) En ce sens : Rodière et Pont, *Traité du contrat de mariage*, p. 554, n° 2040 ; Cass., 8 juin 1847, S. 47.1.493.

de sa propre volonté, mais il faut rechercher ; pour savoir si sa renonciation à son hypothèque est toujours sans valeur, si l'inaliénabilité dont elle n'est que le corollaire subsiste toujours avec tous ses effets. Or, nous en arrivons sur ce point aux conséquences suivantes.

L'acceptation de la femme intervenue alors que le mariage n'est pas encore dissous, c'est-à-dire au cas de séparation de corps ou de biens, ne peut en aucune manière compromettre les droits qu'elle tire de son hypothèque sur les conquêts de communauté, en tant que cette hypothèque garantit la restitution de sa dot inaliénable. La femme peut donc, malgré son acceptation, agir pour ses reprises dotales sur les biens aliénés ou hypothéqués par le mari, eût-elle concouru personnellement à l'aliénation ou à la constitution d'hypothèque ; en effet, elle n'a pu renoncer ni expressément ni tacitement durant le mariage à la garantie de ses reprises dotales.

La question change si l'acceptation de la femme intervient au contraire postérieurement à la dissolution du mariage. A ce moment, la dot a cessé d'être inaliénable, et par conséquent la femme peut renoncer à l'hypothèque qui en garantit la restitution : c'est ce qui a lieu, suivant l'opinion générale, à l'égard des conquêts aliénés ou hypothéqués par le mari, lorsqu'elle accepte la communauté ; par une sorte de ratification tacite, elle se rend non recevable à inquiéter les acquéreurs et les créanciers hypothécaires, ou mieux, elle prend définitivement la qualité d'associée et subit les conséquences des actes accomplis par le chef de la société qu'elle reconnaît pour son mandataire. Encore faut-il noter qu'en pratique le juge, vu les circonstances de la cause,

recherche en fait s'il a été réellement dans l'intention de la femme de renoncer en acceptant la société aux garanties de la dotalité (1).

Nous en arrivons donc à cette conclusion que sous le régime dotal avec adjonction d'une société d'acquêts, *tant que dure l'inaliénabilité*, la femme est dans l'impossibilité de renoncer aux garanties stipulées par son contrat de mariage : en particulier, son acceptation de la communauté ne la rendrait pas irrecevable à revendiquer entre les mains d'un tiers son bien dotal aliéné, ou à exercer son hypothèque sur l'immeuble commun, même à l'encontre d'autres créanciers hypothécaires. C'est là la seule solution conforme à la fois à la loi et à l'intention des parties. Que deviendrait le pacte d'association aux acquêts, si la femme pour en profiter était obligée de perdre ses biens dotaux, ou bien si elle était obligée de renoncer à la société pour rentrer dans la propriété de sa dot (2) ?

Ce principe une fois établi, entraîne une conséquence importante relative aux droits dont jouit le mari sur l'actif commun de la société. Nous savons qu'il en a la libre administration, sauf les restrictions insérées aux articles 1422-1423 par lesquels lui sont interdites la plupart des dispositions à titre gratuit. Mais la nullité que la loi attache à ces actes étant établie dans l'intérêt exclusif de la femme, on admet, sous le régime de com-

1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. III, p. 285 ; Deloynes sur Tessier, p. 347, n° 266, note 2.

(2) Il va sans dire que la femme ne pouvant, même tacitement, renoncer à l'hypothèque garantissant ses reprises dotales, ne peut *a fortiori* y subroger un tiers ou lui consentir une cession d'antériorité.

munauté, que si le mari fait une libéralité excédant ses pouvoirs, elle pourra être validée par une ratification expresse ou tacite de sa femme. Pareille solution ne peut plus être admise s'il s'agit d'une société d'acquêts jointe au régime dotal : la ratification de la femme aboutirait à diminuer le gage garantissant l'exercice de ses reprises dotales et équivaldrait en somme à une renonciation partielle à son droit d'hypothèque légale.

CHAPITRE III

DIFFICULTÉS RELATIVES AUX EFFETS DE LA DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS.

Les questions qui se posent ici sont indépendantes du parti que prend la femme au jour de la dissolution de la société, mais elles suscitent quelques difficultés à raison du conflit qui s'élève encore entre les règles opposées du régime dotal et du régime de communauté. Elles sont relatives à la restitution de la dot, au partage des fruits de la dernière année et à certains droits de viduité que la loi accorde à la femme survivante.

§ 1^{er}. — De la restitution de la dot.

Lorsque sous le régime de communauté, à la dissolution de l'association conjugale, la femme revendique ses biens propres, c'est toujours sans délai, quelle que soit leur nature, que son mari ou ses héritiers doivent les lui restituer.

Au contraire, sous le régime dotal, les articles 1564 et 1565 viennent établir des règles spéciales toutes différentes. Ils distinguent suivant que la dot à restituer consiste en biens que le mari doit rendre en nature, immeubles, meubles non estimés au contrat, ou suivant qu'elle consiste en une somme d'argent, ou, ce qui revient au même, en meubles estimés lorsqu'il n'a pas été

spécifié que l'estimation n'en vaut pas vente. Dans le premier cas, le mari est tenu à une restitution immédiate, car on suppose qu'il a sous la main les objets à rendre ; mais dans le second, cette restitution ne peut être exigée qu'un an après la dissolution du mariage, car on présume qu'étant devenu propriétaire des fonds, le mari en a fait emploi et a besoin d'un certain temps pour réunir et réaliser au moment opportun les diverses valeurs dont il est détenteur.

Laquelle des deux règles appliquer à notre combinaison ? Nous n'hésitons pas à poser dans ce conflit la prédominance du régime dotal et à permettre au mari de se libérer suivant la distinction établie en sa faveur par les articles 1564-1565.

Mais il eût été étonnant que la question ne fût pas controversée. Sous le régime dotal avec société d'acquêts, soutiennent quelques auteurs, la dot est due non pas par le mari, mais par la société qui en a joui tout le cours du mariage et qui, par suite, est tenue de la restituer suivant les règles établies au titre de la communauté, c'est-à-dire sans délai. L'application des articles 1564-1565 porterait une grave atteinte aux droits de la femme, en ne lui assurant pas en toute hypothèse une restitution immédiate de sa dot ; or, il est raisonnable de penser que l'adjonction d'une clause d'acquêts, étant intervenue dans son intérêt, a précisément pour effet de lui conférer un droit qui ne lui aurait pas appartenu si le régime dotal avait été pur et simple (1).

Ces arguments, à notre avis, ne sont pas décisifs. Dans cette combinaison des deux régimes, c'est le ré-

(1) Rodière et Pont, *op. cit.*, t. 3, n° 2039,

gime dotal qui est prépondérant ; la société d'acquêts, simple accessoire, a simplement pour but la formation d'un fonds commun destiné à être partagé entre les époux. Or, la question que nous discutons est relative à la dot et non aux biens communs : il s'agit de restituer un patrimoine qui, durant tout le cours de l'association conjugale, a été soumis aux règles de la dotalité, qui notamment s'est trouvé inaliénable et imprescriptible entre les mains du mari ; pourquoi donc au jour de la dissolution ne pas continuer à appliquer les mêmes règles, pourquoi vouloir le soumettre à un régime différent que rien n'explique ? On invoque l'intérêt de la femme, mais ce n'est là qu'une raison de sentiment qui doit céder le pas aux arguments tirés de la logique et du texte même de la loi.

La distinction établie par les articles 1564-1565 est d'ailleurs parfaitement rationnelle et équitable et à ce titre seul mérite d'être étendue ; l'adjonction d'une société d'acquêts ne saurait suffire à l'écarter (1).

§ 2. — Du partage des fruits de la dernière année.

Ici encore, un conflit était inévitable entre les règles du régime de communauté et celles du régime dotal, car l'application des unes et des autres conduit à des résultats tout différents. Il s'agit de déterminer comment se partageront entre les époux les fruits pendants par branches et racines au jour de la dissolution de la société.

(1) Nous ne connaissons pas d'arrêt sur la question, ce qui prouve bien que la controverse présente un intérêt bien plus théorique que pratique. La doctrine est presque unanime dans notre sens.

Sous le régime de communauté, la loi régit la jouissance des biens des époux d'après les principes posés au titre de l'usufruit; l'article 1403 y renvoie même formellement. Il en résulte que les fruits perçus pendant la durée de la société tombent seuls dans l'actif commun; quant aux fruits non perçus, existant encore au jour de la dissolution sur les immeubles propres, ils appartiennent en totalité au propriétaire desdits immeubles. C'est là l'application des règles édictées par l'article 585 du Code civil, duquel résulte que c'est seulement la perception qui permet à l'usufruitier de faire les fruits siens. Bien entendu, il ne s'agit que des fruits naturels ou industriels, les fruits civils, tels que le loyer des maisons ou les arrérages de rente, s'acquerrant au jour le jour en proportion du temps que l'usufruit a duré.

Or, c'est précisément cette dernière règle, l'acquisition proportionnelle des fruits, que pose l'article 1571 pour le régime dotal. Ici, plus aucune distinction : tous les fruits, qu'ils soient naturels ou civils, s'acquièrent au jour le jour. Dès lors, le mari et la femme ou leurs héritiers se partagent les fruits dotaux de la dernière année en proportion de la durée du mariage pendant cette dernière année, et par dernière année il faut entendre celle dans laquelle le mariage a pris fin et qui a pour point de départ le dernier anniversaire de la célébration de l'union : c'est en effet durant cette période que le mari a supporté les charges de la jouissance, il est juste qu'il ait une part proportionnelle dans l'acquisition des fruits.

Ces règles doivent-elles continuer à recevoir leur application au cas où une société d'acquêts est jointe au

régime dotal, ou bien faut-il revenir à celles édictées pour lacommunauté et l'usufruit ordinaire ?

Quelques auteurs ont proposé de distinguer suivant que la femme, au jour de la dissolution, accepte la société ou y renonce. Si elle accepte la société, elle ne peut pas, dit-on, ajouter aux avantages que son acceptation lui confère ceux dont elle aurait joui si la société n'avait pas été stipulée ; on appliquera purement et simplement les règles de la communauté. L'actif à partager comprendra tous les fruits perçus au jour de la dissolution, alors même que la société aurait perçu sur les immeubles dotaux plus de fruits qu'elle ne le devait d'après le temps de sa durée ; mais à l'inverse, la femme gardera en propres les récoltes non perçues, alors même que la société, ayant supporté en définitive les frais de labour et entretien, aurait eu le droit de les recueillir.

Au contraire, si la femme renonce à la société d'acquêts, elle est censée n'avoir jamais été commune, et on appliquera uniquement les règles du régime dotal. Dès lors, si la société avait perçu une quantité de fruits excédant la portion à laquelle elle a droit à raison de la durée du mariage pendant la dernière année, la femme pourrait valablement en réclamer le remboursement (1).

La distinction qu'établit ce système suivant le parti que prend la femme n'est nullement fondée en droit ; la renonciation à la société a pour unique effet de soustraire la femme aux engagements sociaux passés par son mari, mais elle est ici sans aucune influence, « car l'attribution des fruits a lieu en conformité des clauses

(1) En ce sens : Rodière et Pont, *op. cit.*, t. III, n° 2037.

du contrat de mariage, et la renonciation de la femme ne peut ni détruire le contrat de mariage, ni effacer l'existence de la société » (1).

Une seconde opinion, qui rallie à la fois les suffrages de la majorité des auteurs et de la jurisprudence, fait l'application en toutes hypothèses à notre régime des règles de la communauté légale. L'article 1571 doit être écarté, car il s'agit, dit-on, de déterminer les droits de la société et la composition de son actif ; or, sur ces matières, l'article 1581 renvoie expressément aux règles de la communauté d'acquêts, partant, de la communauté légale. Appliquer l'article 1571 « serait commettre une iniquité et une inégalité, puisque le mari, par la renonciation de sa femme, conservant l'actif formé des fruits pendants sur les immeubles de celle-ci, au jour de la célébration du mariage, prendrait encore une part proportionnelle de ceux existant au jour de la dissolution, tandis que la femme n'aurait rien des premiers et pourrait n'avoir presque rien des derniers » (2).

Il faut, par conséquent, reconnaître à la femme un droit absolu à tous les fruits existant sur ses immeubles dotaux lors de la dissolution, et non pas seulement à une part de ces fruits proportionnelle à la durée du mariage pendant la dernière année. Elle devrait toutefois récompense à la communauté des frais de labour et semences par elle déboursés (3).

Bien que communément adopté en pratique, ce système ne nous satisfait guère. Il a le tort capital à nos

(1) Deloynes sur Tessier, p. 155, note 2.

(2) Rouen, 3 mars 1853, D. 55.2.344.

(3) En ce sens : Troplong, t. III, p. 372 ; Aubry et Rau, t. V, p. 646 ; de Folleville, *op. cit.*, p. 228.

yeux de faire totalement abstraction des règles du régime dotal, comme si, en définitive, celui-ci n'était pas en l'espèce le régime principal des époux. D'autre part, dans l'étude des difficultés que soulève l'adjonction d'une société d'acquêts, on doit chercher avant tout bien plus à juxtaposer qu'à combiner les deux régimes. Or, relativement au partage des fruits, l'application concurrente de leurs règles nous apparaît simple et logique.

S'agit-il des fruits de biens dont la société d'acquêts avait la jouissance, biens du mari et biens paraphernaux, c'est l'article 589 qui doit fonctionner, car nous sommes alors en matière de communauté (art. 1401-2°, 1498). S'agit-il au contraire de biens dotaux dont la jouissance était réservée au mari et non à la société, il faut en revenir à l'article 1571, car la société n'ayant droit qu'aux économies réalisées, ce sont les règles du régime dotal qu'il faut appliquer ; le droit commun reprendrait toutefois son empire si des fruits dotaux avaient été perçus et confondus aux mains du mari avec les autres revenus dépendant de la société d'acquêts : il faudrait alors les soumettre à la règle générale de l'acquisition par la perception.

On objecte à cette solution qu'il est impossible d'avoir ainsi deux poids et deux mesures : la même règle doit s'appliquer à tous les biens des époux, et ce ne peut être que celle du droit commun, l'acquisition par la perception aux termes de l'article 589 ; la disposition de l'article 1571 présente un caractère exceptionnel et ne peut être étendue en dehors des limites étroites qui lui sont assignées par la loi.

Cette objection ne nous paraît pas sans réplique. A

vouloir appliquer le droit commun à la fois aux fruits des biens du mari et des paraphernaux et aux fruits des biens dotaux, on oublie qu'on aboutirait le plus souvent à une flagrante injustice. Il arrivera en effet dans la plupart des cas, lors de la dissolution de l'association conjugale, que la quantité des fruits acquis par le mari ne sera pas exactement proportionnelle à la durée du temps pendant lequel il a supporté les charges du mariage ; or ce résultat n'est pas du tout équitable, car une jouissance affectée au soutien de certaines charges doit rationnellement être proportionnelle à la durée de ces charges. Nous comprenons fort bien qu'on soit obligé d'appliquer ces règles aux biens du mari et aux paraphernaux, car alors on se trouve bien dans le champ de la société d'acquêts et la loi est formelle (arg. art. 1584) ; mais de quelle utilité étendre aux biens dotaux une solution aussi injuste, alors qu'il est si facile de l'éviter, sans choquer les textes du code, par l'extension raisonnée et raisonnable de l'article 1571. Qu'on n'objecte pas que ce texte est exceptionnel ; il consacre une solution équitable et favorable à la femme, c'est plus qu'il n'en faut pour en étendre l'application dans une sage limite.

Nous poserons donc en finissant comme principe que sous le régime dotal avec adjonction d'une société d'acquêts, les fruits pendants par branches et racines au jour de la dissolution du mariage seront acquis par la perception s'ils sont le produit d'un propre du mari ou d'un paraphernal, mais se diviseront entre les époux à proportion du temps où le mariage a duré pendant la dernière année s'ils ont été détachés d'un bien dotal (1).

(1) En ce sens : Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, t. III, p. 286, n° 444 bis 3.

§ 3. — Des droits de viduité de la femme survivante.

Par un motif d'humanité facile à comprendre, la loi accorde à la veuve certains privilèges connus sous le nom de droits de viduité, lui permettant de se soustraire, durant les premiers temps de son deuil, à toute préoccupation matérielle visant son logement ou sa nourriture. Mais, pour des raisons qui ne s'expliquent guère, l'étendue de ces prérogatives diffère suivant le régime adopté par les époux.

Sous le régime de communauté, la question est réglée par l'article 1465. La veuve, dispose ce texte, « soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce, a droit, pendant les trois mois et quarante jours qui lui sont accordés pour faire inventaire et délibérer, de prendre sa nourriture et celle de ses domestiques sur les provisions existantes, et, à défaut, par emprunt au compte de la masse commune, à la charge d'en user modérément. Elle ne doit aucun loyer à raison de l'habitation qu'elle a pu faire pendant ces délais dans une maison dépendant de la communauté ou appartenant aux héritiers du mari » De son côté, l'article 1481, reproduisant une règle traditionnelle, met à la charge de ceux-ci le deuil de la femme alors même qu'elle renoncerait à la communauté.

Sous le régime dotal, des règles un peu différentes sont posées par l'article 1570 ; ce texte reconnaît à la veuve trois sortes de droits. Elle peut tout d'abord se faire fournir des aliments aux frais de la succession de son mari, durant l'année de deuil, en faisant abandon pendant ladite année des intérêts de sa dot ; elle a droit, en second lieu, et cela même en conservant les fruits et

revenus de ses biens dotaux, à l'habitation gratuite pendant le même délai ; enfin, et également en toute hypothèse, elle jouit de la faculté de se faire payer son deuil par la succession de son mari, en pouvant exiger que la valeur de ce deuil lui soit fournie en argent.

Si l'on compare ces privilèges de la femme dotale à ceux de la femme commune, on voit que d'une façon générale la première est mieux traitée que la seconde, puisqu'elle en jouit tout au moins pendant des délais plus étendus. Aussi, n'est-ce pas sans intérêt qu'on peut se demander quels seront les droits de viduité applicables à la femme mariée sous le régime dotal avec adjonction d'une société d'acquêts.

Un premier point certain, c'est que, pendant les délais pour faire inventaire et délibérer, la femme jouira des droits d'aliments et d'habitation qui sont accordés par l'article 1465 à toutes les veuves mariées en communauté légale ou d'acquêts, soit qu'elles acceptent, soit qu'elles renoncent. C'est là un minimum qu'on ne saurait contester.

Mais que décider une fois l'option faite ? Faut-il permettre à la femme de se prévaloir des dispositions plus favorables de l'article 1570, ou la restreindre aux droits que lui confère l'article 1465 ?

Certains auteurs, ici comme toujours, veulent distinguer suivant le parti qu'elle aura pris.

Si la femme accepte la société, dit-on, elle manifeste par là l'intention de prendre part à ses bénéfices et par suite de faire abandon des droits qu'elle tient de l'article 1570, car elle ne peut raisonnablement pas cumuler les avantages des deux régimes. Ce texte peut bien d'ailleurs s'expliquer sous un régime de pure dotalité,

car les droits qu'il accorde à la femme n'ont d'autre but que de compenser les revenus que le mari a retirés de la jouissance de sa dot, mais il n'a plus sa raison d'être lorsqu'une société d'acquêts a été stipulée, parce qu'alors les revenus de la dot étant tombés dans cette communauté, la femme en profite en l'acceptant. Aussi, doit-elle se contenter en ce cas « du prélèvement de sa dot, de ses paraphernaux et de sa part dans les acquêts sans pouvoir réclamer ni aliments, ni habitation, pendant l'année de deuil » (1).

Au contraire, lorsque la femme renonce, étant censée n'avoir jamais été commune, elle doit être traitée comme si elle était mariée sous le régime dotal pur et simple. L'application de l'article 1570 s'impose alors, d'autant plus que la société d'acquêts, n'ayant été stipulée que dans l'intérêt de la femme, ne doit pas tourner à son préjudice quand elle est obligée d'y renoncer par suite de la mauvaise administration de son mari (2).

C'est en ce sens qu'est fixée la jurisprudence (3).

Suivant un second système, il faut dans ce conflit faire prévaloir les règles du régime de communauté. On se base pour le soutenir sur l'intention présumée des époux. En stipulant une société d'acquêts, ils ont entendu, dit-on, déroger à l'article 1570, « car le droit que confère à la femme l'article 1465, et qui est dérogatoire aux règles du régime dotal, est indépendant de l'exercice qu'elle fait de sa faculté d'option » (4).

(1) Bordeaux, 29 mars 1871, D. 73.2.232.

(2) Rodière et Pont, t. III, p. 552, n° 2038.

(3) V. Bordeaux, arrêt précité, et en outre, Paris, 14 janvier 1895, *Gaz. Pal.*, 1^{er} mars 1895.

(4) Deloynes sur Tessier, p. 284, n° 179, note 1.

Nous ne pouvons adopter ni l'une ni l'autre de ces deux solutions. Quel que soit le parti que prenne la femme, il faut, à notre avis, appliquer les règles du régime dotal.

A ceux qui, pour justifier leur distinction, prétendent que la femme renonçant à la société est censée n'avoir jamais été commune et qu'à ce titre seul elle a le droit de jouir des avantages de l'article 1570, nous répondons que ce raisonnement n'est pas fondé : à bien envisager les choses, la renonciation a pour unique effet de soustraire la femme aux engagements sociaux passés par son mari et auxquels elle est restée étrangère, mais elle n'empêche pas que la communauté ait toujours existé en fait. Ce qu'on oublie de dire, c'est que le régime dotal étant le régime principal des époux, ce sont ses règles qu'il faut appliquer toutes fois qu'il ne s'agit pas d'un acquêt.

A ceux qui objectent alors que l'acceptation de la femme ne peut lui permettre de cumuler avec les avantages que cette acceptation lui confère ceux dont elle aurait joui si la communauté n'eût pas été stipulée, il est facile de répondre que la société d'acquêts n'a été stipulée que dans son intérêt et ne peut avoir pour effet de la priver d'un droit qu'elle aurait retiré d'un régime de dotalité pure et simple.

M. Baudry, dans un louable effort, essaie de concilier les deux doctrines adverses. Il conviendrait, d'après lui, de trancher la question en s'inspirant avant tout des faits. « Est-ce que tout ne dépend pas du point de savoir sur quelles ressources vivait exclusivement, ou du moins principalement, le ménage ? Si la dot était opulente, et si le ménage était largement alimenté par

les revenus dotaux, la femme invoquerait l'article 1570. Mais si c'était la société d'acquêts qui, ayant pour ressources principales les gains et revenus du mari, faisait vivre le ménage, l'article 1465 serait applicable ; ce qui n'empêcherait nullement l'épouse d'avoir droit aux intérêts légaux de sa dot tant qu'elle ne lui est pas remboursée » (1).

Ce système ingénieux serait peut-être rationnel, mais il présente le grand inconvénient d'amener de nouvelles complications : il faudrait à chaque fois rechercher quelle a été la source des revenus du ménage, faire la part des gains du mari et des fruits dotaux, s'immiscer en un mot dans les affaires les plus secrètes de la famille, au détriment des époux et de leurs héritiers.

Il est préférable, à tous les points de vue, de s'en tenir au principe que nous avons posé plus haut et d'étendre à la femme dotale mariée avec clause de société d'acquêts les dispositions de l'article 1570, qui sont le plus favorables à ses intérêts (2).

(1) Baudry, Le Courtois et Surville, t. III, p. 773.

(2) En ce sens : de Folleville, *op. cit.* ; Bellot des Minières, *Régime dotal et société d'acquêts*, t. III, p. 361, n° 2402, et p. 364.

CHAPITRE IV

DE LA DOTALISATION DES ACQUÊTS REVENANT A LA FEMME DANS LE PARTAGE DE LA SOCIÉTÉ.

C'est encore là une difficulté se présentant au jour de la dissolution de la société d'acquêts ; mais nous avons cru devoir en traiter dans un chapitre distinct, non seulement à cause de son importance, mais aussi parce qu'elle constitue une question nouvelle, naissant non plus de l'antagonisme entre les règles du régime dotal et du régime de communauté, mais d'un état de choses spécialement provoqué par leur combinaison et qu'on ne concevrait plus si on les isolait.

Il faut supposer que la femme s'étant constitué en dot tous ses biens présents et à venir, la société d'acquêts, stipulée accessoirement au contrat, vient à se dissoudre ; la femme l'accepte et à ce titre recueille sa part dans la communauté. Doit-on déclarer que cette part sera dotale ?

La controverse n'est pas sans intérêt, car si l'on frappe de dotalité les biens acquis par la femme à titre de part dans la société, il faudra les déclarer inaliénables et insaisissables. Sans doute, cela importe peu au point de vue du droit des créanciers de la société : que l'on considère ou non la part de la femme comme dotale, elle restera toujours grevée de la moitié des dettes communes, l'épouse ne pouvant prétendre à une part d'ac-

quêts, c'est-à-dire de bénéfices, qu'autant que ces bénéfices sont réels, une fois les dettes déduites. Mais l'intérêt de la question est considérable quand il s'agit de déterminer les droits des créanciers personnels de la femme : si sa part d'acquêts est paraphernale, elle sera saisissable pour toutes les dettes valablement contractées pendant la société ; si on la déclare dotale, elle sera insaisissable pour le tout.

D'une façon à peu près unanime, la doctrine et la jurisprudence se prononcent pour la négative et refusent d'admettre cette dotalité extensive.

A vrai dire, d'après ce système, la solution à donner à la controverse ne serait pas douteuse quand la société d'acquêts prend fin en même temps que le mariage, c'est-à-dire par le divorce ou le prédécès de l'un des époux. Dans ce cas, l'inaliénabilité et son corollaire l'insaisissabilité ont cessé du jour de la dissolution de l'union ; d'autre part, les biens revenant à la femme sont réputés, du fait de son acceptation, lui appartenir rétroactivement du jour de leur acquisition : à ce titre, ils sont biens communs et comme tels, n'ayant jamais été frappés d'inaliénabilité, ils sont le gage saisissable de ses créanciers personnels.

Mais la question devient plus délicate, ajoute-t-on, au cas où la société prend fin alors que le mariage subsiste encore, c'est-à-dire à la suite d'une séparation de biens, principale ou accessoire à une séparation de corps. Dans cette hypothèse en effet, d'une part la dotalité dure encore avec le mariage, et d'autre part, suivant les termes mêmes du contrat, elle s'étend aux biens à venir. Faut-il en conséquence comprendre parmi ces biens à venir ceux que la femme recueille à

titre de part dans la société, et les déclarer dotaux, c'est-à-dire insaisissables ?

Ici encore, c'est par la négative que l'on répond ; on va même jusqu'à décider, avec les tribunaux, que la femme n'aurait pas le droit de stipuler dans son contrat la dotalisation de sa part d'acquêts, prévoyant le cas où la société viendrait à se dissoudre pendant le mariage : une telle stipulation serait nulle et de nul effet.

Quelles sont donc les raisons invoquées à l'appui de ces solutions ?

Quand une société d'acquêts a été stipulée accessoirement au régime dotal, soutient-on, les deux régimes sont juxtaposés ; ils ne s'absorbent pas l'un l'autre, mais chacun doit recevoir son application spéciale. Il suit de là que les biens de la société d'acquêts doivent être gouvernés par les règles de la communauté ; par conséquent, dans notre hypothèse, la séparation de biens ayant mis fin à la société d'acquêts, la part de l'épouse dans cette société ne saurait être soumise au régime dotal ; les biens qui la composent n'ont pas pu changer de nature : aliénables pendant la durée de la société, ils ne peuvent pas devenir inaliénables à sa dissolution, car en devenant par le partage la propriété exclusive de la femme, ils ne peuvent pas perdre le caractère qui résulte de leur provenance, ils ne peuvent pas cesser d'être des acquêts de communauté.

D'autre part, une clause formelle du contrat de mariage serait elle-même impuissante à soumettre ces biens à la dotalité, car elle serait plus qu'une modification à la communauté, elle irait jusqu'à contredire ce régime dans les règles qui en sont comme l'essence même. D'ailleurs, de deux choses l'une : ou bien la part

de la femme dans la société peut être dotale, et alors elle le deviendra en vertu d'une clause générale de dotalité de biens à venir, ou bien elle répugne à cette dotalisation et aucune clause ne peut lui attribuer le caractère dotal ; mais on ne comprend guère qu'on puisse distinguer plusieurs sortes de biens à venir : ceux qui peuvent être dotalisés par formule générale *inter cæteros* et ceux qui ne pourraient l'être que par une clause directe et formelle (1).

On ajoute qu'il est à la fois logique et équitable de soumettre entièrement aux règles de la communauté la part d'acquêts qui revient à la femme. En effet, les éléments au moyen desquels s'est formé l'actif de la société n'auraient jamais rien fait acquérir à l'épouse sous le régime dotal pur : les revenus de l'industrie des deux époux, les économies réalisées sur ces revenus, auraient profité uniquement au mari et ne seraient pas entrés dans les biens à venir de la femme frappés de dotalité. Devant leur existence au libre jeu des règles de la communauté, c'est encore à l'empire de ces règles qu'ils doivent être soumis pendant le mariage et après sa dissolution.

La théorie contraire aurait l'inconvénient d'amener dans le caractère des biens en question des modifications successives qui seraient incompatibles avec le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales : considérés d'abord comme des acquêts, ils

(1) M. Guillouard soutient cependant cette distinction qui, à notre avis, n'est pas plus fondée en droit qu'en raison, car s'il faut donner effet à la volonté des époux, elle est tout aussi formelle dans le premier que dans le second cas. — V. Guillouard, *Du contrat de mariage*, t. IV, p. 37.

deviendraient dotaux par leur attribution à la femme lors du partage ; puis, en supposant la société, dissoute par la séparation de biens, rétablie entre les époux suivant l'article 1454, ils reprendraient leur ancien caractère d'acquêts qu'ils avaient momentanément perdu. Il est facile de comprendre les inconvénients résultant pour les liers de cette « dotalité intermittente » soumise au pur caprice des époux, soustraite à cette règle d'équité et de raison que les conventions matrimoniales doivent être essentiellement définitives et irrévocables.

Si encore la femme y trouvait quelque intérêt ! Mais c'est seulement au jour où la séparation de biens est prononcée que les acquêts deviendraient dotaux, c'est-à-dire au moment où elle reprend la libre administration de ses biens, tandis qu'ils seraient restés aliénables pendant toute la durée de la société, c'est-à-dire pendant qu'ils se trouvaient en somme à l'entière disposition du mari.

Il ne faut pas être étonné que des arguments aussi solides aient entraîné la jurisprudence. Une de ses décisions les plus frappantes est contenue dans un jugement du tribunal de Rouen, confirmé avec identité de motifs par la Cour d'appel et suivi d'un arrêt de rejet de la Chambre des requêtes. La femme, en l'espèce, s'était constitué en dot tout ce qu'elle pourrait acquérir « par succession, donation, legs, *ou autrement* ». Quelque compréhensive que fût cette formule, il fut jugé qu'elle était impuissante à atteindre les biens recueillis par la femme dans la liquidation et le partage de la société d'acquêts stipulée accessoirement à son régime dotal (1).

(1) Rouen, 25 juin 1844, S.44.2.665 ; Cass., 25 juin 1847, D. 47.1.

Malgré l'autorité de ces décisions, nous nous rangeons pour notre part parmi cette faible minorité d'auteurs qui soutiennent la thèse contraire et frappent de dotalité la part d'acquêts revenant à la femme, lorsqu'elle s'est par son contrat constitué en dot ses biens présents et à venir (1). Cette solution est, à notre avis, suffisamment logique pour pouvoir être admise ; elle est en tous cas la seule qui n'aille pas à l'encontre de l'équité ; elle peut s'expliquer enfin par l'application raisonnable des principes généraux du droit.

Nous repoussons tout d'abord toute distinction entre le cas où la société s'est dissoute par le prédécès de l'un des époux ou le divorce, et celui où, le mariage subsistant encore, seule une séparation de biens a été prononcée, principale ou accessoire. Qu'on ne dise pas que dans le premier cas notre solution en arrive à frapper de dotalité des biens acquis par la femme postérieurement à la dissolution de l'union et se heurte par là au principe que l'inaliénabilité ne peut survivre à sa cause, c'est-à-dire au mariage ! Nous répondrions qu'en vertu de l'effet rétroactif attaché au partage, la femme sera considérée comme ayant été propriétaire des biens mis dans son lot à dater du jour même de leur acquisition, par conséquent à une époque où le mariage existait encore. Il n'y a pas ici de motifs suffisants pour écarter l'application de l'article 883 auquel renvoie implicitement l'article 1476 : c'est un texte général et d'une portée absolue qui doit ressortir à effet toutes les fois

293. Dans le même sens : Troplong, t. III, p. 405 ; Aubry et Rau, t. V, p. 553 ; Jouitou, *op. cit.*, t. I, p. 23.

(1) Bellot des Minières, *op. cit.*, t. I, p. 77 et suiv. ; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 444 *ter*.

qu'une disposition formelle de la loi n'a pas entendu y déroger.

La seule question qui se pose, et elle est la même dans tous les cas, est de savoir si une constitution générale de dotalité peut valablement frapper des biens acquêts. Or, à moins de regarder l'article 1387 comme un texte inutile et vain, il faut bien reconnaître aux époux la faculté de combiner dans leur contrat les clauses du régime de communauté et celle du régime dotal, à la seule condition qu'elles ne soient ni incompatibles entre elles, ni visées par les restrictions d'ordre public apportées à la liberté des conventions matrimoniales.

Rien ne s'oppose donc à ce que dans son contrat de mariage, la femme dotale, ayant stipulé une société d'acquêts, déclare expressément se constituer en dot la part qui pourra lui advenir dans les biens de ladite société, au cas où elle viendrait à se dissoudre pour quelque cause que ce soit. Dès lors, si une telle stipulation est valable par voie de clause formelle, il est également permis de la faire implicitement, pourvu que l'intention soit certaine ; or, nous estimons que cette intention ne fait aucun doute lorsque le contrat de mariage contient la clause que tous les biens qui peuvent advenir à la femme à un titre quelconque seront dotaux, à plus forte raison lorsqu'on prend soin d'ajouter « par voie de succession, donation, legs *ou autrement* » comme il avait été convenu dans l'espèce soumise au tribunal de Rouen. Que peut-on bien voir dans ces mots « *ou autrement* » si l'on se refuse à admettre qu'ils visent la part de la femme dans la société d'acquêts ?

Sans doute, tant que dure la société, il est impossible

que les biens qui la composent soient à la fois acquêts et biens dotaux ; mais, celle-ci une fois dissoute, pourquoi ne seraient-ils pas recueillis par la femme à l'état de biens inaliénables et insaisissables ? La femme peut dotaliser les biens qu'elle acquerra avec les revenus de ses paraphernaux ; pourquoi ne pourrait-elle pas rendre inaliénables, par rapport à elle, ceux que pourra acquérir son mari, c'est-à-dire son associé ? C'est une chose future, il est vrai, mais rien ne s'oppose à ce que les choses futures puissent être dotalisées. « L'espérance d'un droit, dit M. Bellot des Minières, peut être l'objet d'une constitution qui empêchera la femme de l'aliéner, ou qu'elle ne pourra aliéner que suivant les lois de la dotalité. » Tout cela nous semble parfaitement logique : tant que la société n'est pas dissoute, la dotalité n'est saisie que d'une expectative, les biens sont de libre disposition ; mais, la dissolution vient-elle à se produire, l'inaliénabilité les frappe comme si le régime dotal avait été stipulé pur et simple.

L'inaliénabilité, objecte-t-on, est inutile, car l'administration des valeurs dont il s'agit échappe au mari du jour de la dissolution de la société. Mais n'en est-il pas de même de celles qui adviendraient à la femme à un autre titre que le partage, postérieurement à cette dissolution ? et pourtant elles sont incontestablement comprises dans toute constitution de dot de biens présents et à venir. Si l'on se refuse à voir l'intérêt que présente leur inaliénabilité par rapport à la femme, peut-on fermer les yeux sur celui qu'offre leur insaisissabilité à l'égard de ses créanciers ? En somme, les biens que la femme prend à titre de part dans la société d'acquêts se trouvent dans la même situation que ceux qui lui advien-

draient en propres, la société une fois dissoute. Quel serait leur caractère sans cela ? Ils ne seraient assurément pas paraphernaux, puisque tous les biens présents et à venir étant dotaux, le contrat stipule par là qu'il n'y aura pas de paraphernaux.

On se plaint de la *dotalité intermittente* qui serait la conséquence du rétablissement de la société dissoute par la séparation de biens. Mais c'est une question à se poser tout d'abord, que de savoir si ce rétablissement produirait ici l'effet rétroactif que lui attribue l'article 1451 du Code civil. Edicté spécialement en vue de la communauté, ce texte peut-il être étendu à la société d'acquêts accessoirement stipulée au régime dotal ? Cela paraît difficile à concilier avec la disposition de l'article 1543, d'après laquelle la dot ne peut être ni augmentée, ni diminuée pendant le mariage. Admettons cependant l'affirmative ; il est toujours facile de répondre que c'est la loi elle-même qui, par l'institution de la séparation de biens, déroge ici à la règle de l'article 1395 sur l'immutabilité des conventions matrimoniales ; pourquoi dès lors refuser d'en admettre toutes les conséquences ? L'intérêt des tiers est en jeu, dit-on ; mais dans quel piège craint-on de les voir tomber puisque le rétablissement de la communauté ne porte aucune atteinte aux droits qui leur ont été valablement consentis par la femme séparée, dans la limite de ses pouvoirs ?

Enfin, si ces arguments de droit étaient insuffisants, nous ferions encore appel à l'équité. La loi, sous le régime dotal, a voulu protéger la femme à la fois contre les dilapidations possibles de son mari et contre sa propre faiblesse et les entraînements de ses passions. Or, l'intention des époux, en stipulant la dotalisation

générale des biens présents et à venir, a été d'étendre cette protection jusque dans ses extrêmes limites. Pourquoi l'insertion d'une clause d'acquêts irait-elle à l'encontre d'une volonté si clairement manifestée ? Ce serait au cas où la femme a pris dans son contrat le plus grand souci de ses intérêts qu'elle se verrait le moins protégée ! C'est inadmissible.

Aussi, est-il nécessaire, en toute justice, de mettre sa part d'acquêts dans la société à l'abri des poursuites de ses créanciers personnels. Bien plus, il faut décider que cette part sera même inaliénable entre ses mains, dans le cas où la société étant dissoute par une séparation de corps ou de biens, le mariage subsiste encore ; car, à moins de la considérer comme paraphernale, il faut bien la soumettre aux règles de la dotalité qui n'ont pas cessé de la gouverner.

Notre solution comporte cependant un tempérament qu'il faut noter en terminant. Les obligations contractées par la femme pour l'administration de ses biens, postérieurement à la liquidation de la société, mais le mariage subsistant encore, seraient exécutoires sur tout son patrimoine, y compris ses biens dotaux ; par conséquent, les co-contractants de la femme pourraient saisir même la part d'acquêts lui revenant, sauf aux juges à apprécier en fait si l'acte qui leur est soumis rentre bien dans la catégorie des actes d'administration autorisant l'action intégrale des créanciers.

Nous en avons ainsi terminé avec l'examen des principales difficultés que soulève la combinaison de la société d'acquêts et du régime dotal. Leur importance et les controverses qu'elles suscitent sont une preuve indiscutable de la vitalité de ce régime.

Quelle place tient-il donc dans la pratique ? Quel accueil rencontre-t-il auprès des époux et des hommes d'affaires ? Ce sont ces nouvelles questions qu'il nous faut envisager.

TROISIÈME PARTIE

LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS JOINTE AU RÉGIME DOTAL DANS LA PRATIQUE NOTARIALE

CHAPITRE PREMIER

FRÉQUENCE PRATIQUE DE LA COMBINAISON ET CONSTATATIONS TIRÉES DES ENQUÊTES.

A s'en tenir aux résultats généraux d'enquêtes publiées par l'administration de l'enregistrement, ou de travaux dus à l'initiative privée d'hommes d'affaires et de praticiens, on peut sans crainte soutenir que la combinaison de la société d'acquêts et du régime dotal a trouvé auprès des populations un accueil sinon enthousiaste, du moins plutôt favorable.

De l'enquête officielle à laquelle il fut procédé en 1899, en vue de déterminer la répartition des contrats de mariage d'après la nature des conventions adoptées par les époux, il ressort en effet que sur 10.000 contrats environ ayant stipulé le régime dotal au cours de l'année précédente, 4.650 contenaient une clause d'acquêts, c'est-à-dire de 45 à 50 0/0 (1).

(1) V. les résultats de l'enquête faite par l'administration de l'en-

Mais, si favorable qu'elle soit, une pareille constatation est pour nous tout à fait insuffisante. Une enquête globale fournit bien des résultats approximatifs, mais pour en faire l'étude avec fruit, il faut en quelque sorte en disséquer les éléments qui la constituent, de façon à les soumettre à un examen plus minutieux. Il importe donc de rechercher suivant chaque région la faveur dont y jouit en pratique la société d'acquêts, d'abord dans les anciens pays de droit coutumier où le régime dotal reçoit quelque application, puis dans ceux de droit écrit, où il constitue, théoriquement tout au moins, le régime prépondérant.

Dans tout le nord de la France, si l'on excepte la Normandie, la dotalité, pour bien dire, est presque inconnue. Cela tient à deux sortes de causes : d'une part, la communauté y a toujours été traditionnelle ; d'autre part, le régime dotal y est vu avec une défaveur presque insurmontable : on trouve gênantes l'inaliénabilité des biens dotaux et l'incessibilité de l'hypothèque légale ; on considère en outre qu'il est presque immoral de ne pas permettre à la femme de prendre sa part des bénéfices réalisés sur les économies communes.

Ce dernier reproche nous intéresse seul pour le moment : il nous explique comment chaque fois qu'on adopte le régime dotal on ne manque jamais, pour y remédier, d'y adjoindre une société d'acquêts.

registrement dans le *Bulletin de statistique et législation comparée*, t. III, année 1899, p. 145. Ils ont été étudiés et mis en lumière par deux auteurs à qui nous avons fait quelques emprunts au cours de cette étude : M. Eyquem, juge au tribunal de Bordeaux (*Le régime dotal* p. 338 et s.), et M. Adam, avoué à Yvetot (*Bulletin de la Société de législation comparée*, année 1900, p. 562 et s.).

Le fait est particulièrement typique pour la Normandie où, sous l'influence de traditions anciennes, la dotalité, autrefois régime de droit commun, tient encore de nos jours une place fort honorable.

Voici, en ce qui la concerne, les résultats de l'enquête de 1898 pour les deux ressorts de Cour d'appel de Rouen et de Caen :

Rouen, sur 550 contrats dotaux, 539 stipulaient une société d'acquêts.

Caen, sur 431 contrats dotaux, 429 stipulaient une société d'acquêts.

Ajoutons que dans la seule ville de Paris, et pour la même année 1898, 55 contrats dotaux sur 63 stipulés faisaient bénéficier la femme des acquêts réalisés par elle ou son mari au cours du mariage.

On peut donc affirmer, sans rien exagérer, que dans les quelques régions du Nord où le régime dotal est encore usité, il s'accompagne toujours d'un pacte d'association aux acquêts.

Tout aussi simple n'est pas la situation dans les anciens pays de droit écrit qui constituent le Midi de la France.

Au jour où fut promulgué le Code civil, la société d'acquêts, fort en honneur dans la région bordelaise, avait peu à peu étendu son empire dans les contrées environnantes. Le législateur de 1804, en autorisant formellement sa combinaison avec le régime dotal, devait selon toute apparence lui donner encore un nouvel essor ; d'autre part, ce qui devait aussi contribuer à son extension, c'est qu'avec l'abolition des coutumes, des anciens droits et des privilèges, avaient disparu aussi tous les avantages légaux de survie qui constituaient

pour les veuves un bénéfice important. Le régime dotal restait dans toute sa rigueur, et ses inconvénients se faisaient d'autant plus sentir qu'avec le progrès et les transformations économiques et sociales, la femme se trouvait plus mêlée à la vie active du ménage.

Et cependant, les faits ont trompé cette attente, ou du moins ne l'ont qu'assez tardivement et imparfaitement réalisée. Les premières années qui suivirent la rédaction du Code, on vit les époux presque toujours exclure formellement la clause d'acquêts et se soumettre au régime dotal pur et simple. C'est seulement vers 1840 qu'elle s'introduisit tout d'un coup dans la pratique pour y prendre, vers le milieu du siècle, une extension considérable. Aujourd'hui, on semble un peu revenu de cet engoûment : l'enquête de 1898 nous offre à cet égard les chiffres suivants, groupés par ressorts de Cours d'appel.

Cours d'appel	Nombre de contrats stipulant le régime dotal	Combien parmi eux ont adopté une société d'acquêts	Chiffre total des contrats de mariage
Limoges.	104	84	3.684
Poitiers.	2	2	2.037
Bordeaux.	35	28	5.661
Agen.	84	68	3.467
Pau.	222	129	2.346
Toulouse.	764	294	3.919
Montpellier.	1.520	178	2.508
Nîmes.	1.850	395	3.011
Riom.	1.825	1.205	6.165
Grenoble.	1.566	773	4.310
Aix.	833	261	1.217
Bastia.	113	20	160

L'examen tant soit peu approfondi de ce tableau nous conduit aux constatations suivantes, déjà mises en lu-

mière par M. Eyquem à qui nous empruntons la plupart de ses observations.

Le régime dotal n'a pas eu la même fortune dans les divers pays de droit écrit. S'il s'est maintenu dans quelques régions presque intact, gardant sur la communauté d'acquêts une suprématie sans conteste, dans d'autres, au contraire, il se trouve en concurrence avec elle et a même dû parfois lui céder le pas et reculer au second plan, laissant peut-être entrevoir dans ces contrées sa disparition complète dans un avenir prochain. Partout, en tous cas, il a perdu ses rigueurs primitives, il s'est assoupli, humanisé, plié aux exigences et aux nécessités de la vie journalière.

Les régions où le régime dotal a le plus perdu de terrain sont précisément celles où fleurissait autrefois la société d'acquêts : la partie des ressorts de Poitiers, de Bordeaux et du Limousin qui appartenait aux pays de droit écrit, la plus grande partie des départements qui composent le ressort de Pau, une partie aussi du ressort d'Agen, et auxquels il faut ajouter le Lyonnais et au sud du Lyonnais l'Ardèche, du ressort de Nîmes.

Dans ces contrées, spécialement dans le Bordelais, nous avons vu dès le ^{xiii}^e siècle se répandre l'usage d'annexer au régime dotal une clause de société d'acquêts. Dès la promulgation du Code, comme on n'était plus tenu, quand on faisait un contrat, de se soumettre au régime dotal, le seul existant auparavant, on prit l'habitude de le répudier pour ne plus conserver que la clause accessoire qu'on avait l'habitude de stipuler : la société d'acquêts.

Il en est résulté que dans tout le Sud-Ouest le régime dotal, autrefois prépondérant, est peu à peu devenu ex-

ceptionnel. Les chiffres de l'enquête de 1898, mis en lumière par M. Adam, sont à cet égard d'un réalisme vraiment éloquent : les ressorts des quatre Cours d'appel de cette région : Poitiers, Limoges, Bordeaux et Agen, ont exactement fourni 225 contrats stipulant le régime dotal sur près de 15.000 enregistrés au cours de l'année, guère plus du 15 0/00 (1). La proportion est plutôt faible, il faut le reconnaître, pour une contrée où, il y a une centaine d'années, le régime dotal dominait en maître incontesté. Qu'on remarque en outre que dans les cas exceptionnels où on le stipule encore, il est presque toujours combiné avec la société d'acquêts (2), et l'on peut raisonnablement se demander si sa disparition complète n'est pas simplement une affaire de temps.

La même proportion dans les chiffres se retrouve également dans le Lyonnais où la dotalité a à peu près disparu et la société d'acquêts « pris la part du lion ». Mais ici, il faut peut-être tenir compte de l'immigration dans ces contrées de personnes des contrées voisines dont les usages, assez rapidement répandus, ont milité en faveur de l'adoption d'un régime de communauté assez peu pratiqué jusqu'alors, mais qui ne tarda pas de ce chef à prendre une extension considérable.

Quoi qu'il en soit, nous sommes avec ce premier groupe en présence de régions où, dans le conflit entre le régime dotal et la société d'acquêts, c'est celle-ci qui dans leur combinaison a nettement pris le dessus et règne seule en souveraine.

(1) V. le tableau inséré à la page 128.

(2) D'après ce même tableau, sur les 225 contrats de dotalité, 182 stipulaient une société d'acquêts : la proportion est donc supérieure aux 4/5.

Le régime dotal reprend un peu plus de vie si l'on passe dans les ressorts de Toulouse, de Pau et dans celui de Grenoble, en Dauphiné. Dans ces pays, il est encore en concurrence avec la société d'acquêts, mais la lutte entre eux deux est à peu près égale. Là, comme en Normandie, la dotalité est en bonne posture parmi les divers types de conventions matrimoniales, et assez souvent quand on la choisit, on prend soin d'y adjoindre une communauté d'acquêts pour en modifier la rigueur : la proportion est d'environ 45 à 50 0/0.

Même dans ces régions cependant, on pourrait également remarquer une tendance à l'absorption du régime dotal par son alliée, la société d'acquêts. M. de Bressolles qui s'est livré à une enquête à ce sujet, pour la seule ville de Toulouse, a dressé de ses constatations le tableau suivant :

Années	Communité d'acquêts	Société d'acquêts accessoire à			Régime dotal pur et simple
		Exclusion de communauté	Régime dotal	Séparation de biens	
1820	»	»	»	»	442
1840	57	»	21	»	377
1869	104	4	71	28	35

Il semble bien ressortir de ces chiffres que le régime dotal, depuis le début du siècle dernier, n'a fait que décroître au profit de la communauté d'acquêts régime principal ou clause accessoire, et que celle-ci, autant qu'on en peut préjuger, doit être appelée à le supplanter dans un avenir tout à fait prochain (1).

(1) V. de Bressolles, « Régimes matrimoniaux pratiqués dans le pays Toulousain », *Revue du notariat*, année 1880, n° 21.

Il ne faut pourtant pas s'attacher d'une façon trop absolue à ces données qui sont un peu trop spéciales pour qu'on en puisse tirer des conclusions bien précises. De l'enquête de 1898 portant sur tout le ressort de la Cour de Toulouse, et plus intéressante à nos yeux comme plus récente, résulte en effet que 764 contrats dotaux ont été enregistrés dans le courant de l'année, dont 294 avec adjonction d'une société d'acquêts. On ne peut nier que la communauté gagne du terrain, mais le régime dotal est encore suffisamment ancré dans les mœurs pour n'être pas appelé à disparaître de sitôt. Si, d'autre part, on passe dans le ressort voisin de Pau ou dans la partie la plus proche de celui d'Agen, on s'aperçoit que la proportion est à peu près égale entre les contrats de régime dotal et ceux de communauté d'acquêts ; celle-ci existe en outre presque toujours comme clause accessoire à la dotalité, signe certain d'une bonne entente entre les deux régimes.

Nous nous trouvons donc en face de régions où, quoi qu'on en dise, régime dotal et communauté d'acquêts fonctionnent l'un à côté de l'autre et se fusionnent d'une manière à peu près uniforme. C'est en quelque sorte la transition entre les pays du Sud-Ouest, où nous avons vu la dotalité à peu près disparue, et ceux du Sud-Est, où nous allons voir qu'elle constitue à beaucoup près le régime de prédilection.

Ces nouvelles régions comprennent les ressorts des Cours d'appel de Montpellier, Nîmes, Aix et Bastia, auxquels il faut ajouter le département du Cantal et une partie du Puy-de-Dôme ressortissant de celui de Riom. C'est là que la dotalité s'est le plus fidèlement conservée et la société d'acquêts le plus difficilement

répandue soit comme contrat principal, soit comme clause accessoire au régime dotal. Sauf peut-être dans l'Ardèche, où depuis ces dernières années il a perdu quelque terrain, celui-ci figure dans tout le Sud-Est de la France pour la proportion de près de 70 0/0 de l'ensemble des conventions matrimoniales ; la société d'acquêts ne lui est jointe que très rarement, à peine une fois sur cinq. Il triomphe à cet égard dans toute sa rigueur : la femme est privée de toute participation aux économies du ménage qui vont en totalité au mari ou à ses héritiers.

Cette répugnance marquée pour la société d'acquêts se manifeste par une augmentation du nombre de contrats adoptant un régime d'exclusion de communauté, soit le régime proprement appelé exclusif de communauté, soit le régime de séparation de biens. C'est à ces combinaisons que les époux donnent la préférence dans le petit nombre de cas où ils n'optent pas pour le régime dotal, c'est-à-dire de 25 à 35 0/0 suivant les départements (1).

La société d'acquêts n'a donc pas réussi à s'implanter ; le régime dotal continue à dominer en maître, à peine inquiété par les contrats de séparation de biens

(1) Cette tendance, relevée par M. Eyquem, se manifeste clairement si l'on envisage la proportion relativement élevée des contrats d'exclusion de communauté dans la région du Sud-Est de la France. Voici les chiffres groupés par Cour d'appel (année 1898) :

Bastia	16 sur 160, soit 14 0/0
Aix	126 sur 1.217, soit 10 0/0
Nîmes	303 sur 3.011, soit 10 0/0
Montpellier	369 sur 2.508, soit 16 0/0

qui commencent à s'infiltrer dans la pratique ; tout répugne à l'idée de communauté.

Et cependant, même dans ces régions la dotalité n'a plus conservé aujourd'hui ses rigueurs primitives. Le contrat contient toujours la clause que les biens de la femme pourront être aliénés ; cette aliénation peut avoir lieu par toutes sortes de modes, même les plus dangereux, hypothèque ou transaction. L'obligation d'emploi ou clauses équivalentes sont toujours stipulées ; cet emploi peut être fait en immeubles ou en toutes autres valeurs offrant des garanties sérieuses ; le remploi est autorisé par anticipation ; les tiers acquéreurs ne sont tenus que de sa matérialité et non de son utilité. Bien souvent enfin, le contrat de mariage porte que tous les biens de la femme seront libres et paraphernaux, ce qui en fait en arrive à un véritable régime de séparation.

Seule, la clause d'acquêts ne vient pas tempérer ce que la dotalité pure peut avoir d'injuste pour la femme. Alors que dans d'autres régions elle est presque de style à titre de stipulation accessoire, alors même que dans certaines elle s'est substituée au régime dotal comme contrat principal, ici, elle ne réussit que fort rarement et pour ainsi dire subrepticement à se glisser à côté de lui.

En résumé, et mise à part la faveur plus ou moins grande dont jouit le régime dotal, on se rend compte que sa combinaison avec la société d'acquêts a reçu des populations, suivant les contrées que l'on envisage, un accueil tout à fait différent. Comment expliquer ces variations ? Comment surtout concevoir que la clause d'acquêts soit vue par une foule de notaires et de pra-

ticiens avec une antipathie telle qu'ils vont jusqu'à la déconseiller à ceux de leurs clients qui seraient tentés de l'introduire dans leur contrat comme correctif à la dotalité stipulée ? Quels griefs invoque-t-on contre elle, et sont-ils fondés ? C'est à ces questions qu'il nous reste à répondre en faisant la critique de cette institution.

CHAPITRE II

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS PRATIQUES DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS JOINTE AU RÉGIME DOTAL. — MOYENS D'Y REMÉDIER.

Nous avons déjà laissé entrevoir plus haut les principaux avantages de la société d'acquêts en indiquant la raison d'être de sa combinaison avec le régime dotal. Il nous faut, maintenant que nous la connaissons mieux, revenir sur ce point et nous étendre un peu plus longuement sur le rôle pratique qu'elle joue et les services qu'elle est appelée à rendre.

Sous le régime dotal ordinaire, pur ou même tel que la pratique l'a modifié, le mari bénéficiant seul des économies réalisées pendant le mariage, la femme semble être invitée à se désintéresser complètement de la gestion économique des revenus affectés aux charges du mariage.

De son côté, le mari, n'ayant aucun profit à tirer de la prospérité des paraphernaux de sa femme par l'augmentation de leurs revenus ou de leur capital, se désintéresse à son tour de leur sort, ou bien s'il a reçu mandat de les administrer — ce qui est un cas assez fréquent — n'apporte pas à cette gestion tout le soin désirable, ou du moins tout le soin qu'il y apporterait s'il y avait un intérêt plus direct.

Grâce à l'adjonction d'une société d'acquêts, cette

situation est complètement changée. La femme reprend, suivant la belle expression de Tacite, son rôle naturel d'associée et de compagne « *laborum periculorumque socia* ». Sans doute, elle doit abandonner à la société la part de ses revenus paraphernaux qu'elle n'a pas dépensée et dont elle aurait été l'unique bénéficiaire sous un régime de dotalité pure ; mais quels avantages ne retire-t-elle pas en définitive de la combinaison ? D'une part, elle retrouvera au jour du partage une certaine quotité des revenus de ses biens dotaux ; d'autre part elle va participer désormais aux bénéfices peut-être considérables de l'industrie et des entreprises de son mari et dont elle aurait été normalement exclue si la clause d'acquêts n'eût été stipulée.

De son côté, le mari aura à cœur d'augmenter les revenus des paraphernaux de sa femme qui viendront grossir l'actif commun et dont il sera appelé un jour à bénéficier ; d'où plus d'activité de sa part et une plus grande prospérité dans les affaires du ménage.

A un autre point de vue, on en arrive à faire disparaître de véritables iniquités, conséquence forcée de l'adoption du régime dotal. Il se peut en effet sous ce régime que la femme, après avoir vécu pendant le mariage sinon dans l'opulence, du moins dans une large aisance que permettait la prospérité des affaires du mari, se trouve du jour au lendemain, avec la mort de son conjoint et la disparition de ces ressources, dans une situation tout à fait précaire. Obligée de se contenter du maigre droit successoral que lui confère la loi de 1891, combien lui sera-t-il pénible de voir les héritiers de son mari, souvent des étrangers, bénéficier seuls des produits de son activité et de son travail, et se

partager les économies qu'il a pu réaliser sur la dot qu'elle lui a apportée et qui fut peut être l'unique base d'une fortune à laquelle elle n'a plus aucun droit. Avec la société d'acquêts, ces inégalités choquantes disparaissent ; la femme prend sa part dans les bénéfices réalisés, ce qui la pousse à stimuler l'activité de son mari, à économiser de son côté à la fois sur ses revenus paraphernaux et sur la portion des revenus de ses biens dotaux qui lui a été abandonnée à seule fin de pourvoir aux besoins du ménage.

On peut enfin remarquer que l'existence d'une société d'acquêts rend à la femme un peu de sa capacité que le régime dotal avait en fait bien amoindrie : elle peut désormais s'engager directement sur les acquêts avec le concours de son mari ; tous les actes passés par elle dans les limites du droit commun sont exécutoires contre la communauté, extension considérable à ses pouvoirs si l'on songe qu'elle est considérée comme mandataire tacite du mari pour tout ce qui a trait au fonctionnement intérieur de la vie domestique.

Qu'on ajoute à ces avantages que la société d'acquêts ne modifie en rien les règles du régime dotal préservatrices de la dot, et l'on aura une idée à peu près complète des avantages qu'elle réalise pour les époux, et pour la femme en particulier. Encore, avons-nous laissé de côté le rôle conciliateur qu'elle peut être appelée à jouer dans le ménage, en supprimant les conflits et les tiraillements qui peuvent naître d'une séparation trop grande d'intérêts.

Aussi, peut-on raisonnablement s'étonner du peu de succès qu'a rencontré sa combinaison avec le régime dotal dans toutes les régions du Sud-Est de la France

ressortissant des ressorts de Montpellier, Nîmes, Aix et Bastia. Quels reproches lui adresse-t on ? Sont-ils justifiés, et n'y a-t-il pas moyen d'y remédier ?

Nous croyons pouvoir déterminer, pour la région de Montpellier tout au moins, les causes qui expliquent l'accueil un peu froid fait à la société d'acquêts. La plupart des notaires ne la conseillent pas, d'abord parce qu'elle place les époux dans une situation inégale, ensuite parce qu'elle est une source de frais et de complications nouvelles.

En premier lieu, la femme, dans cette combinaison, ne court aucun risque : la restitution de sa dot inaliénable lui est assurée, et elle peut néanmoins réaliser des bénéfices parfois considérables si les affaires communes prospèrent. Le mari, lui, prend au contraire à sa charge toutes les mauvaises fortunes : il ne peut se servir durant le mariage de la dot de sa femme, et à la dissolution il se voit contraint de partager avec elle les capitaux péniblement amassés à l'aide de son travail et de son industrielle activité.

D'autre part, s'il est vrai que l'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal fasse participer celui-ci de tous les avantages de la communauté, elle lui emprunte par contre ses inconvénients les plus notoires. Elle nécessite forcément la rédaction d'un inventaire en vue de déterminer la consistance du mobilier propre aux époux au jour de leur mariage, inventaire qui est vu avec « horreur » autant pour lui-même que pour les frais qu'il occasionne. Ensuite, au jour de la dissolution, elle entraîne les complications inévitables relatives à la liquidation et au partage de l'actif, opération très délicate et nécessitant beaucoup de soins et pas mal de temps.

Aussi, dans l'intérêt même des époux (1), ce n'est qu'à regret que les notaires de Montpellier font place dans les contrats de dotalité à la clause d'acquêts ; jamais ils ne la conseillent, et ils ne l'insèrent toujours que sur la demande formelle des parties (2).

Il ne faut pourtant pas se laisser arrêter par ces reproches, car ou bien ils ne nous paraissent pas fondés, ou bien on peut assez facilement les éluder dans la pratique.

Au premier qu'on invoque, on peut aisément répondre qu'on ne voit pas trop l'intérêt qu'aurait le mari à voir sa femme ruinée quand il le serait lui-même par contre-coup ; il s'estimera bien heureux, et toute la famille se félicitera avec lui, de trouver au jour du malheur un reste de l'ancienne fortune demeuré intact. Sans doute, il n'aura pas pu user de la dot au cours du mariage, mais cela lui aura permis de ne pas la dissiper, comme il arrive trop souvent, dans de vaines et ruineuses spéculations.

N'est-il pas juste par contre de faire participer la femme au partage des revenus et des économies qui ont pu être réalisées si le mariage a prospéré ? A qui en est-on redevable ? Au mari sans doute qui a fait profiter la communauté de son travail et de son activité, mais la femme n'a-t-elle pas aussi contribué à la formation de cet actif par son esprit d'économie et ses précieuses qualités de ménagère et de maîtresse de maison ? N'ou-

(1) Il faut remarquer en effet que les notaires ne se laissent pas guider en cette question par leur intérêt personnel, car les inventaires et liquidations qu'ils conseillent d'éviter sont les opérations qui d'après les tarifs leur rapportent le plus.

(2) V. Charmont, « Pratiques coutumières en matière de contrat de mariage dans la région de Montpellier » (*Compte rendu du congrès international de droit comparé*, année 1900).

blions pas que c'est elle qui a la haute main sur les affaires intérieures de la famille, qui règle, par conséquent, l'emploi des fonds et les dépenses journalières de la vie domestique ; étant à la peine, n'est-il pas juste qu'elle soit également à l'honneur, ou plutôt au profit ?

Le second reproche adressé à la clause d'acquêts, nécessiter la rédaction d'un inventaire, n'est pas décisif à notre sens. Nous comprendrions fort bien, si le régime dotal était le régime matrimonial de droit commun, qu'il soit étrange et même contradictoire d'exiger que des époux, qui, par mesure d'économie et dans le désir bien légitime d'éviter des formalités et des démarches souvent longues et coûteuses, n'ont pas voulu faire les frais d'un contrat, soient néanmoins obligés d'avoir recours à un notaire pour faire dresser l'inventaire des biens que chacun d'eux possède au jour du mariage. Mais il ne s'agit nullement de cela : le régime dotal n'a jamais lieu de plein droit, il nécessite toujours des stipulations formelles de la part des conjoints, et par conséquent la rédaction d'un contrat. Quel inconvénient y a-t-il donc, puisqu'on se trouve dans l'obligation de recourir à un officier public, à faire en même temps constater dans l'acte la consistance exacte du mobilier présent ? Nous ne doutons pas que l'inventaire soit une formalité quelque peu gênante, mais du moment qu'il est nécessaire dans l'état de notre législation, pourquoi ne pas s'y soumettre si les avantages qu'on doit par la suite retirer du libre jeu de ses conventions matrimoniales compensent, et largement, ce léger inconvénient ? (1).

(1) Il faut d'ailleurs noter de nos jours une tendance de plus en plus marquée à se relâcher du formalisme excessif de la loi et se

Plus sérieux est le dernier grief invoqué. L'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal oblige, au jour de la liquidation, aux formalités longues et coûteuses d'une liquidation. C'est là, semble-t-il, l'inconvénient qui écarte principalement de notre combinaison les populations de nos régions, ou plutôt les notaires et hommes d'affaires qui les conseillent et les guident ; mais la meilleure preuve qu'il n'est pas insurmontable, c'est que la pratique s'est ingéniée à le surmonter et l'a fait avec succès.

Rien de plus facile, si l'on prend ses précautions, que d'éviter les ennuis d'une liquidation et d'un partage. Il suffit d'attribuer par le contrat de mariage la totalité des acquêts au survivant des époux ; de cette manière, les héritiers du prédécédé n'ayant rien à réclamer, nulle contestation ne pourra s'élever. La validité d'une semblable clause ne peut faire aucun doute, et nous avons vu qu'elle était déjà fréquemment usitée dans tout le ressort de l'ancien Parlement de Bordeaux ; aujourd'hui, elle tend à raison de ses avantages incontestés à pénétrer de plus en plus dans la pratique : elle est presque devenue de style dans la région Montpelliéraine, fortement conseillée par les notaires qui comptent sur elle pour tempérer les inconvénients de la société d'acquêts, dans les quelques cas où ils n'ont pu détourner les époux de son adjonction à leur régime dotal.

Sans doute, la clause ne prévoit que le cas de dissolution par prédécès de l'un des conjoints ; mais n'est-ce

contenter de modes de preuve plus faciles. Il ne serait pas impossible d'arriver ainsi à faire de la communauté d'acquêts le régime de droit commun de la France. Mais les tribunaux jusqu'ici répugent à entrer dans cette voie.

pas là l'hypothèse la plus fréquente et la plus normale ? D'autre part, en supposant une séparation de biens, comme il est probable qu'elle aura été motivée par une mauvaise administration des affaires communes, la société étant en déficit, il n'y aura pas d'acquêts, et par suite ni liquidation, ni partage à opérer, ou du moins ces opérations seront simplifiées dans une notable proportion.

La seule objection qu'on puisse adresser à cette attribution totale des acquêts au survivant, c'est qu'elle prive les héritiers du prédécédé, quand ce sont ses enfants, des produits du travail et de l'activité de leur auteur sur lesquels ils devaient normalement compter. Mais cet inconvénient se trouve bien atténué s'il s'agit d'enfants mineurs, car l'époux survivant étant tenu d'assurer leur éducation et leur entretien les fait indirectement profiter de leur part d'acquêts dans la succession du prédécédé. Même majeurs, les enfants ne sont-ils pas à la fois héritiers de leurs deux parents ? Ce qu'ils ne recueillent pas au décès du prémourant, ils le recueilleront plus tard dans la succession de son conjoint, augmenté peut-être du fait de son activité et de son industrie.

Cette clause, en définitive, par les avantages dont elle est la source, joints à ceux de la société d'acquêts elle-même, nous semble devoir être appelée à jouer dans la pratique un rôle considérable et peut-être à ramener à notre combinaison la faveur de nos populations méridionales qu'on en a momentanément détourné.

CONCLUSION

A envisager les faits sans parti-pris, nous nous trouvons conduit à cette conclusion que le régime dotal avec stipulation d'une société d'acquêts paraît être un des systèmes juridiques les plus conformes aux principes d'une bonne législation. Il présente le double avantage de laisser à chacun des époux son patrimoine propre, sans toutefois établir entre eux une séparation complète d'intérêts qui serait contraire à l'essence même du mariage. En même temps, il laisse subsister pour la femme la garantie de l'inaliénabilité dotale et de son corollaire indispensable, l'insaisissabilité.

Et cependant, si l'on tient compte des enseignements de la pratique, on est bien obligé de constater ce que certains ont appelé la « faillite du régime dotal ». C'est un point hors de discussion qu'il subit dans le Midi, d'une façon générale, un mouvement sensible de recul, sans arriver à compenser ses pertes par une pénétration même partielle dans les pays du Nord, où, sauf en Normandie, il est à peu près inconnu.

Par contre, et c'est là le fait le plus saillant qui se soit nettement manifesté au cours du siècle dernier, la communauté d'acquêts ne fait que grandir en popularité et en crédit. Sur environ 82.000 contrats de mariage enregistrés au cours de l'année 1898, plus de 67.000 portaient adoption de ce régime ; si l'on ajoute que sur les 10.000 qui stipulaient le régime dotal, 4.600 environ

y joignaient une société d'acquêts, on arrivera à cette constatation que dans les $7/8$ des cas, c'est à la communauté d'acquêts, soit principale, soit accessoire, que les époux donnent la préférence.

Faut-il en conclure que la dotalité soit appelée à disparaître un jour, absorbée par la société d'acquêts ? Le fait s'est déjà produit dans tout le Sud-Ouest de la France, doit-on s'attendre à le voir se généraliser ? Nous ne le pensons pas. Quelques avantages que présente la communauté d'acquêts, elle est loin de constituer un régime parfait, et d'autre part, la dotalité nous offre seule certaines qualités que nous chercherions vainement partout ailleurs.

L'inconvénient le plus apparent de la communauté d'acquêts est en effet qu'il est toujours extrêmement facile au mari de ruiner sa femme ; sans doute, celle-ci jouit d'une hypothèque légale, mais cette garantie dépend d'un hasard heureux, la composition du patrimoine du mari. Possède-t-il des immeubles, ils s'en trouvent grevés pour garantir la restitution des propres de la femme ; par contre, sa fortune est-elle entièrement mobilière, la femme est alors dépourvue de toute garantie et obligée de venir au marc le franc avec les autres créanciers. Même quand son hypothèque existe, elle peut toujours valablement y renoncer et donner son consentement aux actes d'aliénation, soit par une manifestation réfléchie et consciente de sa volonté, soit bien plus souvent sur les pressantes sollicitations de son mari et acculée à une dure nécessité.

Enfin, ce régime se caractérise par une trop grande dépendance de la femme, moins grande assurément que sous la communauté légale, mais réelle tout de même ;

il confère au mari des pouvoirs exorbitants sur les acquêts, il lui donne même la jouissance de tous les propres de sa femme, celle-ci ne gardant rien dont elle puisse disposer, en dehors de ce qui lui est nécessaire pour les besoins journaliers du ménage (1).

Si l'on envisage par contre le régime dotal, on s'aperçoit vite que lui seul peut offrir la garantie entière, parfaite de la dot de la femme. Celle-ci ne pouvant, du moins théoriquement, aliéner son patrimoine même avec l'autorisation de son mari ou de justice, ne pouvant d'autre part renoncer à l'hypothèque légale garantissant la restitution de ses capitaux mobiliers dotaux, la famille est sûre de ne jamais déchoir complètement, quelque catastrophe qu'il arrive et fasse sombrer la fortune du mari.

A proprement parler même, cette hypothèque, qui sous tous les régimes constitue un si grave danger pour les tiers, si elle continue à exister ici, ne fonctionne pratiquement presque jamais. Ses causes sont en effet presque inexistantes : si la dot est immobilière, la vente ne pourra avoir lieu que par autorité de justice et alors le remploi devra s'effectuer conformément à la loi (art. 1558) ; si elle est mobilière, ce remploi sera toujours obligatoire.

Enfin, la dotalité évite l'écueil de la communauté en

(1) Aussi, le nouveau Code civil allemand a-t-il substitué avec raison à ce système de subordination de la femme celui de l'*« interdépendance des époux »* : de même qu'il faut à la femme l'autorisation du mari pour vendre, de même il faut au mari, qui veut aliéner un acquêt, le consentement de sa femme.

Il faut également tenir compte chez nous des droits que la nouvelle loi du 13 juillet 1907 est venu conférer à la femme sur les produits de son salaire et ses économies.

rendant à la femme une certaine partie de son indépendance, sans aller, comme les régimes de séparation absolue, jusqu'à mettre la désunion la plus complète dans le ménage : d'un côté, le mari administrant les biens dotaux l'unité matrimoniale n'est pas rompue ; d'autre part, la femme ayant toujours en fait des paraphernaux, peut librement en jouir et en toucher les revenus.

Toutes ces raisons font, en définitive, que malgré l'extension tous les jours grandissante de la société d'acquêts, elle ne parviendra jamais, dans son conflit avec le régime dotal, à étouffer complètement ce dernier : la preuve en est qu'elle ne parvient même pas à se joindre à lui comme clause accessoire dans la région du Sud-Est de la France, où la dotalité est si fortement ancrée dans les mœurs des populations.

Nous souhaiterions pourtant, pour notre part, l'extension de cette combinaison, à cause des avantages réels dont elle est la source : elle prend à la dotalité le principe des garanties dotales, nécessaire pour qui veut se conserver une réserve sûre et intangible ; à la séparation elle prend la paraphernalité qui assure l'indépendance de la femme et lui permet de ne pas immobiliser toute sa fortune ; elle emprunte enfin à la communauté cette union d'intérêts qui contribue si souvent à l'harmonie du ménage et resserre les liens conjugaux. Elle est donc appelée à donner satisfaction à tous.

Peut-être, seul le mari regrettera-t-il d'avoir à partager avec sa femme les bénéfices de son activité et de son industrie, sans avoir pu jouir comme il l'aurait désiré de la dot qui lui fut apporté et qu'il doit rendre intacte, mais il songera que si parfois cette situation lui semble

léser ses intérêts, elle remédie le plus souvent à une véritable iniquité, et cette raison à elle seule doit suffire à la justifier.

Vu :

Montpellier, le 7 novembre 1908

Le Président de la Thèse,

J. CHARMONT.

Vu :

Montpellier, le 10 novembre 1908,

Le Doyen,

VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 11 novembre 1908.

Le Recteur,

A. BENOIST.

BIBLIOGRAPHIE

Adam. — Rapport sur le régime matrimonial de droit commun et les différents régimes admis en France. *Bulletin de législation comparée*, année 1900.

Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. — Du contrat de mariage, t. III.

Bellot des Minières. — Régime dotal et société d'acquêts.

Boistel. — Note au D. 1887.2.137.

Brissaud. — Manuel d'histoire du droit, t. II.

— La société d'acquêts dans les lois visigothiques (*Mélanges*, L. Couture).

Bressolles (de). — Régimes matrimoniaux pratiqués dans le pays Toulousain. *Revue de Notariat*, année 1880.

Bulletin de statistique et de législation comparée. Administration de l'enregistrement, année 1899.

Charmont. — Pratiques coutumières en matière de contrat de mariage dans la région de Montpellier.

Colmet de Santerre. — Traité de droit civil, t. VI.

Daloz. — *Jurisprudence générale. Recueil périodique.*

Demolombe. — Droit civil.

Eyquem. — Le régime dotal.

Fénet. — Travaux préparatoires du Code civil.

Folleville (de). — De la clause d'acquêts sous le régime dotal. *Revue pratique de droit*, année 1875.

Gazette du Palais.

Gide (Paul). — Etude sur la condition privée de la femme.

Glasson. — Histoire des institutions de la France, t. VII.

Grasserie (de la) Raoul. — Réforme du régime matrimonial. *Journal La Réforme sociale*, année 1902.

Guillouard. — Traité du contrat de mariage.

Jouiton. — Etude sur le système du régime dotal sous le Code civil.

Laurent. — Cours de droit civil.

Le Play. — La réforme sociale en France.

Marcadé. — Explication théorique et pratique du Code Napoléon.

Mathieu. — Essai sur la valeur du régime dotal. Thèse de droit, Dijon, 1907.

Pandectes françaises.

Pillet. — De la société d'acquêts jointe au régime dotal. Thèse de droit. Grenoble, 1880.

Revue critique de législation et jurisprudence.

Revue trimestrielle de droit.

Sirey. — *Recueil général des lois et arrêts.*

Rodière et Pont. — Traité du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.

Tessier (H.) (édition de Loynes). — De la société d'acquêts d'après les principes et la jurisprudence de l'ancien Parlement de Bordeaux.

Troplong. — Commentaire sur le contrat de mariage.

Turgeon. — Le féminisme français.

Viollet. — Histoire du droit civil français.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Inconvénients du régime dotal. — Utilité d'y remédier par l'adjonction d'une société d'acquêts.	1

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINE ET ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS.

CHAPITRE PREMIER. — Sources probables de la société d'acquêts	7
1 ^o Théorie romaine.	8
2 ^o Théorie celtique	11
3 ^o Théorie germanique : la Société d'acquêts dans les lois visigothiques	13

CHAPITRE II. — La société d'acquêts et le régime dotal dans notre ancien droit	18
1 ^o Le régime normand.	18
2 ^o La Coutume d'Auvergne	20
3 ^o La société d'acquêts dans le pays de droit écrit et spécialement dans le ressort du Parlement de Bordeaux	21
Coutumes de Bayonne, Toulouse et Montpellier.	34

DEUXIÈME PARTIE

LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS JOINTE AU RÉGIME DOTAL DANS LE CODE CIVIL.

PRÉLIMINAIRES. — Les travaux préparatoires et l'article 1584 . .	37
— Constitution et modalités de la société d'acquêts	40
Principe général d'interprétation.	48

SECTION I

**Application simultanée des règles du régime dotal
et du régime de communauté.**

CHAPITRE PREMIER. — Application des règles du régime dotal.	52
CHAPITRE II. — Application des règles de la communauté d'acquêts	55
1° Le l'actif de la société	55
2° Du passif de la société	60
3° De l'administration de la société	62
4° De la dissolution de la société	62

SECTION II

**Etude des difficultés naissant spécialement de l'adjonction
au régime dotal d'une société d'acquêts.**

CHAPITRE PREMIER. — Difficultés relatives à la composition de la société d'acquêts	69
1° Les gains et salaires de la femme tombent-ils en communauté ? (Etude de la loi du 13 juillet 1907).	69
2° Conditions et effets du emploi	75
CHAPITRE II. — Difficultés relatives au fonctionnement interne du régime.	78
1° De l'administration des paraphernaux et du sort de leurs revenus	78
2° De la renonciation de la femme à son hypothèque légale sur les conquêts de communauté.	90
CHAPITRE III. — Difficultés relatives aux effets de la dissolution de la société d'acquêts	100
1° De la restitution de la dot	100
2° Du partage des fruits de la dernière année	102
3° Des droits de viduité de la femme survivante	108
CHAPITRE IV. — De la dotalisation des acquêts revenant à la femme dans le partage de la société	113

TROISIÈME PARTIE

LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS JOINTE AU RÉGIME DOTAL
DANS LA PRATIQUE NOTARIALE.

CHAPITRE PREMIER. — Fréquence pratique de la combinaison et constatations tirées des enquêtes	125
CHAPITRE II. — Avantages et inconvénients pratiques de la société d'acquêts jointe au régime dotal. — Moyens d'y remédier.	136
CONCLUSION	145
BIBLIOGRAPHIE	151

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
